

243699
16

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 JUILLET 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 6, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement.

Québec, 5 mai 1962.

1515 -- 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-o

Lettres patentes

A-1 Machine Tools Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Allan Marcus, 4705, avenue Powell, Montréal, David Kirshenblatt, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10120, Place Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire la réparation de toutes sortes de machinerie, équipement, pièces, fournitures et ajustements, sous le nom de « A-1 Machine Tools Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Letters Patent

A-1 Machine Tools Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 4705 Powell Avenue, Montreal, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10120 Place Meilleur, Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of machinery equipment, parts, supplies and fittings, under the name of "A-1 Machine Tools Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1635-63 — 1168/109

Alexandra Park Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, conseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, 48, chemin de l'Académie, Westmount, tous deux avocats, Roger B. Dennison, assistant-gérant général, Hôtel Windsor, Montréal, Audrey Agar, 1221, Crescent, Montréal, et Andrée Provencher, 3787, Carlton, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Alexandra Park Investments Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1880-63 — 1173/6

Appartements Métro Jean Talon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Henri Meloche, professeur, 5129, rue Marquette, Pierre Cormier, mécanicien, 7407, rue St-Gérard, et Raymond Trudel, ingénieur stationnaire, 6840, 11e ave, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Appartements Métro Jean Talon Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1833-63 — 1171/94

Arnaud Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Raymond Favreau, avocat, 865 est, rue Roy, Montréal, Gilles Généreux, acheteur, 518, 1ère Avenue, Verdun, Robert Lagarde, surveillant de bureau, 83, François-Gauthier, Boucherville, Benito Martone, caissier, 1020 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, et Georges Robitaille, teneur de livres, 5642, rue Alphonse-Aubin, Montréal Nord, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1635-63 — 1168/109

Alexandra Park Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, 48 Academy Road, Westmount, both advocates, Roger B. Dennison, assistant general manager, Windsor Hotel, Montreal, Audrey Agar, 1221 Crescent, Montreal, and Andrée Provencher, 3787 Carlton, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Alexandra Park Investments Ltd.", with a capital stock, divided into 10,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be \$50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1880-63 — 1173/6

Appartements Métro Jean Talon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Meloche, professor, 5129 Marquette St., Pierre Cormier, mechanic, 7407 St-Gérard St., and Raymond Trudel, stationary engineer, 6840, 11th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Appartements Métro Jean Talon Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 80 common shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1833-63 — 1171/94

Arnaud Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Favreau, advocate, 865 Roy Street East, Montreal, Gilles Généreux, buyer, 518, 1st Avenue, Verdun, Robert Lagarde, office supervisor, 83 François-Gauthier, Boucherville, Benito Martone, cashier, 1020 Jean-Talon Street West, Montreal, and Georges Robitaille, book-keeper, 5642 Alphonse-Aubin Street, Montreal North, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance, sous le nom de « Arnaud Acceptance Corporation », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351

1799-63 — 1171/131

To do business as a finance company, under the name of "Arnaud Acceptance Corporation", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1799-63 — 1171/131

Auberge des Apalaches Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marc Bégin, restaurateur, Yvan Bégin, entrepreneur, tous deux de Lac-Etchemin, et Gaston Bégin, courtier, Ste-Germaine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Auberge des Apalaches Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Germaine, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

2008-63 — 1171/132

Auberge des Apalaches Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Bégin, restaurateur, Yvan Bégin, contractor, both of Lac-Etchemin, and Gaston Bégin, broker, Ste-Germaine, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Auberge des Apalaches Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Germaine, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

2008-63 — 1171/132

Award Homes Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: William Mark Schacter, architecte, 2500, Bates Rd., Joseph Schacter, manufacturier retiré, 4935, avenue Mariette, et Mme Rose J. Schacter, ménagère, épouse éparée de biens dudit Joseph Schacter, 4935, avenue Mariette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Award Homes Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2500, Bates Road, chambre 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351

1979-63 — 1171/133

Award Homes Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Mark Schacter, architect, 2500 Bates Rd., Joseph Schacter, retired manufacturer, 4935 Mariette Ave., and Mrs. Rose J. Schacter, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Schacter, 4935 Mariette Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Award Homes Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 6,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2500 Bates Road, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1979-63 — 1171/133

Beaumont Équipement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul Langlois, avocat et conseiller en loi de la Reine, 334, ave Outremont, Outremont, Bernard Lasnier, 468, Arran, et Pierre de Grandpré, 206, ave Walnut, ces deux derniers avocats, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Beaumont Équipement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Langlois, advocate and Queen's Counsel, 334 Outremont Ave., Outremont, Bernard Lasnier, 468 Arran, and Pierre de Grandpré, 206 Walnut Ave., the two latter advocates, of St-Lambert, for the following purposes:

Faire le commerce d'équipements, outillages et machineries de toute nature, fixes ou mobiles, neufs ou usagés, employés sur terre ou sur l'eau dans l'industrie et la construction, sous le nom de « **Beaumont Équipement Inc.** », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351-o 1867-63 — 1171/96

Boutique du Nettoyeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Armand Raymond, agent manufacturier, 524, rue Dalpé, St-Mathias, Huguette Garneau, secrétaire, fille majeure, 4415, rue St-André, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc Lafontaine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles, machines, outils ou autres produits servant aux tailleurs et aux buandiers, sous le nom de « **Boutique du Nettoyeur Inc.** », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2411, ave Lasalle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351-o 2068-63 — 1171/134

J. L. Brunelle & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marcel G. Robitaille, 3515, Northcliffe, Montréal, André Fabien, 128, de Château-guay, Longueuil, et M. J. Beauchemin, 485, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'engrais chimiques et autres matières semblables, sous le nom de « **J. L. Brunelle & Cie Ltée** », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Croydon, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351-o 1955-63 — 1171/135

C.H.E. Hardwoods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1963, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, conseil en

To carry on business dealing in equipment, tools and machinery of all kinds, fixed or mobile, new or used, employed on land or on water in industry and construction, under the name of "Beaumont Équipement Inc.": with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1867-63 — 1171/96

Boutique du Nettoyeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Raymond, manufacturing agent, 524 Dalpé St., St-Mathias, Huguette Garneau, secretary, fille majeure, 4415 St-André St., and Charles E. Poirier, notary, 4032 Lafontaine Park, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all articles, machines, equipment or other products used by tailors and launderers, under the name of "Boutique du Nettoyeur Inc.": with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2411 Lasalle Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 2068-63 — 1171/134

J. L. Brunelle & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel G. Robitaille, 3515 Northcliffe, Montreal, André Fabien, 128 de Château-guay, Longueuil, and M. J. Beauchemin, 485 Beverley, Mount-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in chemical fertilizers and other similar matters, under the name of "J. L. Brunelle & Cie Ltée": with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Croydon, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1955-63 — 1171/135

C.H.E. Hardwoods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, Queen's Counsel, 5501 Randall Avenue,

loi de la Reine, 5501, avenue Randall, Jack B. Bobrove, avocat, 5615 avenue Cork, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Beverley Gold, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Hitelman, 2670, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bûcherons, exploitants des forêts, marchands de bois, et propriétaires de scieries, moulins à planer et moulins de pulpe, sous le nom de « C.H.E. Hardwoods Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2041-63 — 1171/101

Candem Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: David M. Notkin, conseil en loi de la Reine, 3742, Le Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, 4867, Cumberland, Montréal, tous trois avocats, et Mary Conner, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4924, avenue Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de sacs à main, valises, porte-monnaie, porte-feuilles et de toutes sortes de marchandises de fantaisie et de nouveautés fabriquées en tout ou en partie de cuir, imitation de cuir, plastique, textiles, métal, papier, nylon, et bois, sous le nom de « Candem Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2038-63 — 1171/97

Carlou Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jack Lightstone, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Carlou Holdings Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 200 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 4,970 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5775, avenue Victoria, chambre 218, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, both advocates, of Côte-St-Luc, and Beverley Gold, secretary, wife separate as to property of Jack Hitelman, 2670 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planing mill and pulpmill owners, under the name of "C.H.E. Hardwoods Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of a par value of \$10 each and 750 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

2041-63 — 1171/101

Candem Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Notkin, Queen's Counsel, 3742 The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, 1411 Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, 4867 Cumberland, Montreal, all three advocates, and Mary Conner, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4924 Rosedale Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of handbags, luggage, wallets, pocketbooks and all kinds of fancy goods and novelties made, in whole or in part, of leather, imitation leather, plastic, textiles, metal, paper, nylon and wood, under the name of "Candem Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

2038-63 — 1171/97

Carlou Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Carlou Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 200 class "A" preferred shares of \$10 each and 4,970 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5775 Victoria Avenue, Room 218, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1962-63 — 1171/28

Century Hosiery Mills 1963 Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Isydore Horn, marchand, Susan Webster et Martha Bent, ces deux dernières secrétaire, filles majeures, tous trois de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bas de soie et de nylon pour dames et aucune et toutes sortes de bas pour dames, sous le nom de « Century Hosiery Mills 1963 Ltd. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 2006-63 — 1171/30

Cie Développement Lafèche Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Sylvio Cantin, 85, boul. Joliet, Roger Cantin, tous deux entrepreneurs, Lauréat Cantin et Richard Deschênes, ces deux derniers menuisiers, tous quatre de Hauterive, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Cie Développement Lafèche Limitée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 4,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 30e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1720-63 — 1171/31

Cinéma Monaco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1963, constituant en corporation: Joseph-Maurice Labonté, hôtelier, St-Charles, comté de Bellechasse, Yvanhoe Ruel, marchand, 7705, Centrale, LaSalle, Melvin Salmon, avocat, 5570, Pinedale, Côte-St-Luc, et Moe Moscovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 1360 ouest, avenue Bernard, # 17, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de théâtre, propriétaires de théâtre, constructeurs, opéra-

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1962-63 — 1171/28

Century Hosiery Mills 1963 Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isydore Horn, merchant, Susan Webster and Martha Bent, the latter two secretaries, filles majeures, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' silk and nylon stockings and ladies' stockings of any and all kinds and descriptions, under the name of "Century Hosiery Mills 1963 Ltd.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 2006-63 — 1171/30

Cie Développement Lafèche Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sylvio Cantin, 85 Joliet Blvd., Roger Cantin, both contractors, Lauréat Cantin, and Richard Deschênes, the two latter joiners, all four of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Cie Développement Lafèche Limitée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each, 4,500 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1720-63 — 1171/31

Cinéma Monaco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Maurice Labonté, hotel-keeper, St-Charles, county of Bellechasse, Yvanhoe Ruel, merchant, 7705 Centrale, LaSalle, Melvin Salmon, advocate, 5570 Pinedale, Côte-St-Luc, and Moe Moscovitch, advocate and Queen's Counsel, 1360 Bernard Avenue West, # 17, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and

teurs et gérants, sous le nom de « Cinéma Monaco Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 20,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5801, rue Briand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351 2045-63 — 1171/98

Claude & Paul Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Brisebois, électricien, 74, 11e ave, Ste-Marthe-sur-le-Lac, Jean-Paul Héту, électricien, 6681, Christophe-Colomb, Montréal, Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, Petite-Rivière-Nord, et Jean Guy, avocat, 336, 11e ave, ces deux derniers de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Claude & Paul Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 1874-63 — 1171/136

Le Club Sporéa Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Borgia, restaurateur, Willie Blanchette, peintre, tous deux de St-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue, Rosaire Borgia, menuisier, Grand'Mère, Marcel Lafrenière, chauffeur, Shawinigan, et Maurice Hamelin, opérateur, St-Georges, comté de Champlain, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « Le Club Sporéa Incorporé ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 1982-63 — 1173/13

Club Sportif Laurentien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

managers, under the name of "Cinéma Monaco Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each, 20,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5801 Briand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-0 2045-63 — 1171/98

Claude & Paul Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Brisebois, electrician, 74, 11th Ave., Ste-Marthe-sur-le-Lac, Jean-Paul Héту, electrician, 6681 Christophe-Colomb, Montreal, Guy Prud'homme, secretary - treasurer, Petite - Rivière - Nord, and Jean Guy, advocate, 336, 11th Ave., the latter two of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "Claude & Paul Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1874-63 — 1171/136

Le Club Sporéa Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Borgia, restaurateur, Willie Blanchette, painter, both of St-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue, Rosaire Borgia, joiner, Grand'Mère, Marcel Lafrenière, chauffeur, Shawinigan, and Maurice Hamelin, operator, St-Georges, county of Champlain, for the following purposes:

To form and direct a social club, under the name of "Le Club Sporéa Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at St-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1982-63 — 1173/13

Club Sportif Laurentien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Yoland Flamand, gérant de restaurant, Armel Flamand, commis d'entrepôt, et Léo Flamand, restaurateur, tous trois de boul. St-Pierre, Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et récréatif, sous le nom de « Club Sportif Laurentien Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

2012-63 — 1171/62

Conlor Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jerry Convoy, 6367, avenue McDonald, Jack Lorber, 6317, avenue Westbury, tous deux constructeurs, de Montréal, et Leo Kravitz, avocat, 2305, Paton, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Conlor Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1942-63 — 1170/107

Contra-Pack Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Hunter Wilson, Charles Shaw Bradeen, fils, et James Brian McMullan, tous trois avocats, 507, Place d'Armes, 15e étage, Montréal, pour les objets suivants:

Envelopper et emballer des marchandises dans des substances variées d'emballage, sous le nom de « Contra-Pack Limited », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1950-63 — 1171/33

Cottonia Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yoland Flamand, restaurant manager, Armel Flamand, warehouse clerk, and Léo Flamand, restaurateur, all three of St-Pierre Blvd., Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To form and direct a social and recreational club, under the name of "Club Sportif Laurentien Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

2012-63 — 1171/62

Conlor Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jerry Convoy, 6367 McDonald Ave., Jack Lorber, 6317 Westbury Ave., both builders, of Montreal, and Leo Kravitz, lawyer, 2305 Paton, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and construction company, under the name of "Conlor Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1942-63 — 1170/107

Contra-Pack Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hunter Wilson, Charles Shaw Bradeen Jr. and James Brian McMullan, all three advocates, of 507 Place d'Armes, 15th Floor, Montreal, for the following purposes:

To envelop or wrap goods in various substances as packages, under the name of "Contra-Pack Limited", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1950-63 — 1171/33

Cottonia Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M.

corporation: Isidore M. Bobrove, conseil en loi de la Reine, 5501, Randall, Jack B. Bobrove, 5615, Cork, tous deux avocats, de Côte St-Luc, et Beverley Gold, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Heitelman, 2670, Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus, filés, fibres, cuirs, robes, bottes, chaussures, articles de mode, vêtements d'enfants, bijouterie, vêtements de laine, sous-vêtements, drap et soies, costumes, manteaux, marchandises en cuir, rideaux, draperies, carpettes, porcelaine, bibelots, marchandises de fantaisie, toutes sortes d'articles de toilette, sous le nom de « Cottonia Products Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1929-63 — 1170/109

D.F.K. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Milton W. Winston, 5716, ave. Whitehorne, Côte-St-Luc, Nathaniel Liebman, 5215, ave. Kensington, tous deux notaires, Linda Kashner, secrétaire, célibataire, 5225, rue Waverley, tous deux de Montréal, et Abe Nozetz, comptable agréé, 765, rue Abbott, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « D.F.K. Investments Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 352, 901, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1898-63 — 1170/117

Design Award Chairs & Furniture Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Nat Lazanik, gérant, 1672, Hartenstein, St-Laurent, George Reinitz, 1471, Louis Crescent, Chomedey, et Nick Sebastien, 5760, Davies, Côte-St-Luc, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, toutes sortes d'articles d'ébénisterie de ménage, fournitures et outillage, sous le nom de « Design Award Chairs & Furniture Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 550, rue Harbour, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Bobrove, Queen's Counsel, 5501 Randall, Jack B. Bobrove, 5615 Cork, both advocates, of Côte-St-Luc, and Beverley Gold, secretary, wife separate as to property of Jack Heitelman, 2670 Kent, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, yarns, fibres, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, jewellery, woollen wear, underwear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, drapes, carpets, chinaware, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds, under the name of "Cottonia Products Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 19,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1929-63 — 1170/109

D.F.K. Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Milton W. Winston, 5716 Whitehorne Ave., Côte-St-Luc, Nathaniel Liebman, 5215 Kensington Ave., both notaries, Linda Kashner, secretary, spinster, 5225 Waverley St., both of Montreal, and Abe Nozetz, chartered accountant, 765 Abbott St., St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "D.F.K. Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Room 352, 901 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1898-63 — 1170/117

Design Award Chairs & Furniture Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nat Lazanik, manager, 1672 Hartenstein, St-Laurent, George Reinitz, 1471 Louis Crescent, Chomedey, and Nick Sebastien, 5760 Davies, Côte-St-Luc, the latter two executives, for the following purposes:

To deal in furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishings and equipment, under the name of "Design Award Chairs & Furniture Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 550 Harbour Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351 1840-63 — 1170/112

Développement Nor-Jan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Joseph-Edouard Cassar, avocat, W. Warren Lynch, avocat, et Francine Veilleux, secrétaire, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Développement Nor-Jan Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1748-63 — 1171/99

The Doctor Dance Memorial Hospital Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, et Maximilien Polak, 7897, chemin Wavel, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fonder, établir, équiper et entretenir un foyer pour les malades chroniques, sous le nom de « The Doctor Dance Memorial Hospital Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, 200 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351 13026-62 — 1171/35

Eddy Doyle Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul L. Lamoureux, dessinateur, 177, 10e ave, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e ave, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e ave, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Eddy Doyle Garage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1840-63 — 1170/112

Développement Nor-Jan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Edouard Cassar, advocate, W. Warren Lynch, advocate, and Francine Veilleux, secretary, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Développement Nor-Jan Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1748-63 — 1171/99

The Doctor Dance Memorial Hospital Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, 315 St. Aubin, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, and Maximilien Polak, 7897 Wavel Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To found, establish, equip and maintain a home for the chronically ill, under the name of "The Doctor Dance Memorial Hospital Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each, 200 class "A" preferred shares of \$100 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o 13026-62 — 1171/35

Eddy Doyle Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul L. Lamoureux, draughtsman, 177, 10th Ave., Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Ave., and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Ave., all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garage-men, under the name of "Eddy Doyle Garage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 2280, rue St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1908-63 — 1171/8

E-S Lerner Building Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Irving Halperin, 4827, avenue Kent, Daniel Morris, 4502, Lacombe, tous deux avocats, Phyllis Stern, secrétaire, fille majeure, 5739, Trans Island, tous trois de Montréal, et Ernest Rashkovan, notaire, 5647, Melling, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « E-S Lerner Building Contractors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2025, Billeron, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1994-63 — 1171/111

Édifice Vénus Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Raymond Hamel, notaire, Patrick Ryan, ingénieur professionnel, et André Simon, architecte, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Édifice Vénus Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1780-63 — 1171/65

Les Entreprises d'Amours Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, rue St-Denis, Jeanne Valentine, 2361, Madison, et Jacqueline Leclair, 1139, boul. St. Joseph, est, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Entreprises d'Amours Ltée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une

The head office of the company will be at 2280 St-Joseph St., Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1908-63 — 1171/8

E-S Lerner Building Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, 4827 Kent Avenue, Daniel Morris, 4502 Lacombe, both advocates, Phyllis Stern, secretary, fille majeure, 5739 Trans Island, all three of Montreal, and Ernest Rashkovan, notary, 5647 Melling, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors, under the name of "E-S Lerner Building Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2025 Billeron, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1994-63 — 1171/111

Édifice Vénus Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Hamel, notary, Patrick Ryan, professional engineer, and André Simon, architect, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Édifice Vénus Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1780-63 — 1171/65

Les Entreprises d'Amours Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St. Denis, Jeanne Valentine, 2361 Madison, and Jacqueline Leclair, 1139 St. Joseph Blvd. East, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises d'Amours Ltée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,200 common shares of a

valeur au pair de \$10 chacune, 2,750 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 13,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1947-63 — 1171/66

Les Entreprises J.M. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jules Lesage, administrateur, 942, Madeleine-de-Verchères, Maurice Taschereau, notaire, 1155, Belvédère, et Anne-Marie Hallé, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 163, de l'Espinau, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de lingerie pour dames, sous le nom de « Les Entreprises J.M. Inc. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1480-63 — 1171/67

Les Entreprises Orléans Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gabriel Gaudry, avocat, Odette Des Roches, secrétaire, et Jacques Lapointe, avocat, tous trois de 71, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Orléans Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1826-63 — 1170/113

The Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Phyllis Alice Knox, épouse séparée de biens de Thomas J. Knox, 2929, Fortin, Trois-Rivières, Marcelle DuBroy, épouse séparée de biens de Francis R. DuBroy 66, rue Birch, Gatineau, Emily Mary McDo-

par value of \$10 each, 2,750 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and 13,000 preferred class "B" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1947-63 — 1171/66

Les Entreprises J.M. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Lesage, administrator, 942 Madeleine-de-Verchères, Maurice Taschereau, notary, 1155 Belvédère, and Anne-Marie Hallé, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 163 de l'Espinau, all three of Quebec, for the following purposes:

To deal in women's lingerie, under the name of "Les Entreprises J.M. Inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 150 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1480-63 — 1171/67

Les Entreprises Orléans Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabriel Gaudry, advocate, Odette Des Roches, secretary, and Jacques Lapointe, advocate, all three of 71 St. Peter, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Orléans Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1826-63 — 1170/113

The Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Phyllis Alice Knox, wife separate as to property of Thomas J. Knox, 2929 Fortin, Trois-Rivières, Marcelle DuBroy, wife separate as to property of Francis R. DuBroy, 66 Birch St., Gatineau, Emily Mary Mc-

nough, épouse séparée de biens de Terrence M. McDonough, 4231, 1ère Avenue, Laval Ouest, et Muriel Dumaresq, épouse séparée de biens de C. F. Dumaresq, 20725, promenade Lakeshore, Baie-d'Urfé, toutes les quatre ménagères, pour les objets suivants:

Favoriser les intérêts et les buts de l'éducation dans les écoles de la province qui dispensent le cours anglais d'études autorisées par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, sous le nom de «The Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1429-63 — 1170/114

Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1963, constituant en corporation: William Patrick Creagh, étudiant en droit, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Ernest William Mockridge, gérant, 324, avenue Mercille, St-Lambert, et Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments, breuvages, médecines patentées, journaux, périodiques, bonbons, confiserie, produits de tabac, vêtements, commodités de logement et pension, approvisionnements, fournitures, machines de vente de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de «Food Services Ltd.», avec un capital total de \$1,676,000, divisé en 35,000 actions catégorie «A» d'une valeur au pair de \$5 chacune, 1,000 actions catégorie «B» d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4^e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

898-63 — 1163/134

Peter Gates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mai 1963, constituant en corporation: Peter Gates, vendeur, Lucille Gates, ménagère, épouse séparée de biens dudit Peter Gates, tous deux de 5717, ave. Kincoart, Côte-St-Luc, et Max Gates, retraité, 6280, Northcrest, app. 514, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de «Peter Gates Inc.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Donough, wife separate as to property of Terrence M. McDonough, 4231, 1st Avenue, Laval West, and Muriel Dumaresq, wife separate as to property of C. F. Dumaresq, 20725 Lakeshore Dr., Baie-d'Urfé, all four housewives, for the following purposes:

To promote the interests and objectives of education in the schools of the Province which follow the English course of studies authorized by the Catholic Committee of the Council of Education, under the name of «The Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1429-63 — 1170/114

Food Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, law-clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, 324 Mercille Avenue, St-Lambert, and Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in foods, beverages, patented medicines, newspapers, periodicals, candy, confectionary, tobacco products, clothing, lodging and boarding facilities, provisions, supplies, vending machines and goods, wares and merchandise of every kind, under the name of «Food Services Ltd.», with a total capital stock of \$1,676,000, divided into 35,000 class «A» shares of the par value of \$5 each, 1,000 class «B» shares of the par value of \$1 each and 300,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

898-63 — 1163/134

Peter Gates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Gates, salesman, Lucille Gates, housewife, wife separate as to property of the said Peter Gates, both of 5717 Kincoart Ave., Côte-St-Luc, and Max Gates, retired gentleman, 6280 Northcrest, Apt. 514, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of «Peter Gates Inc.», with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 5717 avenue Kincourt, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1930-63 — 1170/115

Bertrand Gaudreau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Bertrand Gaudreau, industriel, Alphonse Gaudreau, commerçant, tous deux de La Patrie, et J.-Alfred Lizotte, industriel, Scotstown, pour les objets suivants:

Commerce de cercueils de bois, de métal et de toute autre substance, sous le nom de « Bertrand Gaudreau Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cookshire, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1987-63 — 1171/137

Gemlite Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, 26, avenue Sunnyside, Réjane Laberge Colas, épouse séparée de biens de Émile Colas, 25, chemin Decasson, Pierre Lamontagne, 362, Prince Albert, Claude Leduc, 425, avenue Argyle, tous quatre de Westmount, Raymond Gervais Décaré, 5614, avenue Canterbury, Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Raymond Denis, 4844, rue Rivard, Jean-Claude Pothier, 7171, rue Sagard, tous quatre de Montréal, tous huit avocats, et Guy Joyal, comptable, 184, rue Green, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits d'éclairage et de produits spéciaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Gemlite Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 520, Robinson South, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 2015-63 — 1171/138

Grand Séminaire de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur l'abbé Fernand Paradis, doyen de la Faculté de Théologie

The head office of the company will be at 5717 Kincourt Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1930-63 — 1170/115

Bertrand Gaudreau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bertrand Gaudreau, industrialist, Alphonse Gaudreau, tradesman, both of La Patrie, and J.-Alfred Lizotte, industrialist, Scotstown, for the following purposes:

To carry on a business dealing in wooden, metal coffins and all other substances, under the name of "Bertrand Gaudreau Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cookshire, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1987-63 — 1171/137

Gemlite Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, 26 Sunnyside Ave., Réjane Laberge Colas, wife separate as to property of Émile Colas, 25 Decasson Rd., Pierre Lamontagne, 362 Prince Albert, Claude Leduc, 425 Argyle Ave., all four of Westmount, Raymond Gervais Décaré, 5614 Canterbury Ave., Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Ave., Raymond Denis, 4844 Rivard St., Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard St., all four of Montreal, all eight advocates, and Guy Joyal, accountant, 184 Green St., St. Lambert, for the following purposes:

To deal in lighting products and specialty building products of every kind, under the name of "Gemlite Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 520 Robinson South, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 2015-63 — 1171/138

Grand Séminaire de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Fernand Paradis, dean of the Faculty of Theology of the

de l'Université de Montréal, Monsieur l'abbé Gérard Tremblay, tous deux de 2065, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, et Monsieur l'abbé Jean-Paul Laurence, supérieur provincial de Les Prêtres de Saint Sulpice, 116, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, tous trois prêtres de Saint Sulpice, pour les objets suivants:

Fonder, diriger et administrer une institution d'enseignement supérieur, grand séminaire et cours de théologie, sous le nom de « Grand Séminaire de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1973-63 — 1171/37

Gran-Mar Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Max Sefkind, 5440, rue Lavoie, Montréal, Paul-Henri Garneau, 992, rue Brown, Québec, Cyrille Drolet, 2471, rue Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette, tous trois hommes d'affaires, et Gérard Lévesque, avocat, 1685, Côte du Verger, Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gran-Mar Ltée », avec un capital total de \$90,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1977-63 — 1171/38

Alan Greenfield Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1963, constituant en corporation: Alan Greenfield, administrateur d'assurance, 2, Pointe Caron, Baie-d'Urfé, Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, et Martin Donald Bogante, étudiant en droit, ces deux derniers de 4252, avenue Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Alan Greenfield Incorporated », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351

1886-63 — 1171/100

University of Montreal, Rev. Father Gérard Tremblay, both of 2065 Sherbrooke St., West, Montreal, and Rev. Father Jean-Paul Laurence, Provincial Superior of "Les Prêtres de Saint Sulpice, 116 Notre-Dame St. West, Montreal, all three priests of Saint-Sulpice, for the following purposes:

To found, direct and administrate a superior teaching institution, grand seminary and courses in theology, under the name of "Grand Séminaire de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

1973-63 — 1171/37

Gran-Mar Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sefkind, 5440 Lavoie St., Montreal, Paul-Henri Garneau, 992 Brown St., Quebec, Cyrille Drolet, 2471 Notre-Dame St., L'Ancienne-Lorette, all three businessmen, and Gérard Lévesque, advocate, 1685 Côte du Verger, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gran-Mar Ltée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

1977-63 — 1171/38

Alan Greenfield Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alan Greenfield, insurance executive, 2 Caron Pointe, Baie-d'Urfé, Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, and Martin Donald Bogante, law-student, the latter two of 4252 Hingston Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Alan Greenfield Incorporated", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1886-63 — 1171/100

H. & Z. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Stanislaw Hojda, constructeur, Fryderyka Hojda, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanislaw Hojda, tous deux de 4942, Carlton, Moszek Zalcstein, constructeur, et Bella Zalcstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Moszek Zalcstein, ces deux derniers de 4928, Carlton, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « H. & Z. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4928, Carlton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1976-63 — 1171/63

H. & Z. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanislaw Hojda, builder, Fryderyka Hojda, housewife, wife separate as to property of the said Stanislaw Hojda, both of 4942 Carlton, Moszek Zalcstein, builder, and Bella Zalcstein, housewife, wife separate as to property of the said Moszek Zalcstein, the latter two of 4928 Carlton, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "H. & Z. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4928 Carlton, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1976-63 — 1171/63

Harleg Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Raymond A. Cartwright, 150, 54e avenue, Lachine, Leo A. Saint Pierre, 7110, avenue Somerled, Montréal, tous deux avocats et sollicitateurs, et Cecil H. Macnaughten, avocat et conseil en loi de la Reine, 420, rue Walnut, St-Lambert, pour les objets suivants:

La rénovation intérieure de constructions et l'acquisition, vente et transfert d'aucuns et tous matériaux de construction s'y rapportant, sous le nom de « Harleg Industries Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4616 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 271-63 — 1171/102

Harleg Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond A. Cartwright, 150, 54th Avenue, Lachine, Leo A. Saint Pierre, 7110 Somerled Avenue, Montreal, both barristers and solicitors, and Cecil H. Macnaughten, barrister and Queen's Counsel, 420 Walnut Street, St. Lambert, for the following purposes:

The interior renovation of building and the acquisition, sale and transfer of any and all construction materials relative thereto, under the name of "Harleg Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4616 St. Catherine St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 271-63 — 1171/102

Hasag Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Joseph Shapiro, conseil en loi de la Reine, 3733, boul. Westmount, Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, tous deux de Westmount, Claude Armand Sheppard, 221, rue Tait, St-Laurent, et Earl H. Drymer, 5045, avenue Borden, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hasag Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Hasag Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, Queen's Counsel, 3733 Westmount Blvd., Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, both of Westmount, Claude Armand Sheppard, 221 Tait Street, St-Laurent, and Earl H. Drymer, 5045 Borden Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hasag Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2009-63 — 1171/103

Helix Precisions Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Basil Danchyshyn, 6612, rue Des Érables, Gabriel Glazer, 5850 rue Souart, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, métallurgistes, fabricants de bouilloires, mécaniciens d'outillage, machinistes, travailleurs du fer et de l'acier, sous le nom de « Helix Precisions Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 980 ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1761-63 — 1171/104

Les Huiles J. K. L. S. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jean-Louis Gauthier, commerçant, Raymonde Grenon Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Louis Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1021, Jacques-Cartier, est, Chicoutimi, et Yvan Maltais, agent distributeur, rang St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile, du charbon, coke, de la tourbe, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Les Huiles J. K. L. S. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 200, rang St-Dominique, paroisse St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1865-63 — 1171/68

Jan Mar Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corpora-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

2009-63 — 1171/103

Helix Precisions Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Basil Danchyshyn, 6612 Des Érables Street, Gabriel Glazer, 5850 Souart Street, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of toolmakers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, under the name of "Helix Precisions Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 980 St. Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1761-63 — 1171/104

Les Huiles J. K. L. S. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Gauthier, trader, Raymonde Grenon Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Louis Gauthier, and duly authorized by him for these presents, both of 1021 Jacques-Cartier East, Chicoutimi, and Yvan Maltais, distributing agent, St-Dominique Range, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, coal, coke, peat, wood, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Les Huiles J. K. L. S. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 200 St-Dominique Range, parish of St-Dominique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1865-63 — 1171/68

Jan Mar Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François

tion: François Hogue, notaire, 10217, Verville, Arlene Murray, secrétaire, 5580, St-Denis, # 14, et Michel Gaudette, avocat, 4505, ave Dupuis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et d'articles de bureaux en général, sous le nom de « Jan Mar Furniture Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 355, chemin Normandie, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1542-63 — 1171/40

Jayhar Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Veldon Zanniz, agent, 465, rue d'Anvers, A. Arnold Lechter, avocat, 5764, ave. Blossom et Muriel Byer, secrétaire, célibataire, 4850, ave. Courtrai, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais sous le nom de « Jayhar Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1815-63 — 1170/72

Kimota Construction Ltée
Kimota Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1963, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, de Thackeray, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390, Drolet, et Hélène Major, 11377, Meunier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Kimota Construction Ltée — Kimota Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau de secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1144-63 — 1171/41

Hogue, notary, 10217 Verville, Arlene Murray, secretary, 5580 St-Denis, # 14, and Michel Gaudette, advocate, 4505 Dupuis Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in sound and communications apparatus and in office materials generally, under the name of "Jan Mar Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 355 Normandie Road, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1542-63 — 1171/40

Jayhar Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Veldon Zanniz, agent, 465 d'Anvers St., A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom Ave., and Muriel Byer, secretary, spinster, 4850 Courtrai Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Jayhar Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1815-63 — 1170/72

Kimota Construction Ltée
Kimota Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 de Thackeray, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390 Drolet, and Hélène Major, 11377 Meunier, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors, under the name of "Kimota Construction Ltée — Kimota Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1144-63 — 1171/41

E. Lacroix Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Émile Lacroix, agent d'immeuble, 496, Richard-Turner, Ste-Foy, Jean Desrosiers, comptable, 47, Du Domaine, et Michel Rioux, contre-maître, 11, Du Rocher, ces deux derniers de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « E. Lacroix Construction Limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 496, Richard-Turner, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0

2090-63 — 1171/140

Lamont's Men's Wear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Avrum Cohen, avocat, 4460, 3e rue, Chomedey, David M. Lack, avocat et conseil en loi de la Reine, 4430, Circle Road, et Gilda Mostovitch, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 7520, avenue Champagne, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour hommes et garçons et articles vestimentaires, sous le nom de « Lamont's Men's Wear Limited », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1814-63 — 1170/118

Leclair Frozen Egg Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, 10634, Waverly, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, tous deux de Montréal, et René L. Cousineau, 3620, Limoges, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles, vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Leclair Frozen Egg Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jude, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0

1925-63 — 1171/42

E. Lacroix Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Lacroix, real estate agent, 496 Richard-Turner, Ste-Foy, Jean Desrosiers, accountant, 47 Du Domaine, and Michel Rioux, foreman, 11 Du Rocher, the two latter of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "E. Lacroix Construction Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 496 Richard-Turner, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

2090-63 — 1171/140

Lamont's Men's Wear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Avrum Cohen, advocate, 4460, 3rd Street, Chomedey, David M. Lack, advocate and Queen's Counsel, 4430 Circle Road, and Gilda Mostovitch, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 7520 Champagne Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's and boys clothing and wearing apparel, under the name of "Lamont's Men's Wear Limited", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-0

1814-63 — 1170/118

Leclair Frozen Egg Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, 10634 Waverly, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, both of Montreal, and René L. Cousineau, 3620 Limoges, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, groceries, meats, fowl, livestock feeds of all kinds, under the name of "Leclair Frozen Egg Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jude, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1925-63 — 1171/42

Lenalco Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1963, constituant en corporation: David M. Lack, avocat et conseil en loi de la Reine, 4430, chemin Circle, Gilda Mostovitch, 7520, ave. Champagneur, et Claire Schecter, 4910, ave. Maplewood, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lenalco Holdings Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1891-63 — 1170/121

La Ligue Antituberculeuse du Nord-Ouest Québécois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Guy Cardinal, médecin, directeur médical du Sanatorium de Macamic, Macamic, Raoul Chamberland, administrateur du Sanatorium de Macamic, Macamic, Oscar Chamberland, contremaître, président de « La Ligue Antituberculeuse de l'Abitibi, Rouyn-Noranda et Témiscamingue », Malartic, Annie Jessie Buchan, épouse séparée de biens de William Duff, Malartic, Rachel Jacob, épouse séparée de biens d'Elphège Veillette, Val-d'Or, Rachel Gingras, épouse séparée de biens de Maurice Dubois, Sullivan, Alice Gaudette, épouse séparée de biens d'Edgar Vaillancourt, Rouyn, Alexandra Donskov, épouse séparée de biens d'Igor Treskin, Noranda, Mme Marie Bouchard, épouse séparée de biens de Georges Hamel, Amos, Mme Simonne Simard, épouse séparée de biens de Louis-Philippe Cloutier, Amos, toutes sept maitresses de maison, Dr Padoue Simard, médecin et directeur de « La Ligue Antituberculeuse de l'Abitibi, Rouyn-Noranda et Témiscamingue », Mme Julienne Simard, infirmière et marchande, épouse séparée de biens dudit Dr Padoue Simard, tous deux de Notre-Dame-du-Nord, et Mme Marielle Aubert, infirmière et maitresse de maison, présidente des Dames bienfaitrices du Sanatorium de Macamic, épouse séparée de biens de Philibert Guay, St-Bruno-de-Guigues, pour les objets suivants:

Promouvoir et organiser, dans les limites actuelles ou futures des comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, la lutte contre la tuberculose et les autres maladies pulmonaires auprès de la population de ce territoire, sous le nom de « La Ligue Antituberculeuse du Nord-Ouest Québécois Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Macamic, district judiciaire d'Abitibi.

Lenalco Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Lack, advocate and Queen's Counsel, 4430 Circle Road, Gilda Mostovitch, 7520 Champagneur Ave., and Claire Schecter, 4910 Maplewood Ave., the latter two secretaries, unmarried, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lenalco Holdings Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1891-63 — 1170/121

La Ligue Antituberculeuse du Nord-Ouest Québécois Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Guy Cardinal, physician, medical director of the Sanatorium of Macamic, Macamic, Raoul Chamberland, administrator of the Sanatorium of Macamic, Macamic, Oscar Chamberland, foreman, president of "La Ligue Antituberculeuse de l'Abitibi, Rouyn-Noranda and Témiscamingue", Malartic, Annie Jessie Buchan, wife separate as to property of William Duff, Malartic, Rachel Jacob, wife separate as to property of Elphège Veillette, Val-d'Or, Rachel Gingras, wife separate as to property of Maurice Dubois, Sullivan, Alice Gaudette, wife separate as to property of Edgar Vaillancourt, Rouyn, Alexandra Donskov, wife separate as to property of Igor Treskin, Noranda, Mrs. Marie Bouchard, wife separate as to property of Georges Hamel, Amos, Mrs. Simonne Simard, wife separate as to property of Louis-Philippe Cloutier, Amos, all seven housewives, Dr. Padoue Simard, physician and director of "La Ligue Antituberculeuse de l'Abitibi, Rouyn-Noranda and Témiscamingue", Mrs. Julienne Simard, nurse and merchant, wife separate as to property of the said Dr. Padoue Simard, both of Notre-Dame-du-Nord, and Mrs. Marielle Aubert, nurse and housewife, president of the "Dames bienfaitrices du Sanatorium de Macamic", wife separate as to property of Philibert Guay, St-Bruno-de-Guigues, for the following purposes:

To promote and organize, within the present or future limits of the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue, the fight against tuberculosis and other lung diseases among the population of this territory, under the name of "La Ligue Antituberculeuse du Nord-Ouest Québécois Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Macamic, judicial district of Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 30e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 14218-62 — 1171/16

Loisirs de Saint-Jules de Beauce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Cloutier, Gilles Paré, Marc Pépin, Léopold Roy, Florian Cliche, tous cinq journaliers, Gérard Groleau, Luc Latulippe, tous deux cultivateurs, Luc Paré, industriel, et Marc Lessard, menuisier, tous neuf de St-Jules, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Former et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs de Saint-Jules de Beauce Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jules, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1630-63 — 1171/113

Louis Dry Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Louis Bishara, vendeur, Darwish Bishara, gentilhomme retiré, et Edward Bishara, étudiant, tous trois de 5810, avenue Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers, sous le nom de « Louis Dry Cleaners Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1823-63 — 1171/43

M. & M. Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Denise Sauvageau, secrétaire, et Hélène Lampron, secrétaire, ces deux dernières filles majeures usant de leurs droits, tous trois de 107, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « M. & M. Manufacturing Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 14218-62 — 1171/16

Loisirs de Saint-Jules de Beauce Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Cloutier, Gilles Paré, Marc Pépin, Léopold Roy, Florian Cliche, all five day-labourers, Gérard Groleau, Luc Latulippe, both farmers, Luc Paré, industrialist, and Marc Lessard, joiner, all nine of St-Jules, county of Beauce, for the following purposes:

To form and direct a recreational center, under the name of "Loisirs de Saint-Jules de Beauce Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jules, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1630-63 — 1171/113

Louis Dry Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Bishara, salesman, Darwish Bishara, retired gentleman, and Edward Bishara, student, all three of 5810 Wilderton Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of launderers, under the name of "Louis Dry Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1823-63 — 1171/43

M. & M. Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Du Mesnil, advoc. te, Denise Sauvageau, secretary, and Hélène Lampron, secretary, the latter two filles majeures in use of heir rights, all three of 107 St-James St., West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles in aluminum, graniteware, tinware, metal, galvanized metal, roofing and other articles manufactured totally or in part of metal or wood, under the name of "M. & M. Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

2089-63 — 1172/1

M. N. Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Marcus J. Wiesenfeld, 6191, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Carl Rosen, 4815, avenue Fulton, Montréal, tous deux avocats, John Rae, 320, avenue Tait, St-Laurent, et Joseph Drazin, 6722, avenue de Vimy, Montréal, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « M. N. Development Corporation », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1949-63 — 1171/34

Marché Central J. L. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Dave Laff, marchand, Jeannette Rheault Laff, ménagère, épouse séparée de biens dudit Dave Laff, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 54, chemin Banstead, Montréal-ouest, et Bernard Rheault, épiciier, 533, 101e Rue, Chomedey, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épicerie, sous le nom de « Marché Central J. L. Inc. », avec un capital de \$75,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1854-63 — 1170/122

Marché Letendre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Roger Letendre, commerçant, 4, rue Boucher, Gérard Letendre, employé d'usine 17, Guevremont, et Gaston Gauthier, avocat, 20, rue Morasse, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers bouchers, sous le nom de « Marché Letendre Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

2089-63 — 1172/1

M. N. Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus J. Wiesenfeld, 6191 Côte St-Luc Road, Hampstead, Carl Rosen, 4815 Fulton Avenue, Montreal, both advocates, John Rae, 320 Tait Avenue, St-Laurent, and Joseph Drazin, 6722 de Vimy Avenue, Montreal, the latter two executives, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "M. N. Development Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Laval West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1949-63 — 1171/34

Marché Central J. L. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dave Laff, merchant, Jeannette Rheault Laff, housewife, wife separate as to property of the said Dave Laff, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 54 Banstead Road, Montreal West, and Bernard Rheault, grocer, 533, 101st Street, Chomedey, for the following purposes:

To operate a grocery store, under the name of "Marché Central J. L. Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laval West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1854-63 — 1170/122

Marché Letendre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Letendre, trader, 4 Boucher St., Gérard Letendre, plant employee, 17 Guevremont, and Gaston Gauthier, advocate, 20, Morasse St., all three of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Letendre Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1497-63 — 1170/123

Matériaux Alucon Limitée
Alucon Materials Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Paul La Framboise, industriel, Lucette Bastien La Framboise, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul La Framboise, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 2510, Place Monceau, et E. Anthony Price, avocat, 2430, rue Noury, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournitures en quincaillerie et électricité, sous le nom de « Matériaux Alucon Limitée — Alucon Materials Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1978-63 — 1171/20

Métropolitain Électronique Ltée
Metropolitan Electronic Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: Émilien Tardif, gérant, 3285, rue Laurier, est, Raymond Fontaine, comptable, et Frances Shooner, ménagère, épouse dudit Raymond Fontaine, ces deux derniers de 10242, rue Lille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de « Métropolitain Électronique Ltée — Metropolitan Electronic Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2470, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1616-63 — 1171/70

Mitch's Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Mike Silverman, 5890, Souart, app. 202, Montréal, Czeslaw Stasiak, 486, rue Dupras, New Croydon, tous deux vendeurs, Pinja E.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1497-63 — 1170/123

Matériaux Alucon Limitée
Alucon Materials Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul La Framboise, industrialist, Lucette Bastien La Framboise, housewife, wife separate as to property of the said Paul La Framboise, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 2510 Place Monceau, and E. Anthony Price, advocate, 2430 Noury Street, all three of Sillery, for the following purposes:

To deal in hardware and electrical supplies, under the name of "Matériaux Alucon Limitée — Alucon Materials Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1978-63 — 1171/20

Métropolitain Électronique Ltée
Metropolitan Electronic Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émilien Tardif, manager, 3285 Laurier St. East, Raymond Fontaine, accountant, and Frances Shooner, housewife, wife of the said Raymond Fontaine, the two latter of 10242 Lille St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing electric and electronic apparatus, under the name of "Métropolitain Électronique Ltée — Metropolitan Electronic Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2470 Fleury St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1616-63 — 1171/70

Mitch's Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mike Silverman, 5890 Souart, Apt. 202, Montreal, Czeslaw Stasiak, 486 Dupras St., New Croydon, both salesmen, Pinja E. Blitt, 4805 Plamondon, and

Blitt, 4805, Plamondon, et Harold Gossack, 3736, avenue Kent, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Mitch's Sportswear Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1945-63 — 1171/73

Mittex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1963, constituant en corporation: René Senécal, industriel, 6545, 44e avenue, Georges Arcouette, notaire, 7466, Christophe-Colomb, tous deux de Montréal, et Sylvia Wexler Cohen, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Brahm Cohen, 4490, Western, app. 33, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de pelleteries, peaux vertes, peaux d'agneau, peaux, cuirs et substituts naturels ou artificiels de tout ce qui précède, sous le nom de « Mittex Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1957-63 — 1171/44

Mollo Restaurants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, 3510, Northcliffe, Montréal, G.-Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, tous deux avocats, et Marguerite Berthiaume, secrétaire, fille majeure, 6125, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Mollo Restaurants Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 2108-63 — 1172/2

Mont-Écho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en

Harold Gossack, 3736 Kent Ave., the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Mitch's Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1945-63 — 1171/73

Mittex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Senécal, industrialist, 6545, 44th Avenue, Georges Arcouette, notary, 7466 Christophe-Colomb, both of Montreal, and Sylvia Wexler Cohen, secretary, wife contractually separate as to property of Brahm Cohen, 4490 Western, Apt. 33, Westmount, for the following purposes:

To deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes for all of the foregoing, under the name of "Mittex Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1957-63 — 1171/44

Mollo Restaurants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, 3510 Northcliffe, Montreal, G.-Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, both advocates, and Marguerite Berthiaume, secretary, fille majeure, 6125 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Mollo Restaurants Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 2108-63 — 1172/2

Mont-Écho Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Francis J.

corporation: Francis J. Daigle, administrateur, 781, Eastern, Dr Guy Poirier, chirurgien dentiste, 288, Principale, Jacques Desjardins, garagiste, 308, Girouard, G. Rodney Cleary, cultivateur, R.R. No 2, et Gilles Dupuis, notaire, 77, Clark Hill, tous cinq de Waterloo, pour les objets suivants:

Former et diriger un centre récréatif, sous le nom de « Mont-Écho Inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 417, rue Court, Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1770-63 — 1171/45

Mont Fugère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1963, constituant en corporation: Jacques Fugère, opérateur, Robert Fugère, arpenteur, tous deux 193, Ste-Paule, St-Jérôme, et Gérard Fugère, voiturier, 7070, De Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger dans la province de Québec, un centre de ski, sous le nom de « Mont Fugère Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1762-63 — 1172/4

Montreal Precision Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Paul L. Farkas, 11257, rue Frigon, Steve B. Seres, 4001, ave. Hingston, tous deux courtiers en immeubles, de Montréal, Bela Szabo, 1311 rue Couvrette, et Gabor Margin, 17, Côte Vertu, ces deux derniers techniciens, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, appareils, attaches et outillage, sous le nom de « Montreal Precision Works Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 305, boul. Décarie, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1708-63 — 1169/80

Motel Levesque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Daigle, administrator, 781 Eastern, Dr. Guy Poirier, dental surgeon, 288 Main, Jacques Desjardins, garageman, 308 Girouard, G. Rodney Cleary, farmer, R.R. No. 2, and Gilles Dupuis, notary, 77 Clark Hill, all five of Waterloo, for the following purposes:

To form and direct a recreational center, under the name of "Mont-Écho Inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 10,000 common shares of \$20 each and 20,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at 417 Court St., Waterloo, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1770-63 — 1171/45

Mont Fugère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Fugère, operator, Robert Fugère, surveyor, both 193, Ste-Paule, St., St-Jérôme, and Gérard Fugère, carrier, 7070 De Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct in the Province of Québec a ski center, under the name of "Mont Fugère Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1762-63 — 1172/4

Montreal Precision Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul L. Farkas, 11257 Frigon St., Steve B. Seres, 4001 Hingston Ave., both real estate brokers, of Montreal, Bela Szabo 1311, Couvrette St., and Gabor Margin, 17 Côte Vertu, the latter two technicians, of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Montreal Precision Works Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 305 Décarie Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1708-63 — 1169/80

Motel Levesque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1963, constituant en corporation: Léopold Levesque, hôtelier, Rivière-du-Loup, Gaston Desjardins, 836, ave Painchaud, et Laurent P. Bolduc, 2056, chemin Ste-Foy, ces deux derniers avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Motel Levesque Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1026, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 1933-63 — 1170/124

Nordet Sport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Annette Blais, 26-A, St-Laurent, Gisèle Labbé, 85, St-Jean-Baptiste, toutes deux secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, André P. Casgrain, avocat, 44, Cathédrale, Henri Dionne, chef de service, 174, Notre-Dame, et Placide Plante, commerçant, 298, St-Germain, tous cinq de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et vêtements de sport, ameublement, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Nordet Sport Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 290, rue St-Germain, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 1931-63 — 1170/126

Ogurie Pearls Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Solomon Weber, 741, ave. Stuart, Outremont, Nathan Abraham Levitsky, 17, promenade Normandy, Mont Royal, tous deux avocats, Cecily Conamore, 3570, rue Durocher Montréal, et Madeleine Iknejian, 7145, 7e Avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'icéux, et d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, bijouterie, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de

bearing date the 2nd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Levesque, hotelier, Rivière-du-Loup, Gaston Desjardins, 836 Painchaud Ave., and Laurent P. Bolduc, 2056 Ste-Foy Road, the latter two advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hoteliers, under the name of "Motel Levesque Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1026 St-John St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1933-63 — 1170/124

Nordet Sport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Annette Blais, 26-A St-Laurent, Gisèle Labbé, 85 St-Jean-Baptiste, both secretaries, filles majeures in use of their rights, André P. Casgrain, advocate, 44 Cathedrale, Henri Dionne, head clerk, 174 Notre-Dame, and Placide Plante, tradesman, 298 St-Germain, all five of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles and clothing for sportswear, furniture, hardware and in all kinds of similar specialties, under the name of "Nordet Sport Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 290 St-Germain St., Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351 1931-63 — 1170/126

Ogurie Pearls Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Solomon Weber, 741 Stuart Ave., Outremont, Nathan Abraham Levitsky, 17 Normandy Drive, Mount Royal, both attorneys, Cecily Conamore, 3570 Durocher St., Montreal, and Madeleine Iknejian, 7145, 7th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, jewellery, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Ogurie Pearls Ltd.", with

toilette et parfums, sous le nom de « Ogurie Pearls Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1961-63 — 1171/24

Overseas Import Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, 120, 90e avenue, LaSalle, Lorraine Lalonde, 1891, Masson, Montréal, et Lise Ostiguy, 31, Ostiguy, Lavaltrie, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exportation et d'importation, sous le nom de « Overseas Import Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1995-63 — 1171/75

Papeterie G. Laurendeau Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gérard Laurendeau, imprimeur, 235, rue des Pins, Magog, Yolande Roy, secrétaire, célibataire majeure, 32, Gordon, et Jacques O'Bready, avocat, 230, King, ouest, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « Papeterie G. Laurendeau Stationery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1582-63 — 1170/128

Photo Lambert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Joseph-Lomer Lambert, photographe, Doris Boucher Lambert, photographe, épouse dudit Joseph-Lomer Lambert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Cécile Lambert, infirmière, fille majeure, tous trois de 736, 6e ave, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1961-63 — 1171/24

Overseas Import Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, 120, 90th Avenue, LaSalle, Lorraine Lalonde, 1891 Masson, Montreal, and Lise Ostiguy, 31 Ostiguy, Lavaltrie, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on a general exporting and importing business, under the name of "Overseas Import Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1995-63 — 1171/75

Papeterie G. Laurendeau Stationery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Laurendeau, printer, 235 des Pins St., Magog, Yolande Roy, secretary, spinster, 32 Gordon, and Jacques O'Bready, advocate, 230 King West, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as printers, editors, lithographers, engravers, binders and librarians, under the name of "Papeterie G. Laurendeau Stationery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1582-63 — 1170/128

Photo Lambert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Lomer Lambert, photographer, Doris Boucher Lambert, photographer, wife of the said Joseph-Lomer Lambert, and duly authorized by him for these purposes, and Cécile Lambert, nurse, fille majeure, all three of 736, 6th Ave., Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

Exercer le commerce de photographes, sous le nom de « Photo Lambert Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 736, 6e ave, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1981-63 — 1172/5

Pine Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Gabriel Glazer, 5850, avenue Souart, Montréal, tous deux avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Pine Land Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6268, Côte-des-Neiges, chambre 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351

1944-63 — 1171/25

Placements Toulouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Dr Jacques Côté, médecin chirurgien, 3815, Place Toulouse, André Côté, étudiant en commerce, 44, Émile-Côté, tous deux de Ste-Foy, et Dr Jean Côté, médecin, 37, ave Brempwood, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Placements Toulouse Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera 3815, Place Toulouse, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1998-63 — 1171/115

**Plomberie Nova (1963) Ltée
Nova Plumbing (1963) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: David M. Lack, avocat et conseil en loi de la

To carry on a business as photographers, under the name of "Photo Lambert Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 736, 6th Ave., Pointe-aux-Trembles, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

1981-63 — 1172/5

Pine Land Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Gabriel Glazer, 5850 Souart Avenue, Montreal, both advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Pine Land Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6268 Côte-des-Neiges, Suite 5, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1944-63 — 1171/25

Placements Toulouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Jacques Côté, physician-surgeon, 3815 Toulouse Place, André Côté, commerce student, 44 Émile-Côté, both of Ste-Foy, and Dr. Jean Côté, physician, 37 Brempwood Ave., Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Toulouse Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value, and into 5,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company shall start its operations is \$10,000.

The head office of the company will be at 3815 Toulouse Place, Ste-Foy, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

1998-63 — 1171/115

**Plomberie Nova (1963) Ltée
Nova Plumbing (1963) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Lack, advocate and Queen's Counsel, 4430

Reine, 4430, chemin Circle, Gilda Mostovitch, 7520, avenue Champagnieur, et Claire Schecter, 4910, avenue Maplewood, ces deux dernières secrétaires, non mariées, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Nova (1963) Ltée — Nova Plumbing (1963) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2026-63 — 1171/116

Plomberie St-Antoine Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Édouard Bélisle, entrepreneur en plomberie, 1324, boul. St-Antoine, Ovila Bélisle, cultivateur, rang Ste-Marguerite, et Roger Bélisle, plombier, 1051, boul. St-Antoine, tous trois de St-Antoine-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie St-Antoine Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1836-63 — 1172/6

Prices Furniture & Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en loi de la Reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, avocat, 4957, avenue Borden, Montréal, Norman May, avocat, 2950, chemin Bedford, Montréal, et Shirley Muggerridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, sous le nom de « Prices Furniture & Appliances Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,900 actions, catégorie « A », d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100 actions, catégorie « B », d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1671 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1827-63 — 1170/129

Circle Road, Gilda Mostovitch, 7520 Champagnieur Avenue, and Claire Schecter, 4910 Maplewood Avenue, the latter two secretaries, unmarried, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Nova (1963) Ltée — Nova Plumbing (1963) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

2026-63 — 1171/116

Plomberie St-Antoine Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Bélisle, plumbing contractor, 1324 St-Antoine Blvd., Ovila Bélisle, farmer, Range Ste-Marguerite, and Roger Bélisle, plumber, 1051 St-Antoine Blvd., all three of St-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie St-Antoine Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 600 common shares of \$10 each and into 1,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1836-63 — 1172/6

Prices Furniture & Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Rd., Westmount, Harold Dermer, advocate, 4957 Borden Avenue, Montreal, Norman May, advocate, 2950 Bedford Rd., Montreal, and Shirley Muggerridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard St., LaSalle, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Prices Furniture & Appliances Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,900 class "A" shares of the par value of \$10 each, 100 class "B" shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1671 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

1827-63 — 1170/129

Radio Taxi Union Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jean Picard, 247, St-Jacques, Longueuil, Roméo Cyr, 122, St-Elisabeth, Longueuil, et Aurèle Fournier, 34, Jeannette, Jacques-Cartier, tous trois chauffeurs de taxi, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Radio Taxi Union Ltée », avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$250 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-0

1866-63 — 1170/131

Henryk Reizes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jack Lighthouse, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, 5621, ave. Palmer, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, ave. Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, fournitures et nouveautés en ameublement de toutes descriptions, sous le nom de « Henryk Reizes Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1494 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

1896-63 — 1171/26

Remico Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1963, constituant en corporation: James Reha, agent d'immeubles, 466, avenue Lockhart, Mont Royal, Michael Midlick, constructeurs, 1386, avenue Rockland, Mont Royal, et Donald Kujan, avocat, 8060, avenue Seine, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Remico Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2044-63 — 1171/117

Radio Taxi Union Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Picard, 247 St-Jacques, Longueuil, Roméo Cyr, 122 St-Elisabeth, Longueuil, and Aurèle Fournier, 34 Jeannette, Jacques-Cartier, all three taxi drivers, for the following purposes:

To operate a taxi station, under the name of "Radio Taxi Union Ltée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$250 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1866-63 — 1170/131

Henryk Reizes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lighthouse, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, 5621 Palmer Ave., Côte-St-Luc, both advocates, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, furnishings and furniture novelties of every description, under the name of "Henryk Reizes Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1494 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-0

1896-63 — 1171/26

Remico Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Reha, realtor, 466 Lockhart Avenue, Mount Royal, Michael Midlick, builder, 1386 Rockland Avenue, Mount Royal, and Donald Kujan, advocate, 8060 Seine Avenue, Anjou, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Remico Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-0

2044-63 — 1171/117

Repentigny Auto Lease Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Philippe Venne, 97, Notre-Dame, Roger Venne, 94, Notre-Dame, tous deux commerçants, de Repentigny, et Raymond Baribeau, vendeur, 8041, Place Spalding, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Repentigny Auto Lease Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

1997-63 — 1171/76

Resort Estate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jacques Florent, comptable, 3920, rue Evelyn, Verdun, Suzanne Durivage, 5932, rue de Meaux, et Lise Morin, 8887, Tolhurst, ces deux dernières secrétaires, célibataires usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Resort Estate Ltd. », avec un capital-actions divisé en 25,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$125,000.

Le siège social de la compagnie sera 6915, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

2034-63 — 1171/118

**Roch Auto Ltée
Roch Auto Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, avocat, 1600, Stephens, Robert Beaudet, étudiant, 5415, Wellington, tous deux de Verdun, et Roma Cousineau, avocat, 5652, Drake, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Roch Auto Ltée — Roch Auto Ltd. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Repentigny Auto Lease Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Venne, 97 Notre-Dame, Rober Venne, 94 Notre-Dame, both traders, of Repentigny, and Raymond Baribeau, salesman, 8041 Place Spalding, Anjou, for the following purposes:

To carry on business dealing in the rental of automobiles of all kinds, under the name of "Repentigny Auto Lease Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

1997-63 — 1171/76

Resort Estate Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Florent, accountant, 3920 Evelyn Street, Verdun, Suzanne Durivage, 5932 de Meaux Street, and Lise Morin, 8887 Tolhurst, the latter two secretaries, spinsters having full use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Resort Estate Ltd.", with a capital stock divided into 25,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$125,000.

The head office of the company will be at 6915 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

2034-63 — 1171/118

**Roch Auto Ltée
Roch Auto Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, advocate, 1600 Stephens, Robert Beaudet, student, 5415 Wellington, both of Verdun, and Roma Cousineau, advocate, 5652 Drake, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on as garagemen, under the name of "Roch Auto Ltée — Roch Auto Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1983-63 — 1171/77

Saba Navigation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Jean Richard, 1061, ave Brown, Jean Drouin, 6, rue Laporte, tous deux de Québec, et Jean-Charles Lord, 653, ave Royale, Beauport, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation et un service de traversiers, sous le nom de « Saba Navigation Inc. », avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1749-63 — 1171/46

Salon Scott Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, Ekers, Montréal, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Salon Scott Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1975-63 — 1171/120

Salzbourg Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Joseph-Lionel Longtin, agent d'affaires, 643, Champaeneur, Montréal, Jean-Charles Marchand, avocat, 294, Labelle, St-Jérôme, et Jean-René Duhaime, arpenteur, 7, Castonguay, St-Jérôme pour les objets suivants:

Entretenir et administrer un terrain de golf, sous le nom de « Salzbourg Québec Inc. », avec un capital total de \$400,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1983-63 — 1171/77

Saba Navigation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Richard, 1061 Brown Ave., Jean Drouin, 6 Laporte St., both of Quebec, and Jean-Charles Lord, 653 Royale Ave., Beauport, all three advocates, for the following purposes:

To operate a business in navigation and ferry service, under the name of "Saba Navigation Inc.", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value and into 200 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be \$4,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1749-63 — 1171/46

Salon Scott Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers, Montreal, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Salon Scott Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1975-63 — 1171/120

Salzbourg Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Lionel Longtin, business agent, 643 Champaeneur, Montreal, Jean-Charles Marchand, advocate, 294 Labelle, St-Jérôme, and Jean-René Duhaime, surveyor, 7 Castonguay, St-Jérôme, for the following purposes:

To maintain and administrate a golf course, under the name of "Salzbourg Québec Inc.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 400 common shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 26e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1270-63 — 1171/78

Shawinigan Transport (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1963, constituant en corporation: Camille L. Ricard, contrôleur, 875, 117e rue, Georges Lacharité, garagiste, 800, 118e rue, tous deux de Shawinigan-Sud, et Lionel Janna, comptable, 1458, rue Frontenac, Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Shawinigan Transport (1963) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 493, rue St-Paul, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 27e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 2320-63 — 1172/66

Société de Prêts et d'Immeubles Sept-Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Serge Binette, notaire, 15, Ballantyne, Rosaire Boutet, agent d'immeubles, et Carmen Perron Boutet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosaire Boutet, ces deux derniers de 149, rue Leblanc, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Société de Prêts et d'Immeubles Sept-Iles Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 1971-63 — 1171/122

La Société des Consultants en Administration Hospitalière, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Thomas de Huszt Pogany, administrateur, 2648, Soissons, Wilfrid Blanchard, comptable agréé, 5034, Chambord, tous deux de Montréal, et Maurice Martel, c.r., avocat, 406, Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de consultants en matière d'administration hospitalière, sous le nom de « La Société des Consultants en Administration Hos-

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1270-63 — 1171/78

Shawinigan Transport (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille L. Ricard, comptroller, 875, 117th St., Georges Lacharité, garageman, 800, 118th St., both of Shawinigan-South, and Lionel Janna, accountant, 1458 Frontenac St., Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Shawinigan Transport (1963) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 493 St-Paul St., Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 27th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 2320-63 — 1172/66

Société de Prêts et d'Immeubles Sept-Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Serge Binette, notary, 15 Ballantyne, Rosaire Boutet, real estate agent, and Carmen Perron Boutet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rosaire Boutet, the latter two of 149 Leblanc St., all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and in construction, under the name of "Société de Prêts et d'Immeubles Sept-Iles Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 1971-63 — 1171/122

La Société des Consultants en Administration Hospitalière, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas de Huszt Pogany, administrator, 2648 Soissons, Wilfrid Blanchard, chartered accountant, 5034 Chambord, both of Montreal, and Maurice Martel, q.c., advocate, 406 Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as consultants in matters of hospital administration, under the name of "La Société des Consultants en Administration Hos-

pitalière, Ltée », avec un capital total de \$2,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2648, rue Soissons, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 311-63 — 1171/49

La Société du Hameau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: Gaston Goulet, employé civil, 2101, Louis-Jolliet, Jean-Yves Laurin, gérant général adjoint, 469, Richard Turner, tous deux de Ste-Foy, et Jacques Robitaille, contrôleur, 830, Calixa-Lavallée, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Société du Hameau Limitée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-0 2030-63 — 1171/123

Solo Acceptance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona Avenue, Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, et Lewis Batshaw, 4804, Côte-des-Neiges, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de finance, sous le nom de « Solo Acceptance Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 2096-63 — 1172/7

Stanstead Granite Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1963, constituant en corporation: Allison Arthur Mariotti Walsh, 28, chemin Granville, Hampstead, Joseph William Weldon, 4216, avenue Western, Westmount, George Harold MacDonnell Campbell, 20, chemin Anwoth, Westmount, Duncan Kisilenko, 172, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, tous quatre

Hospitalière, Ltée", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2648 Soissons St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 311-63 — 1171/49

La Société du Hameau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Goulet, civil employee, 2101 Louis-Jolliet, Jean-Yves Laurin, associate general manager, 469 Richard Turner, both of Ste-Foy, and Jacques Robitaille, comptroller, 830 Calixa-Lavallée, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "La Société du Hameau Limitée", with a capital stock divided into 100 common shares of no par value, and the amount with which the company will begin its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 2030-63 — 1171/123

Solo Acceptance Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Irving L. Adessky, 3782 Kent Avenue, and Lewis Batshaw, 4804 Côte-des-Neiges, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a finance company, under the name of "Solo Acceptance Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-0 2096-63 — 1172/7

Stanstead Granite Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allison Arthur Mariotti Walsh, 28 Granville Rd., Hampstead, Joseph William Weldon, 4216 Western Avenue, Westmount, George Harold MacDonnell Campbell, 20 Anwoth Road, Westmount, Duncan Kisilenko, 172 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, all four Queen's Coun-

conseils en loi de la Reine, Anatole Lesyk, 1550, Fayolle, Verdun, et H. Digby Clarke, 449, avenue Stanstead, Mont Royal, tous six avocats, pour les objets suivants:

Acquérir des mines, carrières, droits de mines et carrières pour l'exploitation et l'opération de celles-ci, sous le nom de « Stanstead Granite Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 1999-63 — 1171/124

H. T. Tobiash Ltd:

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1963, constituant en corporation: Henry T. Tobiash, constructeur, 685, rue Monette, Dorval, Rosalie Tobiash, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henry T. Tobiash, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 685, rue Monette, Dorval, et Eric S. Heldfield, avocat, 485, rue, McGill chambre 305, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « H. T. Tobiash Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 2054-63 — 1171/125

Unipol Security Bureau Ltd. Bureau de Sécurité Unipol Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1963, constituant en corporation: Germain-Bob Lortie, restaurateur, 4807, Des Érables, Marcel R. Allard, fleuriste, 6275, 2e ave, tous deux de Montréal, et Jean-Jacques Danis, comptable, 21, boul. Mercier, Ile-Bizard, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un service de gardes et surveillances, de manière à maintenir l'ordre lors de réunions publiques ou privées et assurer la protection des biens contre le vol et la violence, sous le nom de « Unipol Security Bureau Ltd. — Bureau de Sécurité Unipol Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 11857-62 — 1172/9

sels, Anatole Lesyk, 1550 Fayolle, Verdun, and H. Digby Clarke, 449 Stanstead Avenue, Mount Royal, all six advocates, for the following purposes:

To acquire mines, quarries, mining and quarrying rights for the operation and exploitation thereof, under the name of "Stanstead Granite Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 4,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 1999-63 — 1171/124

H. T. Tobiash Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry T. Tobiash, builder, 685 Monette St., Dorval, Rosalie Tobiash, housewife, wife separate as to property of the said Henry T. Tobiash, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 685 Monette St., Dorval, and Eric S. Heldfield, advocate, 485 McGill St., Suite 305, Montreal, for the following purpose:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "H. T. Tobiash Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 2054-63 — 1171/125

Unipol Security Bureau Ltd. Bureau de Sécurité Unipol Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain-Bob Lortie, restaurateur, 4807 Des Érables, Marcel R. Allard, florist, 6275, 2nd Ave.: both of Montreal, and Jean-Jacques Danis, accountant, 21 Mercier Blvd., Ile-Bizard, for the following purposes:

To establish, maintain and direct a guard and surveillance service so as to maintain order at public or private reunions and to assure the protection of property against stealth and violence, under the name of "Unipol Security Bureau Ltd. — Bureau de Sécurité Unipol Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 11857-62 — 1172/9

Venetian Tile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1963, constituant en corporation: Allan Marcus, 4705, avenue Powell, Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont Royal, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, célibataire, fille majeure, 10120, place Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ciment et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Venetian Tile Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 2069-63 — 1172/10

The Viking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, 12365, Crevier, Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrault, tous deux avocats de Montréal, et Claudette Boisvert, secrétaire, 10142, St-Firmin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « The Viking Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 2013-63 — 1171/127

Venetian Tile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 4705 Powell Avenue, Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10120 Place Meilleur, Montreal, for the following purposes:

To deal in cement and the by-products thereof, under the name of "Venetian Tile Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 2069-63 — 1172/10

The Viking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Claude Bureau, 12365 Crevier, Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrault, both advocates, of Montreal, and Claudette Boisvert, secretary, 10142 St-Firmin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Viking Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 2013-63 — 1171/127

Lettres patentes supplémentaires

Arès Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Arès Inc. », 1° subdivisant et convertissant les 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital de 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair à 80,000 actions ordinaires sans valeur au pair, le capital-actions additionnel étant divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16306-52 — 1173/75

3351-o

M. Bélanger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Supplementary Letters Patent

Arès Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Arès Inc.", 1. subdividing and converting 200 common shares of \$100 each into 20,000 common shares of no par value; 2. increasing its capital stock of 20,000 common shares of no par value into 80,000 common shares of no par value, the additional share capital being divided into 60,000 common shares of no par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351

16306-52 — 1173/75

M. Bélanger Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « M. Bélanger Limitée », convertissant et subdivisant les 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 49,500 actions classe « A » de \$1 chacune et en 500 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

8304-46 — 1173/1

Cartier Bros Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « Cartier Bros Ltd », convertissant et subdivisant les 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 99,500 actions classe « A » de \$1 chacune et en 500 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

5094-46 — 1173/82

Concordia Estates Limited Domaines Concordia Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Concordia Estates Limited », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1959, changeant son nom en celui de « Concordia Estates Limited — Domaines Concordia Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

16747-59 — 1173/84

Les Constructions Frontière Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 avril 1963, à la compagnie « Yamaska Construction (1961) Ltée », constituée par lettres patentes en date du 12 septembre 1961, changeant son nom en celui de « Les Constructions Frontière Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

12921-61 — 1173/53

Control Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 mai 1963, à la compagnie « Control Equipment Co. Ltd. », diminuant

letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "M. Bélanger Limitée", converting and subdividing the 500 common shares of \$100 each into 49,500 class "A" shares of \$1 each and 500 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

8304-46 — 1173/1

Cartier Bros Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cartier Bros Ltd", converting and subdividing the 1,000 common shares of \$100 each into 99,500 class "A" shares of \$1 each and 500 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

5094-46 — 1173/82

Concordia Estates Limited Domaines Concordia Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Concordia Estates Limited", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1959, changing its name to that of "Concordia Estates Limited — Domaines Concordia Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

16747-59 — 1173/84

Les Constructions Frontière Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Yamaska Construction (1961) Ltée", incorporated by letters patent dated September 12, 1961, changing its name into that of "Les Constructions Frontière Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

12921-61 — 1173/53

Control Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Control Equipment Co. Ltd.", reducing its capital from

son capital de \$110,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 16665-53 — 1172/47

Walter J. Cross Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mai 1963, à la compagnie « Walter J. Cross Inc. », 1° changeant ses 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 300 actions catégorie « A », d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° convertissant et subdivisant ses 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,998,000 actions, catégorie « B » d'une valeur au pair de \$0.01 chacune et 2,000 actions catégorie « C », d'une valeur au pair de \$0.01 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 11359-58 — 1172/49

Diplomat Realty Associates Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1963, à la compagnie « Monroe Investment Corp. », constituée par lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1960, changeant son nom en celui de « Diplomat Realty Associates Co. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 13182-60 — 1173/86

Drummond Automotive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1963, à la compagnie « Drummond Automotive Supplies Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 19 avril 1952, 1° changeant son nom en celui de « Drummond Automotive Inc. », 2° subdivisant et convertissant 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune en 100,000 actions classe « A » de \$1 chacune; 3° subdivisant et convertissant 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et en 19,600 actions classe « A » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 5997-52 — 1173/87

Duroform Shoulder Pad Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

\$110,000 to \$10,000, the capital stock annulled being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 16665-53 — 1172/47

Walter J. Cross Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Walter J. Cross Inc.", 1. redesignating its 300 preferred shares of a par value of \$100 each as 300 class "A" shares of a par value of \$100 each; 2. converting and subdividing its 2,000 common shares of a par value of \$10 each into 1,998,000 class "B" shares of a par value of \$0.01 each and 2,000 class "C" shares of a par value of \$0.01 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 11359-58 — 1172/49

Diplomat Realty Associates Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Monroe Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1960, changing its name to that of "Diplomat Realty Associates Co. Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 13182-60 — 1173/86

Drummond Automotive Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Drummond Automotive Supplies Inc.", incorporated by letters patent dated April 19, 1952, 1. changing its name into that of "Drummond Automotive Inc.", 2. subdividing and converting 10,000 preferred shares class "A" of \$10 each into 100,000 class "A" shares of \$1 each; 3. subdividing and converting 2,000 common shares of \$10 each into 400 common shares of \$1 each and into 19,600 class "A" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 5997-52 — 1173/87

Duroform Shoulder Pad Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 avril 1963, à la compagnie « Duroform Shoulder Pad Corporation », réduisant son capital-actions de \$95,000 à \$75,500, le capital-actions annulé étant divisé en 195,000 actions catégorie « C » de \$0.10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

8671-41 — 1172/51

Duroform Shoulder Pad Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 avril 1963, à la compagnie « Duroform Shoulder Pad Corporation », 1° subdivisant les 15,000 actions catégorie « C » de \$1 chacune en 150,000 actions catégorie « C » de \$0.10 chacune; 2° subdivisant et convertissant les 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 45,000 actions catégorie « C » de \$0.10 chacune et 5,000 actions ordinaires de \$0.10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

8671-41 — 1172/50

Eastern Adjusters Ltd. Ajusteurs de l'Est Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 décembre 1962, à la compagnie « Eastern Adjusters Ltd. », constituée par lettres patentes, en date du 12 juillet 1956, changeant son nom en celui de « Eastern Adjusters Ltd. — Ajusteurs de l'Est Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

12226-56 — 1173/88

Exact Weight Scale Company (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Yeates-Denyar Company Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de décembre 1952, changeant son nom en celui de « Exact Weight Scale Company (Quebec) Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

17921-52 — 1173/90

René Faucher Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « René Faucher Limitée », étendant ses pouvoirs.

April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Duroform Shoulder Pad Corporation", reducing its capital from \$95,000 to \$75,500, the capital stock annulled being divided into 195,000 class "C" shares of \$0.10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

8671-41 — 1172/51

Duroform Shoulder Pad Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Duroform Shoulder Pad Corporation", 1. subdividing the 15,000 class "C" shares of \$1 each into 150,000 class "C" shares of \$0.10 each; 2. subdividing and converting the 5,000 common shares of \$1 each into 45,000 class "C" shares of \$0.10 each and 5,000 common shares of \$0.10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

8671-41 — 1172/50

Eastern Adjusters Ltd. Ajusteurs de l'Est Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Eastern Adjusters Ltd.", incorporated by letters patent dated July 12, 1956, changing its name into that of "Eastern Adjusters Ltd. — Ajusteurs de l'Est Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

12226-56 — 1173/88

Exact Weight Scale Company (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Yeates-Denyar Company Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of December, 1952, changing its name to that of "Exact Weight Scale Company (Quebec) Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

17921-52 — 1173/90

René Faucher Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "René Faucher Limitée", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
10184-60 — 1173/57

3351-o

Gagnon Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 avril 1963, à la compagnie « Gagnon Transport Ltée », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 4 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
1593-50 — 1172/54

3351-o

Gelco Furniture Mfg. Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mai 1963, à la compagnie « Gelco Furniture Mfg. Co. Limited », subdivisant et convertissant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 200 actions catégorie « A » de \$1 chacune et 19,800 actions catégorie « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 14 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
1185-35 — 1172/89

3351

Grecian Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mai 1963, à la compagnie « Le Marquis Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, changeant son nom en celui de « Grecian Garden Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 21 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
14497-61 — 1173/59

3351

Handmark Hall Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « The Pine Shop Limited », constituée par lettres patentes, en date du 11e jour de février 1944, changeant son nom en celui de « Handmark Hall Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
1629-44 — 1173/93

3351

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
10184-60 — 1173/57

3351

Gagnon Transport Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gagnon Transport Ltée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$140,000, the additional share capital being divided into 1,000 shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
1593-50 — 1172/54

3351

Gelco Furniture Mfg. Co. Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gelco Furniture-Mfg. Co. Limited", subdividing and converting its 200 common shares of \$100 each into 200 class "A" shares of \$1 each and 19,800 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
1185-35 — 1172/89

3351-o

Grecian Garden Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Marquis Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of September, 1961, changing its name to that of "Grecian Garden Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 21st day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
14497-61 — 1173/59

3351-o

Handmark Hall Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Pine Shop Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1944, changing its name to that of "Handmark Hall Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
1629-44 — 1173/93

3351-o

Harmo Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mai 1963, à la compagnie « Harmo Specials Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1949, 1° changeant son nom en celui de « Harmo Realty Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° transportant son siège social à 1440 rue Towers, chambre 100, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351

6373-49 — 1172/55

Harmo Realty Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Harmo Specials Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of August, 1949, 1. changing its name to that of "Harmo Realty Corp."; 2. extending its powers; 3. changing its head office to 1440 Towers Street, suite 100, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

6373-49 — 1172/55

Home Specialties (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 avril 1963, à la compagnie « Home Specialties (1962) Inc. », convertissant 3,000 de ses 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351

14757-62 — 1170/6

Home Specialties (1962) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Home Specialties (1962) Inc.", converting 3,000 of its 5,000 common shares of a par value of \$10 each into 6,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

14757-62 — 1170/6

Jonsar Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mai 1963, à la compagnie « Jonsar Investments Corporation », subdivisant et convertissant ses 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 4,950 actions catégorie « C », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351

14877-58 — 1172/15

Jonsar Investments Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jonsar Investments Corporation", subdividing and converting its 50 common shares of a par value of \$100 each into 4,950 class "C" shares of a par value of \$1 each and 50 common shares of a par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

14877-58 — 1172/15

Lallemand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mai 1963, à la compagnie « Lallemand Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351-o

5720-47 — 1172/92

Lallemand Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lallemand Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

5720-47 — 1172/92

Maco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mai 1963, à la compa-

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Maco

gnie « Maco Limited », 1° diminuant son capital de \$40,000 à \$8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune, 180 actions privilégiées, catégorie « A », de \$100 chacune et 800 actions privilégiées, catégorie « B », de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$8,000 à \$220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune, 1,980 actions privilégiées catégorie « A », de \$100 chacune et 800 actions privilégiées, catégorie « B », de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 10450-62 — 1173/99

L. Moffet Cie Ltée
L. Moffet Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mai 1963, à la compagnie « L. Moffet Cie Ltée — L. Moffet Co. Ltd. », subdivisant 900 actions privilégiées de \$100 chacune en 3,600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 14135-57 — 1172/61

Muffler Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « Muffler Centre Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12 août 1960, changeant son nom en celui de « Muffler Centre Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 13463-60 — 1173/63

Permacon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « Concrete Spun Pipe Co. Ltd — Les Tuyaux de Béton Ltée », constituée par lettres patentes en date du 6 octobre 1949, changeant son nom en celui de « Permacon Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351-o 6312-49 — 1173/64

Quebec Association for Retarded Children
Association du Québec pour les Enfants
Arriérés

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

mentaires, 1. reducing its capital from \$40,000 to \$8,000, the capital stock annulled being divided into 60 common shares of \$100 each, 180 class "A" preferred shares of \$100 each and 800 class "B" preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital from \$8,000 to \$220,000, the additional capital stock being divided into 60 common shares of \$100 each, 1,980 class "A" preferred shares of \$100 each and 800 class "B" preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 10450-62 — 1173/99

L. Moffet Cie Ltée
L. Moffet Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L. Moffet Cie Ltée — L. Moffet Co. Ltd.", subdividing 900 preferred shares of \$100 each into 3,600 preferred shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 14135-57 — 1172/61

Muffler Centre Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Muffler Centre Inc.", incorporated by letters patent dated August 12, 1960, changing its name into that of "Muffler Centre Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 13463-60 — 1173/63

Permacon Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Concrete Spun Pipe Co. Ltd — Les Tuyaux de Béton Ltée", incorporated by letters patent dated October 6, 1949, changing its name into that of "Permacon Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351 6312-49 — 1173/64

Quebec Association for Retarded Children
Association du Québec pour les Enfants
Arriérés

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the

mentaires, en date du 28 février 1963, à la compagnie « Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.— Association de Secours aux Enfants Arriérés (Québec) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de novembre 1951, changeant son nom en celui de « Quebec Association for Retarded Children — Association du Québec pour les Enfants Arriérés ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3351.

13421-51 — 1173/127

F. G. Rouleau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 janvier 1963, à la compagnie « F. G. Rouleau Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

13354-60 — 1172/107

N. Sarrasin, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1963, à la compagnie « N. Sarrasin, Limitée », convertissant et subdivisant les 400 actions ordinaires de \$25 chacune en 3,980 actions classe « A » de \$2.50 chacune et en 20 actions classe « B » de \$2.50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

112-35 — 1173/68

Town & Country Fuels Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mai 1963, à la compagnie « Town & Country Gas Utility Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Town & Country Fuels Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351

15523-59 — 1173/136

Actions en séparation de biens

Gaucher vs Ayotte

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 608 509. Dame Antoinette Gaucher, domiciliée au No 1,609 Dezery, Montréal, épouse commune en biens de Donat Ayotte, bourgeois, des cité et district de

Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.— Association de Secours aux Enfants Arriérés (Québec) Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of November, 1951, changing its name to that of "Quebec Association for Retarded Children — Association du Québec pour les Enfants Arriérés".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

13421-51 — 1173/127

F. G. Rouleau Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "F. G. Rouleau Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

13354-60 — 1172/107

N. Sarrasin, Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "N. Sarrasin, Limitée", converting and subdividing the 400 common shares of \$25 each into 3,980 class "A" shares of \$2.50 each and into 20 class "B" shares of \$2.50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

112-35 — 1173/68

Town & Country Fuels Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Town & Country Gas Utility Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1959, changing its name to that of "Town & Country Fuels Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351-o

15523-59 — 1173/136

Actions for separation as to property

Gaucher vs Ayotte

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 608 509. Dame Antoinette Gaucher, domiciled and residing at 1,609 Dezery Street, Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Donat Ayotte,

Montréal, demanderesse, *vs* Donat Ayotte, bourgeois, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21 juin 1963.

Montréal, le 25 juin 1963.

3352-o *Les Procureurs de la demanderesse,*
LEROUX & GUAY.

Bouchard vs Hébert

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 607697. Emma Bouchard, épouse commune en biens de André Hébert, tous deux de Ste-Dorothée, district de Montréal, demanderesse, *vs* André Hébert, de Ste-Dorothée, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 juin 1963.

Montréal, le 27 juin 1963.

3362-o *Le Procureur de la demanderesse,*
LYON LEVINE.

Kitsch vs Deichmann

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 608544. Dame Hedwig Kitsch, demanderesse, *vs* Otto Deichmann, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, 21 juin 1963.

3388 *Le Procureur de la demanderesse,*
JOHN M. SCHLESINGER, C.R.

Fournier vs Malenfant

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, numéro 123-937, Dame Lucie Fournier, épouse commune en biens de Camille Malenfant, de la cité de Québec, *vs* Camille Malenfant, 285 des Pins St-Jérôme, district de Terrebonne

Il s'agit d'une action en séparation de biens. Québec, le 2 juillet 1963.

3394-o *Les Procureurs de la demanderesse,*
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DERY, BIENVENUE,
CHOQUETTE & LESAGE.

gentleman, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Donat Ayotte, gentleman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st of June, 1963.

Montreal, June 25, 1963.

3352-o LEROUX & GUAY,
Attorneys for Plaintiff.

Bouchard vs Hébert

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 607697. Emma Bouchard, wife common as to property of André Hébert, both of Ste-Dorothée, district of Montreal, plaintiff, *vs* André Hébert, of Ste-Dorothée, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on June 14, 1963.

Montreal, June 27, 1963.

3362 LYON LEVINE,
Attorney for the Petitioner.

Kitsch vs Deichmann

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 608544. Dame Hedwig Kitsch, plaintiff; *vs* Otto Deichmann, defendant.

An Action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, June 21, 1963.

3388-o JOHN M. SCHLESINGER, Q.C.,
Attorney for plaintiff.

Fournier vs Malenfant

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, number 123-937, Dame Lucie Fournier, wife common as to property of Camille Malenfant, of the city of Quebec, *vs* Camille Malenfant, of 285 des Pins, St-Jérôme, district of Terrebonne.

This is an action separation as to property. Québec, July 2, 1963.

3394-o BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, DERY, BIENVENUE,
CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1058
Section « B »

Québec, 25 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et tous ses amendements, y compris toutes les sections incorporées comme dispositions spéciales et complémentaires applicables à certains métiers, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soient prolongés jusqu'au 30 septembre 1963.

3386-o JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1058
Section "B"

Quebec, June 25, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

IT IS ORSAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 613 of April 6, 1962, and all its amendments, including all sections incorporated in the form of special and complementary provisions applying to certain trades, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be extended until September 30, 1963.

3386-o JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1058
Section « C »

Québec, 25 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 12 août 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1058
Section « E »

Québec, 25 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 735 (B) du 28 avril 1962, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 5 mai 1962, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1963, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1060
Section « A »

Québec, 25 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 790 du 8 mai 1962 relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 août 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1060
Section « B »

Québec, 25 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1058
Section "C"

Quebec, June 25, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be again extended until August 12, 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1058
Section "E"

Quebec, June 25, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by Order in Council number 735 (B) of April 28, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* of May 5, 1962, be again extended to September 30, 1963, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1060
Section "A"

Quebec, June 25, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS IRDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree, number 790 of May 8, 1962, relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, be extended until August 31, 1963.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1060
Section "B"

Quebec, June 25, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité Conjoint des Matériaux de construction relativement à l'administration du décret régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité Conjoint des Matériaux de construction, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1110 du 10 juillet 1962, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 juillet 1962, relativement à l'application du décret numéro 790 du 8 mai 1962, régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 août 1963, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Building materials Joint Committee, as regards the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Materials Joint Committee, authorized by a by-law approved by order in council number 1110 of July 10, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* of July 21, 1962, as regards the administration of the decree number 790 of May 8, 1962, governing the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, be extended until August 31, 1963, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
3386-o Associate Clerk of the Executive Council.

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 26 juin 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur de la province d'y faire requérir la présence de l'assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 52 Loi de l'aménagement rural et du développement agricole.
- 58 Loi modifiant la Loi de la Régie d'épuration des eaux.
- 59 Loi concernant F.-F. Soucy, Inc.
- 94 Loi modifiant la Loi des opticiens d'ordonnances.
- 95 Loi modifiant la Loi des optométristes et des opticiens.
- 108 Loi changeant le nom de Louis Boeuf en celui de Louis Vidal.
- 112 Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Gabriel.
- 122 Loi changeant le nom d'Irving Arthur Bercovitch en celui d'Irving Arthur Bercovitch Berke.
- 126 Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Thetford Mines.
- 140 Loi concernant La Médicale, Compagnie d'Assurance sur la Vie.
- 144 Loi concernant La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales
- 147 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal-Nord.
- 150 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
- 161 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 26th of June 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 52 Agricultural and Rural Development Act.
- 58 An Act to amend the Water Purification Board Act.
- 59 An Act respecting F.-F. Soucy, Inc.
- 94 An Act to amend the Dispensing Opticians Act.
- 95 An Act to amend the Optometrists' and Opticians' Act.
- 108 An Act to change the name of Louis Boeuf to that of Louis Vidal.
- 112 An Act to amend the charter of the town of Mont Gabriel.
- 122 An Act to change the name of Irving Arthur Bercovitch to that of Irving Arthur Bercovitch Berke.
- 126 An Act to grant certain powers to the city of Thetford Mines.
- 140 An Act respecting The Medical Life Assurance Company.
- 144 An Act respecting The Medical General Insurance Company.
- 147 An Act to amend the charter of the city of Montreal-North.
- 150 An Act to amend the charter of the city of Quebec.
- 161 An Act to amend the charter of the city of Hull.

- | | |
|---|---|
| 170 Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds. | 170 An Act to amend the charter of the town of Pierrefonds. |
| 174 Loi modifiant la charte de la ville de Candiac et concernant la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie. | 174 An Act to amend the charter of the town of Candiac and respecting the parish of Saint-Philippe, in the county of Laprairie. |
| 177 Loi modifiant la charte des directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal. | 177 An Act to amend the charter of the Director and Trustees of the Montreal St. Patrick's Orphan Asylum. |
| 183 Loi constituant Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation. | 183 An Act to incorporate Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation. |
| 184 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine. | 184 An Act to amend the charter of the city of Lachine. |
| 194 Loi concernant La Commission des écoles catholiques de Montréal. | 194 An Act respecting The Montreal Catholic School Commission. |
| 195 Loi modifiant la Loi concernant la compagnie de Jésus. | 195 An Act to amend the Act respecting the Society of Jesus. |
| 199 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal. | 199 An Act to amend the Act to incorporate the Montreal Police Benevolent and Pension Society. |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province sanctionne ces bills. »
3385-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to these bills."
3385-o

Caisse d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Berthier (en bas)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « La Caisse Populaire Desjardins de Berthier (en bas) » en celui de « La Caisse Populaire de Berthier (en bas) ».

Québec, ce 27 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3401-o

Saving and Credit Union

La Caisse Populaire de Berthier (en bas)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Caisse Populaire Desjardins de Berthier (en bas)" into that of "La Caisse Populaire de Berthier (en bas)".

Québec, June 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3401

Compagnies autorisées à faire des affaires

General Radio Company

Avis est donné que « General Radio Company », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'État de Massachusetts, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, chambre 300, # 455 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, # 455 ouest, rue Craig, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351

23-63 — 1175/31

Companies Licensed to do Business

General Radio Company

Notice is hereby given that "General Radio Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Massachusetts, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of room 300, # 455, Craig Street West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 300, # 455, Craig Street West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o

23-63 — 1175/31

P. M. I. Corporation

Avis est donné que « P. M. I. Corporation », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'État de Californie, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, chambre 300, # 455 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, # 455 ouest, rue Craig, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3351 3-62 — 1175/15

P. M. I. Corporation

Notice is hereby given that "P. M. I. Corporation", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of California, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of room 300, # 455, Craig Street West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 300, # 455, Craig Street West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3351-o 3-62 — 1175/15

Chartes — Abandon de

Airville Garden Development Inc.

Avis est donné que « Airville Garden Development Inc. », de Montréal, fera requête à l'honorable Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 15e jour de juin 1963.

Le Procureur de la requérante,
ME LIONEL AYMARD.

3355-o

Walter J. Cross Inc.

Avis est donné que la compagnie « Walter J. Cross Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 22e jour de mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM DAVID SCHWARTZ.

3356

Daymark Inc.

Avis est par les présentes donné que « Daymark Inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminé.

Montréal, 27 juin 1963.

Daymark Inc.,
Par le Procureur,

3363-o MTRE EMMANUEL COOKE, C.R.

Philip and Burgess Limited

Avis est donné que la compagnie « Philip and Burgess Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de

Charters — Surrender of

Airville Garden Development Inc.

Notice is hereby given that "Airville Garden Development Inc.", of Montreal, will apply to the Honourable the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Province of Quebec, this 15th day of June, 1963.

ME LIONEL AYMARD,
Attorney for the Petitioner.

3355

Walter J. Cross Inc.

Notice is hereby given that "Walter J. Cross Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 22nd day of May, 1963.

WILLIAM DAVID SCHWARTZ,
Secretary-Treasurer.

3356-o

Daymark Inc.

Notice is hereby given "Daymark Inc.", will request permission to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, June 27, 1963.

Daymark Inc.,
Per: MTRE EMMANUEL COOKE, C.R.,

3363-o *Attorney.*

Philip and Burgess Limited

Notice is hereby given that "Philip and Burgess Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of

Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 26e jour de juin 1963.

Le Secrétaire,

3364

R. DEWOLFE MACKAY.

Preville Haberdashery Ltd.

Avis est donné que « Preville Haberdashery Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de juin 1963.

Le Secrétaire,

3389

A. GATY.

Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 26th day of June, 1963.

R. DEWOLFE MACKAY,

3364-o

Secretary.

Preville Haberdashery Ltd.

Notice is hereby given that "Preville Haberdashery Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of June, 1963.

A. GATY,

3389-o

Secretary.

Compagnie dissoute

North American Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « North American Management Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes de fusion en date du 30 septembre 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 juin 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3351-o

6617-49

Company Dissolved

North American Management Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "North American Management Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by amalgamated letters patent dated September 30, 1960.

Notice is also given that from and after June 28, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3351

6617-49

Divers Compagnies

Auto Electric Limited

Règlement SA

tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 29 mars 1963, concernant une augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

« Les affaires de la compagnie seront dirigées par un conseil d'administration de cinq (5) directeurs ».

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,

F. E. LEAVENS.

3353

2076-24

Club de la Chaudière

(Loi des clubs de récréation)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de l'« Amicale Alanon », tenue le 22 avril 1963, le nom dudit club a été, par résolution adoptée à cette fin, changé en celui de « Club de la Chaudière ».

Miscellaneous Companies

Auto Electric Limited

By-law SA

as adopted by the directors and approved by the shareholders on March 29, 1963, concerning an increase in the number of directors from three to five.

"The affairs of the company shall be managed by a board of five (5) directors".

Certified true copy.

F. E. LEAVENS,

Secretary.

3353-o

2076-24

Club de la Chaudière

(Amusement Clubs Act)

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "Amicale Alanon", held on April 22, 1963, the name of the said club was, by a resolution adopted for this purpose, changed to "Club de la Chaudière".

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 6 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3354-o

3056-54

Crouse-Hinds (Quebec) Limited

Règlement spécial No H

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Crouse-Hinds (Quebec) Limited » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit :

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de neuf (9) à six (6) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de six (6) directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à celui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement ».

Decrété ce 9e jour d'avril 1963.

Certifié copie conforme du règlement spécial No H de « Crouse-Hinds (Quebec) Limited » lequel a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie dûment tenue le 9e jour d'avril 1963 et a été subséquemment confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 9e jour d'avril 1963.

Daté ce 17e jour de mai 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,
J. ALLAN,
50591-53

3360

J. L. Maheu Ltée
J. L. Maheu Ltd.

Règlement « C »

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « J. L. Maheu Ltée — J. L. Maheu Ltd. », est changé de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de trois (3) et le règlement « C » de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement « C », dûment adopté et approuvé à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie tenue le 17 mai 1963, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions ordinaires émises et payées de la compagnie.

Le Secrétaire,
ANDRÉ-L. DUSSAULT.

3361-o

12948-57

Montee Holdings Inc.

règlement augmentant le nombre des directeurs de trois à huit.

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à huit (8). »

Certifié copie conforme du règlement décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 8 mars 1962 et sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 15 mars 1962.

Le Secrétaire,
J. REMER.

3368

3294-53

Given at the office of the Provincial Secretary,
on June 6, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3354

3056-54

Crouse-Hinds (Quebec) Limited

Special By-law No. H

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Crouse-Hinds (Quebec) Limited" (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from nine (9) to six (6) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of six (6) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 9th day of April, 1963.

Certified to be a true copy of special by-law No. H of "Crouse-Hinds (Quebec) Limited", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 9th day of April, 1963, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 9th day of April, 1963.

Dated this 17th day of May, 1963.

(Seal)

J. ALLAN,
Secretary,
50591-53

3360-o

J. L. Maheu Ltée
J. L. Maheu Ltd.

By-law "C"

concerning the modification in the number of directors.

"The number of directors of "J. L. Maheu Ltée — J. L. Maheu Ltd.", is changed from five (5) which existed previously to that of three (3) and by-law "C" of the company is modified consequently.

Certified copy of by-law "C", duly adopted and approved at a general meeting of the shareholders of the company held on May 17, 1963, by the shareholders holding between them (100%) common shares issued and paid of the company.

ANDRÉ-L. DUSSAULT,
Secretary.

3361

12948-57

Montee Holdings Inc.

by-law increasing the number of directors from three to eight.

"That the number of directors of the company be increased to eight (8)."

Certified true copy of by-law enacted by the directors of the company at a meeting held on March 8, 1962, and unanimously sanctioned and confirmed at a special general meeting of the shareholders held on March 15, 1962.

J. REMER,
Secretary.

3368-o

3294-53

Sherburn Investment Corporation

règlement augmentant le nombre des directeurs de trois à huit.

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à huit (8). »

Certifié copie conforme du règlement décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 8 mars 1962, et sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 15 mars 1962.

Le Secrétaire,

J. REMER,

3369

10147-54

Sherburn Investment Corporation

by-law increasing the number of directors from three to eight.

"That the number of directors of the company be increased to eight (8)."

Certified true copy of by-law enacted by the directors of the company at a meeting held on March 8, 1962, and unanimously sanctioned and confirmed at a special general meeting of the shareholders held on March 15, 1962.

J. REMER,

Secretary.

10147-54

3369-o

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 26 juin 1963, approuvé les règlements généraux de l'« Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3371-o

15127-62

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 26, 1963, approved the general by-laws of the "Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3371

15127-62

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Extrait de l'article 16 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres le 9 avril 1963, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à vingt:

Le conseil d'administration.— Article 16 — Composition.— « Le conseil d'administration sera composé de vingt personnes. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

RAYMOND CÔTÉ.

3371-o

15127-62

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Excerpt from article 16 of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted by the members on April 9, 1963, concerning the increase in the number of the directors from four to twenty:

The board of directors.— Article 16 — Composition.— "The board of directors shall be composed of twenty people."

Certified true copy.

RAYMOND CÔTÉ,

Secretary.

3371

15127-62

The Business and Professional Women's Club of Quebec City Inc.

L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres le 8 mai 1963, concernant la réduction du nombre des directeurs de dix-sept à seize:

Bureau de direction.— 5.— « Le bureau de direction se composera de 16 directeurs. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

BÉATRICE BUSSIÈRES.

3372-o

1972-63

The Business and Professional Women's Club of Quebec City Inc.

L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc.

Excerpt of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted by the members on May 8, 1963, concerning the reduction in the number of its directors from seventeen to sixteen:

Board of directors.— 5.— "The board of directors shall be composed of 16 directors."

Certified true copy.

BÉATRICE BUSSIÈRES,

Secretary.

3372

1972-63

The Business and Professional Women's Club of Quebec City Inc.

L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 12 juin 1963, approuvé les règlements généraux de « The Business and Professional Women's Club of Quebec City Inc. — L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

The Business and Professional Women's Club of Quebec City Inc.

L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 12, 1963, approved the general by-laws of "The Business and Professional Women's Club of Quebec City, Inc. — L'Association des Femmes de Carrières de la Cité de Québec Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 27 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3372-o 1972-63

Centre Récréatif de Bromptonville Inc.

Extrait de l'article 16 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres le 20 mai 1963, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de six à onze:

Chapitre 4. — Le conseil d'administration. — Article 16. — Composition. — « Le conseil d'administration du Centre est composé de onze membres. »

Certifiée vraie copie.

Le Secrétaire,
EDMUND E. TOBIN.

3373-o 12601-59

Centre Récréatif de Bromptonville Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 25 juin 1963, approuvé les règlements généraux du « Centre Récréatif de Bromptonville Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 27 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3373-o 12601-59

Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.

Règlement spécial « A »

« Résolu: Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de quatre à trois, et l'article a du règlement No 3 des règlements généraux est modifié en conséquence. »

Je, Ernest Gauvin, secrétaire de la compagnie « Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc. », certifie par les présentes que le règlement ci-dessus est une copie fidèle et exacte du règlement spécial « A » décrété par les directeurs de ladite compagnie, à une assemblée tenue le 19e jour de mars 1963, et subséquemment approuvé et ratifié par le vote de tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 19e jour de mars 1963, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Le Secrétaire,
ERNEST GAUVIN.

3374-o 13562-61

Immeubles André Rolland Inc.

Règlement No 3

Nombre de directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Immeubles André Rolland Inc. » est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4), et l'article trois (3) des règlements généraux (règlement No 1) est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt et unième jour de juin 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le vingt et unième jour de juin 1963 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
MARCELLE BÉLANGER.

3375-o 2169-63

Given at the office of the Provincial Secretary,
on June 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3372 1972-63

Centre Récréatif de Bromptonville Inc.

Excerpt from article 16 of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted by the members on May 20, 1963, concerning the increase in the number of the directors from six to eleven:

Chapter 4. — The board of administration. — Article 16. — Composition. — "The board of administration of the Center is composed of eleven members."

Certified true copy.

EDMUND E. TOBIN,
Secretary.

3373 12601-59

Centre Récréatif de Bromptonville Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 25, 1963, approved the general by-laws of the "Centre Récréatif de Bromptonville Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary,
June 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3373 12601-59

Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.

Special by-law "A"

"Resolved: The number of the directors of the company is reduced from four to three, and article a of by-law No. 3 of the general by-laws is therefore amended."

I, Ernest Gauvin, secretary of the company "Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.", certify by these presents that the above by-law is a faithful and true copy of the special by-law "A" enacted by the directors of the said company, at a meeting held on the 19th day of March, 1963, and subsequently approved and ratified by the vote of all the shareholders present at a special general meeting of the shareholders held on the 19th day of March, 1963, at which all the shareholders were present.

ERNEST GAUVIN,
Secretary.

3374 13562-61

Immeubles André Rolland Inc.

By-law No. 3

Number of directors

"The number of the directors of the company "Immeubles André Rolland Inc.", is changed from three (3) that it was heretofore to the of four (4) and article three (3) of the general by-laws (by-law No. 1) is therefore amended."

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on the twenty-first day of June, 1963, and approved at a special general meeting of the company held on the twenty-first day of June, 1963, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

MARCELLE BÉLANGER,
Secretary.

3375 2169-63

Lasalle Blanket Co. Ltd.*Règlement No 25*

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de cinq à quatre. »

Décerné ce 13^e jour de juin 1963.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
LOIS HOWELL,
13087-59

3376

Lasalle Blanket Co. Ltd.*By-law No. 25*

“That the number of directors of the company be decreased from five to four.”

Enacted this 13th day of June, 1963.

Certified true copy.

LOIS HOWELL,
Secretary.
13087-59

3376-o

Negro Citizenship Association Inc.

Extrait de l'article VIII des règlements généraux de la corporation susmentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les membres de ladite corporation le 17 mars 1963, concernant une augmentation dans le nombre des directeurs de trois à sept:

Article VIII — Directeurs — Section I — Nombre — « les affaires de l'association seront dirigées par un conseil d'administration de sept (7) directeurs. . . »

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
MILTON HOGG,
14636-62

3377

Negro Citizenship Association Inc.

Extract of article VIII of the general by-laws of the above-named corporation, as adopted by the directors and approved by the members of the said corporation on March 17, 1963, concerning an increase in the number of directors from three to seven:

Article VIII — Directors — Section I — Number — “the affairs of the association shall be managed by a board of seven (7) directors. . .”

Certified true copy.

MILTON HOGG,
Secretary.
14636-62

3377-o

Negro Citizenship Association Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 14 juin 1963, approuvé les règlements généraux de « Negro Citizenship Association Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3377

14636-62

Negro Citizenship Association Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 14, 1963, approved the general by-laws of “Negro Citizenship Association Inc.”, and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3377-o

14636-62

**Placements H. F. Inc.
H. F. Investments Inc.***Règlement No 3*

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

« L'article 1 de la section III du règlement No 1 de la compagnie est modifié, en remplaçant les mots et chiffre (3) de telle sorte qu'à l'avenir le conseil d'administration de la compagnie sera composé de cinq (5) administrateurs. »

Copie certifiée du règlement No 3 de la compagnie « Placements H. F. Inc.—H. F. Investments Inc. », adopté par les administrateurs, à une assemblée tenue le 27 février 1963, et ratifié par le vote d'au moins les deux-tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spécialement convoquée et tenue le même jour.

Le Secrétaire,
CLAUDE FERLAND.

3378-o

865-63

**Placements H. F. Inc.
H. F. Investments Inc.***By-law No. 3*

concerning the increase in the number of the directors from three to five.

“Article 1 of section III of by-law No. 1 of the company is amended, by replacing the word and number (3) so that the future the board of administration of the company shall be composed of five (5) administrators.”

Certified copy of by-law No. 3 of the company “Placements H. F. Inc.—H. F. Investments Inc.”, adopted by the administrators, at a meeting held on February 27, 1963, and ratified by the vote of least two-thirds (2/3) in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting duly convened and held on the same day.

CLAUDE FERLAND,
Secretary.

3378

865-63

**St. Jerome Industries Limited
Les Industries de St. Jérôme Limitée**

Extrait du règlement No 14 de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 30 septembre 1952, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs ou admi-

**St. Jerome Industries Limited
Les Industries de St. Jérôme Limitée**

Excerpt of by-law No. 14 of the above mentioned company as adopted by the directors and approved by the shareholders on September 30, 1952, concerning the increase in the number of directors from three to five:

“The affairs of the company shall be administered by a board of five directors or adminis-

nistrateurs, dont trois au moins seront requis pour former quorum. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
M. BROUILLETTE.

3379-o 3516-44

trators, three at least of whom shall be required to form a quorum." "

Certified true copy.

M. BROUILLETTE,
Secretary.

3379 3516-44

St. Jerome Industries Limited
Les Industries de St. Jérôme Limitée

Règlement spécial « A »

« Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept de sorte que le conseil d'administration sera dorénavant composé de sept directeurs.

Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussigné, secrétaire de « St. Jerome Industries Limited — Les Industries de St. Jérôme Limitée », certifie par les présentes que ce qui précède est une copie conforme du règlement spécial « A » de ladite compagnie, décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 22e jour de mai 1963 et sanctionné par au moins les deux-tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie convoquée à cette fin et tenue le 22e jour de mai 1963.

(Seau) M. BROUILLETTE.
3379 3516-44

St. Jerome Industries Limited
Les Industries de St. Jérôme Limitée

Special by-law "A"

"The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, secretary of "St. Jerome Industries Limited — Les Industries de St. Jérôme Limitée", hereby certify that the foregoing is a true copy of special by-law "A" of the said company enacted at a meeting of the directors of the company held on the 22nd day of May, 1963 and sanctioned by at least two-thirds (2/3) in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the company called for the purpose and held on the 22nd day of May, 1963.

(Seal) M. BROUILLETTE.
3379-o 3516-44

J. G. Ferland Ltée

Règlement No VI

« Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme règlement No VI de « J. G. Ferland Ltée », ce qui suit :

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5), de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs :

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussigné, certifie que le règlement No VI ci-haut de la compagnie « J. G. Ferland Ltée », a été adopté par les directeurs à une assemblée du 19 mars 1963 et approuvé par le vote unanime des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin le 19 mars 1963.

Le Secrétaire,
LUCIEN LÉTOURNEAU.
3395-o 3713-51

J. G. Ferland Ltée

By-law No. VI

"That it be and it is, by these presents, enacted as by-law No. VI of "J. G. Ferland Ltée", the following :

1. That the number of directors of the company be and it is, by these presents, increased from four (4) to five (5), so that the board of directors of the company be hereafter composed of five (5) directors :

2. All by-laws, resolutions and previous procedures of the company, incompatible to this latter by-law are by these presents, amended, modified and revised so as to give effect to this by-law."

I, the undersigned, certify that the by-law No. VI above of the company "J. G. Ferland Ltée", has been adopted by the directors at a meeting on March 19, 1963 and approved by unanimous vote of the shareholders present at a special general meeting convened for this purpose on March 19, 1963.

LUCIEN LÉTOURNEAU,
Secretary.
3395-o 3713-51

Sièges sociaux

Victor Racine Inc.

Avis est donné que la compagnie « Victor Racine Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mai 1963, aura son principal bureau d'affaires, en la ville de Jonquière, à 291 rue Ste-Cécile, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Head Offices

Victor Racine Inc.

Notice is hereby given that "Victor Racine Inc.", incorporated by letters patent dated May 15, 1963, will have its head office in the town of Jonquière, at 291 Ste-Cécile St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Donné à Jonquière, ce 7^{ième} jour de juin 1963.

Le Président,
VICTOR RACINE.

3357-o

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Jonquière, this 7th day of June, 1963.

VICTOR RACINE,
President.

3357

Executive Associates Limited

Avis est donné que la compagnie « Executive Associates Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 18^e jour de décembre 1961, a transporté son siège social de 1980 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, à 614 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité de Montréal.

Montréal, 19 juin 1963.

(Sceau)
3358

Le Secrétaire,
RALPH C. TEES.

Executive Associates Limited

Notice is hereby given that "Executive Associates Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 18th day of December, 1961, has moved its head office from 1980 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal to 614 St. James Street West in the said city of Montreal.

Montreal, June 19, 1963.

(Seal)
3358-o

RALPH C. TEES,
Secretary.

Fédération des Collèges classiques

Avis est par les présentes donné que la « Fédération des Collèges classiques », corporation dûment constituée en vertu de la 3^e partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 13 juin 1953, a déménagé son siège social au numéro civique 1940 est, boulevard Henri-Bourassa, en la cité de Montréal.

Montréal, 10 mai 1963.

3359-o

Le Secrétaire général,
JEAN-M. BEAUCHEMIN.

Fédération des Collèges classiques

Notice is hereby given that "Fédération des Collèges classiques", body duly incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 13, 1953, has moved its head office to civic number 1940 Henri-Bourassa Blvd. East, in the city of Montreal.

Montreal, May 10, 1963.

3359

JEAN-M. BEAUCHEMIN,
Secretary general.

Helio Gravure Inc.

Avis est donné que la compagnie « Helio Gravure Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 juin 1963, a établi son bureau à 605A, chemin Côte de Liesse, en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, province de Québec.

Montréal, P. Q., 20 juin 1963.

3365

Le Président,
W. P. CREAGH.

Helio Gravure Inc.

Notice is hereby given that "Helio Gravure Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 10, 1963, has established its head office at 605A, Côte de Liesse Road, in the city of Saint-Laurent, district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, P. Q., June 20, 1963.

3365-o

W. P. CREAGH,
President.

Entreprises Ellendale Ltée Ellendale Enterprises Ltd

Avis est donné que « Entreprises Ellendale Ltée — Ellendale Enterprises Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 24^e jour d'avril 1963 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à 1200, rue St-Alexandre dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné Montréal, le 18^e jour de juin 1963.

(Sceau)
3370-o

Le Président,
JEAN-YVES GÉLINAS.

Entreprises Ellendale Ltée Ellendale Enterprises Ltd

Notice is hereby given that "Entreprises Ellendale Ltée — Ellendale Enterprises Ltd", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 24th day of April 1963 and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 1200, St-Alexander Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 18th day of June, 1963.

(Seal)
3370-o

JEAN-YVES GÉLINAS,
President.

All-Canada Gun Sales Inc.

Règlement No 3

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « All-Canada Gun Sales Inc. », que la situation du siège social de la compagnie soit changé de 5018 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Westmount, à 621 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal. »

All-Canada Gun Sales Inc.

By-law No. 3

"Be it enacted and its hereby enacted as a by-law of "All-Canada Gun Sales Inc.", that the location of the head office of the company be changed from 5018, Sherbrooke Street West, in the city of Westmount, to 621, Craig Street West, in the city of Montreal."

Certifié copie conforme du règlement décrété par les directeurs de « All-Canada Gun Sales Inc. », le 11e jour d'avril 1963 et approuvé par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « All-Canada Gun Sales Inc. », convoquée pour étudier ledit règlement et tenue subséquemment le 11e jour d'avril 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ.

3390

10743-60

Halden Athlone Limited

Avis est donné que « Halden Athlone Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1962, a établi son siège social à 1310, avenue Green, Westmount, P.Q.

Montréal, ce 12e jour de septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
R. W. HALLS.

3391

R. W. HALLS.

Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.

Avis est donné que « Jarvis Blueprints & Supplies Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 15e jour de mars 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son siège social à 10, Place Crémazie, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 21e jour de juin 1963.

Le Président,

THOMAS E. JARVIS.

3392

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "All-Canada Gun Sales Inc.", on the 11th day of April, 1963 and approved by all the shareholders at a special general meeting of the shareholders of "All-Canada Gun Sales Inc.", called for considering the said by-law and held subsequently on the 11th day of April, 1963.

(Seal)

YVON CÔTÉ,
Secretary.

3390-o

10743-60

Halden Athlone Limited

Notice is hereby given that "Halden Athlone Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated 11th day of September, 1962, has established its head office at 1310, Greene Avenue, Westmount, P.Q.

Montreal, this 12th day of September, 1962.

R. W. HALLS,
Secretary-Treasurer.

3391-o

Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.

Notice is hereby given that "Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act on the 15th day of March, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its head office at 10, Place Crémazie, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1963.

THOMAS E. JARVIS,
President.

3392-o

Delmar Lunch & Delicatessen Inc.

Avis est donné que « Delmar Lunch & Delicatessen Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal à 1191, rue MacKay, a transporté son bureau à chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 27e jour de juin 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LOUIS ZUCKERMAN.

3396

Delmar Lunch & Delicatessen Inc.

Notice is hereby given that "Delmar Lunch & Delicatessen Inc.", incorporated by letters patent on the 29th day of July, 1960, and having its head office in the city of Montreal at 1191 MacKay Street, has moved it to Suite 905, 132 St. James Street West.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of June, 1963.

(Seal)

LOUIS ZUCKERMAN,
Secretary.

3396-o

Belding Butterfly Ltd.

Avis est donné que « Belding Butterfly Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 3e jour de novembre 1919, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1455, rue Shearer.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
N. A. SWART.

3400

Belding Butterfly Ltd.

Notice is hereby given that "Belding Butterfly Ltd.", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 3rd day of November, 1919, and having its head office in the city of Montreal has established its office at No. 1455, Shearer Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1963.

N. A. SWART,
Secretary-Treasurer.

3400-o

**Ministère des Finances
Assurances**

**L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company**

Avis est, par les présentes, donné que « L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company », incorporée sous l'empire des dispositions de la Loi des assurances de Québec par lettres patentes émises sous l'autorité de l'arrêté en conseil numéro 85 du 31 janvier 1957, a l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires portant son capital-actions autorisé de un million de dollars (\$1,000,000) à deux millions de dollars (\$2,000,000), en conformité du règlement No 12 de la compagnie, adopté le 6 mars 1963, à une assemblée de ses directeurs, et approuvé par au moins les deux tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie, le 6 avril 1963: le capital-actions actuellement autorisé de la compagnie étant entièrement souscrit, et versé dans une proportion de vingt-cinq pour cent (25%).

Donné à Québec ce 25ième jour de juin 1963.

Signature des requérants,
Le Président,
HENRI FERRON.
Le Secrétaire,

3344-26-4-o

GUILLAUME GEOFFRION.

**Department of Finance
Insurance**

**L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company**

Notice is hereby given that "L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company", incorporated pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act under the authority of order in council number 85, dated January 31, 1957, intends to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the securing of supplementary letters patent increasing its authorized capital stock from one million dollars (\$1,000,000) to two million dollars (\$2,000,000) in accordance with by-law No. 12 of the company, enacted on March 6, 1963, at a meeting of its directors, and approved by the vote of at least two third (2/3) in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company, on April 6, 1963: the capital stock actually authorized of the company being fully taken up, and twenty-five per cent (25%) thereon being paid in.

Given at Quebec, this 25th day of June 1963.

Signatures of the petitioners,
HENRI FERRON,
President.

3344-26-4-o

GUILLAUME GEOFFRION,
Secretary.

**Département de
l'Instruction publique**

**La commission scolaire régionale
Tardivel**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1011, en date du 18 juin 1963, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale Tardivel », comprenant les commissions scolaires de Cap-Santé, Deschambault, Donnacona, Grondines No 2 Village, Neuville, Pont-Rouge, Portneuf, Portneuf-Station, St-Alban-Village, St-Basile-Village, St-Casimir, Ste-Christine, St-Gilbert, St-Léonard, St-Marc, St-Raymond, St-Thuride, St-Ubald, dans le comté de Portneuf, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3410-o

299-61

**La commission scolaire régionale
Honoré-Mercier**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1011, en date du 18 juin 1963, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale Honoré-Mercier », comprenant les commissions scolaires de la cité de St-Jean, Notre-Dame-Auxiliatrice, L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Luc, St-Valentin, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix, dans le comté de St-Jean, les commissions scolaires d'Iberville, Henryville, St-Alexandre, St-Grégoi-

**Department of
Education**

**The regional school board
Tardivel**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1011, dated June 18, 1963, to constitute a regional school board under the name of "The Regional School Board Tardivel", comprising the school commissions of Cap-Santé, Deschambault, Donnacona, Grondines No. 2 Village, Neuville, Pont-Rouge, Portneuf, Portneuf-Station, St-Alban-Village, St-Basile-Village, St-Casimir, Ste-Christine, St-Gilbert, St-Léonard, St-Marc, St-Raymond, St-Thuribe, St-Ubald, in the county of Portneuf, as required by the resolution adopted by each of the school commissions, according to the provisions of section 489, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, July 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3410

299-61

**The regional school board
Honoré-Mercier**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in council No. 1011, dated June 18, 1963, has been pleased to incorporate a regional school board under the name of "The Regional School Board Honoré-Mercier", including the school commissions of the city of St-John's, Notre-Dame-Auxiliatrice, L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Luc, St-Valentin, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix, in the county of St-John, the school commissions of Iberville, Henryville,

re, Ste-Anne-de-Sabrevois, St-Sébastien, Ste-Brigide, dans le comté d'Iberville, la commission scolaire de St-Cyprien, dans le comté de Napierville-Laprairie, les commissions scolaires de St-Jacques-de-Clarenceville « cath », Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Que, en vertu de l'article 496b, le nombre des commissaires d'écoles de « La commission scolaire régionale Honoré-Mercier » soit fixé à sept selon la représentation suivante: deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la cité de St-Jean, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire d'Iberville, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Alexandre, Henryville, St-Grégoire, Ste-Anne-de-Sabrevois, St-Sébastien, Ste-Brigide, St-Jacques-de-Clarenceville « cath », Notre-Dame-de-Stanbridge, deux commissaires choisis parmi les délégués des commissions scolaires de St-Cyprien, L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Luc, St-Valentin, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3410-o

232-62

**La commission scolaire régionale
du Lac St-Jean**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en date du 18 juin 1963, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale du Lac St-Jean », comprenant les commissions scolaires de St-Jérôme, Lac-à-la-Croix, Hébertville, Hébertville-Station, Garnier, Delisle, St-Henri-de-Taillon, Desbiens, St-Bruno, Alma, Ste-Monique-de-Honfleur, dans le comté du Lac St-Jean, les commissions scolaires de Lamarche, Labrecque, Taché, dans le comté de Jonquière-Kénogami, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Que, en vertu de l'article 496b, le nombre des commissaires d'écoles de « La commission scolaire régionale du Lac St-Jean » soit fixé à neuf selon la représentation suivante: trois commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire d'Alma, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Desbiens, St-Jérôme, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Lac-à-la-Croix, Hébertville, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Lamarche, Labrecque, Taché, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Delisle, Garnier, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Henri-de-Taillon, Ste-Monique-de-Honfleur, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Bruno, Hébertville-Station et d'autres municipalités scolaires.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3410-o

946-61

St-Alexandre, St-Grégoire, Ste-Anne-de-Sabrevois, St-Sébastien, Ste-Brigide, in the county of Iberville the school commission of St-Cyprien, in the county of Napierville-Laprairie, the school commissions of St-Jacques-de-Clarenceville "Cath.", Notre-Dame-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, as requested in the resolution adopted by each one of these school commissions, in conformity with the provisions of article 489 of chapter 59, of the Revised Statutes of Québec, 1941.

That, under article 496b, the number of the school commissioners of "The Regional School Board Honoré-Mercier", be fixed to seven in accordance with the following representation: two commissioners chosen among the delegates of the school commission of the city of St-John's, a commissioner chosen among the delegates of the school commission of Notre-Dame-Auxiliatrice, a commissioner chosen among the delegates of the school commission of Iberville, a commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Alexandre, Henryville, St-Grégoire, Ste-Anne-de-Sabrevois, St-Sébastien, Ste. Brigide, St-Jacques-de-Clarenceville "Cath.", Notre-Dame de Stanbridge, two commissioners chosen among the delegates of the school commissions of St-Cyprien, L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Luc, St-Valentin, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

Quebec, July 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3410

232-62

**The regional school board
of Lake St. John**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1011, dated June 18, 1963, to constitute a regional school board under the name of "The Regional School Board of Lake St. John", comprising the school commissions of St-Jérôme, Lac-à-la-Croix, Hébertville, Hébertville-Station, Garnier, Delisle, St-Henri-de-Taillon, Desbiens, St-Bruno, Alma, Ste-Monique-de-Honfleur, in the county of Lake St-John, the school commissions of Lamarche, Labrecque, Taché, in the county of Jonquière-Kénogami, as required by the resolution adopted by each of these school commissions, according to the provisions of section 489, chapter 59, of the Revised Statutes of Québec, 1941.

That, under section 496b, the number of school commissioners of "The Lake St-John Regional School Board" be fixed at nine according to the following representation: three commissioners chosen among the delegates of the school commission of Alma, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Desbiens, St-Jérôme, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Lac-à-la-Croix, Hébertville, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Lamarche, Labrecque, Taché, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Delisle, Garnier, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Henri-de-Taillon, Ste-Monique-de-Honfleur, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Bruno, Hébertville-Station and other school municipalities.

Quebec, July 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3410

946-61

**La commission scolaire régionale
Lapointe**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1009, en date du 18 juin 1963, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale Lapointe », comprenant les commissions scolaires de la cité de Jonquière, la cité de Kénogami, Arvida « C », Larouche, St-Charles-Borromée, St-Ambroise, Shipshaw, dans le comté de Jonquière-Kénogami, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Que, en vertu de l'article 496b, le nombre des commissaires d'écoles de « La commission scolaire régionale Lapointe » soit fixé à neuf selon la représentation suivante: trois commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la cité de Jonquière, deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la cité de Kénogami, deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire d'Arvida « C », deux commissaires choisis parmi les délégués des autres commissions scolaires.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3410-o

821-61

**La commission scolaire régionale
Louis-Fréchette**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1011, en date du 18 juin 1963, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale Louis-Fréchette », comprenant les commissions scolaires de Lévis, Lauzon, Bienville, St-Romuald d'Etchemin, St-Henri, Pintendre, St-David, les commissions scolaires de St-Charles, La Durantaye, St-Raphaël, St-Gervais, St-Vallier, dans le comté de Bellechasse, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Que, en vertu de l'article 496b, les sept commissaires de « La commission scolaire régionale Louis-Fréchette » soient élus selon la représentation suivante: deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de Lévis, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Bienville, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Lauzon, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Romuald d'Etchemin, St-Jean-Chrysostôme, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Pintendre, St-David-de-l'Auberivière, St-Henri, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Gervais, St-Charles, La Durantaye, St-Vallier, St-Raphaël.

Québec, le 2 juillet 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3410-o

522-62

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la Construction — Région de Montréal

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux

**The regional school board
Lapointe**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in council No. 1009, dated June 18, 1963, has been pleased to incorporate a regional school board under the name of "The Regional School Board of Lapointe" including the school commissions of the city of Jonquière, the city of Kénogami, Arvida "C", Larouche, St-Charles-Borromée, St-Ambroise, Shipshaw, in the county of Jonquière-Kénogami, as requested by resolution adopted by each one of these school commissions, in conformity with the provisions of section 489, chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

That, under article 496b, the number of school commissioners of "The Regional School Board of Lapointe" be fixed to nine in accordance with the following representation: three commissioners chosen among the delegates of the school commission of the city of Jonquière, two commissioners chosen among the delegates of the school commission of the city of Kénogami, two commissioners chosen among the delegates of the school commission of Arvida, "C", two commissioners chosen among the delegates of the other school commissions.

Quebec, July 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3410

821-61

**The regional school board
Louis-Fréchette**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in council No. 1011, dated June 18, 1963, has been pleased to incorporate a regional school board under the name of "The Regional School Board Louis-Fréchette" including the school commissions of Lévis, Lauzon, Bienville, St-Romuald d'Etchemin, St-Henri, Pintendre, St-David, the school commissions of St-Charles, La Durantaye, St-Raphaël, St-Gervais, St-Vallier, in the county of Bellechasse, as requested in the resolution adopted by each one of these school commissions, in conformity with the provisions of article 489, chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

That, under article 496b, the seven commissioners of "The Regional School Board Louis-Fréchette" be elected in accordance with the following representation two commissioners chose among the delegates of the school commission of Lévis, one commissioner chosen among the delegates of the school commission of Bienville, one commissioner chosen among the delegates of the school commission of Lauzon, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Romuald d'Etchemin, St-Jean-Chrysostôme, one commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Pintendre, St-David-de-l'Auberivière, St-Henri, a commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Gervais, St-Charles, La Durantaye, St-Vallier, St-Raphaël.

Quebec, July 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3410

522-62

Department of Labour

Notice of amendment

Construction industry — Region of Montreal

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° L'arrêté en conseil numéro 2120 du 19 décembre 1962 sera modifié en remplaçant le 2ième alinéa de l'article 63, partie I, titre 6ième, (bénéfices de sécurité sociale) section 17, par le suivant:

« Pour les fins de l'article 37 de la Loi de la convention collective, la date d'échéance de la remise des cotisations pour l'année précédente est fixée au 1er janvier de chaque année. »

2° L'arrêté en conseil numéro 30 du 9 janvier 1963 sera modifié en ajoutant l'alinéa suivant à l'article 6 de la partie I de l'article VII (bénéfices de sécurité sociale).

« Pour les fins de l'article 37 de la Loi de la convention collective, la date d'échéance de la remise des cotisations pour l'année précédente est fixée au 1er janvier de chaque année. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juillet 1963. 3386-o

Avis de modification

Établissements commerciaux — Dolbeau et Mistassini

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Dolbeau et Mistassini, rendue obligatoire par le décret numéro 621 du 20 mai 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « c » suivant sera ajouté à l'article IV:

« c) Les bonis ou commissions convenus entre l'employeur et l'employé sont réputés être dus en plus de la rémunération prévue au présent décret. »

2° L'article V sera remplacé par le suivant:
« a) *Épicerie, Épicerie-boucher, Ferronnerie ou Quincaillerie*: La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures, réparties entre les heures suivantes:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi:
8 a.m. à 5.30 p.m.;
Vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.

provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 613 of April 6, 1962, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to amend the said decree as follows:

1. Order in Council number 2120 of December 19, 1962, will be amended by replacing the second paragraph of article 63, part I, sixth title, (social security benefits) section 17, by the following:

"For the purposes of article 37 of the Collective Agreement Act, the due date for the remittance of assessments of the foregoing year shall be January 1st of each year."

2. Order in Council number 30 of January 9, 1963, shall be amended by adding the following paragraph to article 6 of part I of article VII (Social security benefits).

"For the purposes of article 37 of the Collective Agreement Act, the due date for the remittance of assessments of the foregoing year shall be January 1st of each year."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6, 1963. 3386-o

Notice of amendment

Commercial establishments — Dolbeau and Mistassini

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Dolbeau and Mistassini, rendered obligatory by the decree number 621 of May 20, 1953, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1° The following paragraph "c" will be added to article IV:

"c) Bonuses or commissions agreed upon between the employer and the employee are considered as being due over and above the remuneration provided for in the present decree."

2. Article V will be replaced by the following:
"a) *Groceries, Grocer-butcher, Hardware*: The standard work week shall consist of 48 hours distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

b) *Nouveauté, Meubles et autres*: La semaine régulière de travail des salariés des deux (2) sexes est de quarante-six (46) heures, réparties entre les heures suivantes:

Personnel féminin: Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9 à 5.30 p.m.;

Vendredi: 9 a.m. à 9 p.m.

Personnel masculin: Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.30 a.m. à 5.30 p.m.;

vendredi: 8.30 a.m. à 9 p.m.

c) Les trois (3) jours ouvrables précédant la veille de la fête de Noël, les employés pourront travailler jusqu'à 9 p.m. Cependant la veille de Noël, le travail cessera à 5.30 p.m.

d) Les veilles de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et du Premier de l'An, le travail cessera à 9 p.m.

e) Pour la période comprise entre la St-Jean-Baptiste et la fête du Travail, les employés cesseront de travailler à 12.30 p.m. le samedi de chaque semaine.

f) Tout employé a droit à une heure et quart ($1\frac{1}{4}$) pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir, les jours où il est appelé à travailler dans la soirée.

g) En aucun cas, dans les établissements régis par le présent décret, le travail de la vente au magasin ne pourra être fait par un salarié après les heures mentionnées au présent article.

3° À l'article VI, la dernière phrase sera biffée.

4° L'article VII sera remplacé par le suivant:

a) Il n'y a pas de travail le dimanche et les jours de fêtes suivants: doivent être chômés et payés: Le premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, les jours Saints à l'heure des Offices, le lundi de Pâques, l'Ascension, la fête de Dollard, si proclamée fête civique, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, 1er juillet, la fête du Travail, la fête d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël et le 26 décembre.

Si la fête tombe un dimanche, elle doit être remise au lundi suivant.

b) Toutefois, les employés payés à l'heure ayant moins de six (6) mois de service continu pour un employeur, ne seront pas payés pour ces jours de fêtes chômées.

c) Tout travail exécuté le dimanche et l'un des jours de fêtes mentionnées au présent article, doit être rémunéré au taux du double du salaire effectivement payé à chaque employé.

5° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

VIII. *Taux de salaires*: a) Les taux de salaires suivants doivent être payés:

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	homme	femme
Gérant.....	\$77.00	\$62.00
Gérant de succursale.....	77.00	62.00
Comptable:		
1ère année.....	50.00	40.00
2ème année.....	55.00	
3ème année.....	60.00	
Commis, employé de bureau, caissier, caissière, couturière, livreur:		
1ère année.....	30.00	30.00
2ème année.....	35.00	33.00
3ème année.....	40.00	35.00
4ème année.....	45.00	38.00
5ème année.....	50.00	40.00
6ème année.....	55.00	42.00
7ème année.....	60.00	44.00
Solliciteur à commission:		
1ère année.....	32.00	
2ème année.....	37.00	

b) *Novelties, Furnitures, etc.*: The standard work week for male or female employees shall consist of 46 hours distributed as follows:

Female employees: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 9:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

Male employees: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

c) Employees may work until 9:00 p.m. on the three (3) working days preceding the eve of Christmas Day. However, work shall cease at 5:30 p.m. on the eve of Christmas Day.

d) Work shall cease at 9:00 p.m. on the eves of New Year's Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day.

e) For the period between St. Jean Baptiste Day and Labour Day, employees shall cease working at 12:30 p.m. on Saturday of every week.

f) Every employee is entitled to one hour and a quarter ($1\frac{1}{4}$) for the noon meal and to one hour (1) for the evening meal when work is to be performed in the evening.

g) No establishment regulated by the present decree shall, at anytime, cause or permit sales work to be performed in the store by an employee after the hours mentioned in the present article."

3. In article VI, the last sentence will be deleted.

4. Article VII will be replaced by the following:

a) No work shall be performed on Sunday and the following days shall be considered as holidays with pay: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, during the services of the religious, Easter Monday, Ascension Day, Dollard Day, when proclaimed as a civic holiday, St-John the Baptist Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

Should the holiday fall on a Sunday, it shall be observed on the following Monday.

b) However employees paid by the hour who have less than six (6) months service for the employer shall not be paid for days kept as holidays.

c) All time worked on Sunday and holidays mentioned herein shall be paid double time based on actual rates of employees.

5. Article VIII will be replaced by the following:

VIII. *Wage rates*: a) The following wage rates shall be paid:

Category:	Weekly wages	
	Male	Female
Manager.....	\$77.00	\$62.00
Branch manager.....	77.00	62.00
Accountant:		
1st year.....	50.00	40.00
2nd year.....	55.00	
3rd year.....	60.00	
Clerk, office employee, cashier (male or female) seamstress, delivery man:		
1st year.....	30.00	30.00
2nd year.....	35.00	33.00
3rd year.....	40.00	35.00
4th year.....	45.00	38.00
5th year.....	50.00	40.00
6th year.....	55.00	42.00
7th year.....	60.00	44.00
Commission salesman:		
1st year.....	32.00	
2nd year.....	37.00	

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	homme	femme
3ème année.....	\$42.00	
4ème année.....	47.00	
Boucher.....	70.00	
Apprenti-boucher:		
1ère année.....	30.00	
2ème année.....	35.00	
3ème année.....	40.00	
4ème année.....	45.00	
5ème année.....	50.00	
Aide-livreur:		
1ère année..... l'heure	0.64	
2ème année.....	30.00	
3ème année.....	35.00	
Employé supplémentaire.....	0.90	\$0.70
Employé surnuméraire.....	0.75	0.64

Category:	Weekly wages	
	Male	Female
3rd year.....	\$42.00	
4th year.....	47.00	
Butcher.....	70.00	
Apprentice butcher:		
1st year.....	30.00	
2nd year.....	35.00	
3rd year.....	40.00	
4th year.....	45.00	
5th year.....	50.00	
Delivery Man's helper:		
1st year..... per hour	0.64	
2nd year.....	30.00	
3rd year.....	35.00	
Extra Employee.....	0.90	\$0.70
Supernumerary employee.....	0.75	0.64

b) La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.

c) Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

6° L'article IX sera remplacé par le suivant:

a) Les mots « Employés surnuméraires » désignent les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes.

b) Les mots « Employés supplémentaires » désignent les salariés travaillant moins de trente (30) heures par semaine.

c) Tout salarié travaillant plus de trente (30) heures, sauf si il est payé à l'heure, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé le maximum fixé pour sa catégorie.

d) Une salarié travaillant plus de trente (30) heures, sauf si elle est payée à l'heure, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum pour sa catégorie.

7° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. *Paye*: Le salaire sera payable au plus tard le vendredi de la semaine suivante, en monnaie légale du Canada, dans une enveloppe cachetée et portant les renseignements suivants:

- 1° Nom et prénom de l'employé;
- 2° Les dates de la période de paie;
- 3° Les taux de salaires;
- 4° Le nombre d'heures effectuées;
- 5° Le temps supplémentaire;
- 6° Les déductions faites en détail;
- 7° Le montant net payé. »

8° L'article XI sera remplacé par le suivant:

XI. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à des vacances payées selon les conditions suivantes:

a) S'il a un (1) an ou plus de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à une (1) semaine de vacances payées.

b) S'il a trois (3) ans ou plus de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à deux (2) semaines de vacances payées.

c) S'il a dix (10) ans ou plus de services dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

b) The bicycle and its accessories shall be supplied and kept in repair by the employer.

c) Commission salesmen shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager.

6. Article IX will be replaced by the following:

a) The words "supernumerary employees" mean the employees hired occasionally, for certain periods, in excess of the employees habitually working while the establishment is open.

b) The words "Extra employee" mean the employees working less than thirty (30) hours per week.

c) Except when paid by the hour, every male employee working more than thirty (30) hours but less than the maximum provided for his category, and doing so at the request of his employer, shall receive a weekly remuneration equal to that which would be owed to him had he worked the maximum hours established for his category.

d) Except when paid by the hour, every female employee, working more than thirty (30) hours but less than the maximum hours provided for her category, and doing so at the request of her employer, shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her had she worked the maximum number of hours established for her category.

7. Article X will be replaced by the following:

"X. *Payment of wages*: Wages shall be paid in currency at the latest on Friday of the following week in a sealed envelope together with the following particulars:

1. Name in full of the employee;
2. Date of the pay period;
3. Wage rate;
4. Number of hours worked;
5. Overtime;
6. Deductions;
7. Net amount paid."

8. Article XI will be replaced by the following:

XI. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled to a vacation with pay under the following conditions:

a) If he has one (1) year or more of service in any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to one (1) week of vacation with pay.

b) If he has three (3) years or more of service in any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to two (2) weeks of vacation with pay.

c) If he has ten (10) years or more of service if any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to three (3) weeks of vacation with pay.

d) Les jours de vacances prévues au présent article doivent être accordés entre le 1er juin et le 30 septembre, à moins que les circonstances n'obligent l'employeur à fixer toute autre date.

e) Lorsqu'un jour de fête est chômée durant la période des vacances annuelles d'un employé, ce dernier a droit à une (1) journée additionnelle de congé ou à une (1) journée de salaire de plus et ce, à la discrétion de l'employeur.

f) Les semaines de vacances prévues au présent article doivent être payées au taux du salaire régulier hebdomadaire.

g) En cas de départ, par abandon volontaire ou congédiement, au cours de toute année de service non complétée, tout employé doit recevoir une allocation de vacances calculée de la façon suivante:

i. Une demi-journée ($\frac{1}{2}$) de vacances payées par mois de service, s'il n'a pas complété une (1) année de service.

ii. Une rémunération proportionnelle aux vacances payées auxquelles il a droit lors de son départ, s'il a un (1) an de service ou plus.

h) En ce qui concerne l'attribution des vacances, l'employeur doit tenir compte et reconnaître les années de service des employés ailleurs, pourvu que ce soit dans le même genre de commerce.

i) La rémunération pour les vacances doit être versée à l'employé au moment de son départ pour ses vacances ou de la cessation de son emploi ou de la date de résiliation du contrat de travail, si cela se produit avant que les vacances soient prises.

9° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

XIV. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, à défaut d'une des parties contractantes de donner avis par écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juillet 1963. 3386-0

Avis de modification

Établissements Commerciaux — St-Félicien

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de St-Félicien et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 441 du 5 décembre 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

d) The days of vacation provided for herein shall be given between June 1 and September 30 unless the employer be compelled by circumstances to set another date.

e) When one of the holidays falls in the vacation of an employee, the latter is entitled to an extra day of vacation or to an additional day's pay, at the option of the employer.

f) The weeks of vacation provided for under the present article shall be paid at the regular weekly rate of pay.

g) In the event of a dismissal or voluntary departure in the course of any year of service not yet completed, the employee shall receive a vacation pay computed as follows:

i. One half-day ($\frac{1}{2}$) of vacation with pay per month service if he has less than one (1) year of service for the same employer.

ii. At the prorata of the period elapsed since he has qualified for his last vacation at the time of cancellation of the labour contract, if he has one (1) year of service or more.

h) The employer shall recognize the years of service of every employee, as regards the vacation, unless specified otherwise.

i) Vacation pay shall be remitted to the employee when he leaves for his vacation, or when he leaves his employer, or at the date of cancellation of the labour contract if the cancellation takes place before the vacation is taken.

9. Article XIV will be replaced by the following:

XIV. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force until January 1, 1964. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day prior to its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6, 1963. 3386-0

Notice of amendment

Commercial Establishments — St-Félicien

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in town of St-Félicien and a radius of fifteen (15) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 441 of December 5, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1° À l'article II, le paragraphe « b » sera remplacé par le suivant:

« b) Le décret s'applique à la ville de St-Félicien et un rayon de quinze (15) milles de ses limites. »

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Duration of labour:* a) L'heure dont fait mention le décret est l'heure légale en vigueur dans la juridiction territoriale.

b) La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures pour les salariés des deux sexes, réparties entre les heures suivantes:

Épicerie ou épicerie-boucherie: Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.30 a.m. à 5.30 p.m.

Vendredi: 8.30 a.m. à 9 p.m.

Nouveauté, meubles, etc.: Personnel féminin: Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9 a.m. à 5.30 p.m.

Vendredi: 9 a.m. à 9 p.m.

Personnel masculin: Lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.30 a.m. à 5.30 p.m.

Vendredi: 8.30 a.m. à 9 p.m.

c) Les trois (3) jours ouvrables précédant la veille de Noël, les employés travailleront jusqu'à 9 p.m. Cependant, la veille de Noël, les employés cesseront de travailler à 5.30 p.m.

d) Les veilles de l'Ascension, la Toussaint, de l'Immaculée Conception et du Premier de l'An, les employés cesseront de travailler à 9 p.m.

e) Pour la période comprise entre la St-Jean-Baptiste et la fête du Travail, le travail cessera à 12.30 p.m. le samedi de chaque semaine.

f) Tout employé a droit à une heure et quart (1¼) pour le repas du midi, et une (1) heure pour le repas du soir, les jours où il est appelé à travailler dans la soirée.

g) En aucun cas l'employeur ne peut faire travailler ses salariés à la vente après les heures mentionnées au présent article.

h) La répartition des heures de travail fixée au présent article ne s'applique pas aux pharmacies, aux magasins de fleurs et aux établissements assujettis au décret où l'on vend principalement des périodiques, des journaux et du tabac.

i) Si le système de double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail sont réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées au paragraphe « b » du présent article. »

3° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Days of holidays:* a) Il n'y a pas de travail le dimanche et les jours de fêtes suivantes doivent être chômés et payés: Le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, les Jours Saints à l'heure des Offices, le lundi de Pâques, l'Ascension, la fête de Dollard si proclamée fête civique, la St-Jean Baptiste, la Confédération, (1er juillet), la fête du Travail, la fête d'Actions de Grâces, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël et le 26 décembre.

Lorsqu'un de ces jours de fêtes, sauf les fêtes religieuses d'obligation, tombe un dimanche, il doit être remis au lundi suivant.

b) Toutefois, les employés payés à l'heure ayant moins de six (6) mois de service continu pour un employeur, ne seront pas payés pour ces jours de fêtes chômées.

c) Tout travail exécuté le dimanche et l'un des jours de fêtes mentionnées au présent article doit être rémunéré au taux du double du salaire effectivement payé. »

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

1. In article II, paragraph "b" will be replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction:* The decree shall apply to the town of St-Félicien and to a radius of fifteen (15) miles from its limits."

2. Article III will be replaced by the following:

"III. *Duration of labour:* a) The hours mentioned in the decree shall be based on the time in force in the territorial jurisdiction.

b) The standard work week consists of forty-eight (48) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

Groceries or Grocer-Butcher shops: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9:00 a.m. to 5:30 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Novelties, furnitures, ect.: Female employees: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

Male employees: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

c) The three (3) working days preceding Christmas Eve, the employees shall work until 9:00 p.m. However, on the Christmas Eve, work shall cease at 5:30 p.m.

d) On the eves of Ascension Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day and New Year's Day, work shall cease at 9:00 p.m.

e) For the period comprised between St. John the Baptist Day and Labour Day, work shall cease at 12:30 p.m. on Sunday of each week.

f) Every employee is entitled to one hour and fifteen minutes (1:15) for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when time is worked by the employee in the evening.

g) The employer shall not have sales work performed by his employees outside the hours mentioned in the present article.

h) The distribution of working hours, as determined by the present article, does not apply to drug stores, florists' shops nor to establishments subject to the decree selling mostly periodicals, newspapers and tobacco.

i) Should the double shift system become necessary in an establishment, the hours of work shall be distributed according to the needs of the concern, but shall never exceed the hours mentioned in sub-paragraph "b" of this section."

3. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Holidays:* a) No work shall be performed on Sunday and the following holidays shall be paid: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, during the services of the religious holidays of the Holy Week, Easter Monday, Ascension Day, Dollard Day when proclaimed as a civic holiday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day and December 26.

When one of the above holidays other than the feasts of obligation occurs on Sunday, it is observed on the following Monday.

b) However, the hourly paid employees having less than six (6) months of continuous services for an employer, shall not be paid for these holidays with pay.

c) All time worked on Sunday and holidays mentioned herein shall be paid double time based on actual rates of employees."

4. Article VI will be replaced by the following:

« VI. Salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	Homme	Femme
Chef de département.....	\$68.00	\$50.00
Comptable:		
1ère année.....	50.00	40.00
2ème année.....	55.00	
3ème année.....	60.00	
Commis, employé de bureau, caissier, caissière, couturière, livreur:		
1ère année.....	heure 0.64	0.64
2ème année.....	35.00	30.00
3ème année.....	40.00	31.50
4ème année.....	45.00	33.00
5ème année.....	50.00	35.00
6ème année.....	55.00	38.00
7ème année.....	60.00	42.00
Solliciteur ou vendeur à commission.....	50.00	
	heure	
Livreur à bicyclette.....	0.64	
La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.		
Aide-livreur:		
1ère année.....	heure 0.64	
2ème année.....	30.00	
3ème année.....	35.00	
Boucher.....	70.00	
Apprenti-boucher:		
1ère année.....	heure 0.64	
2ème année.....	35.00	
3ème année.....	40.00	
4ème année.....	45.00	
5ème année.....	50.00	

	heure	heure
Employé supplémentaire.....	0.64	0.64
Employé surnuméraire.....	0.75	0.65

Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant. »

5° L'article VI-A sera remplacé par le suivant:

« VI-A. Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus mentionnées: a) Les mots « Employés surnuméraires » désignent les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes.

b) Les mots « Employés supplémentaires » désignent les salariés travaillant moins de trente (30) heures par semaine.

c) Tout salarié travaillant plus de trente (30) heures par semaine, sauf s'il est payé à l'heure, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé le maximum fixé pour sa catégorie.

d) Une salariée travaillant plus de trente (30) heures par semaine, sauf si elle est payée à l'heure, mais moins que le maximum prévue pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé le maximum fixé pour sa catégorie.

e) Tous les salaires actuellement payés aux salariés de chacune des catégories mentionnées, s'ils sont supérieurs aux minima fixés par le présent décret, demeurent des salaires légaux conformément aux dispositions de la loi.

« VI. Minimum wages: The minimum wages rates shall be as follows:

Catégories:	Weekly wages	
	Male	Female
Departmental manager.....	\$68.00	\$50.00
Accountant:		
1st year.....	50.00	40.00
2nd year.....	55.00	
3rd year.....	60.00	
Clerk, office employee, cashier, seamstress, delivery man:		
1st year.....	per hour 0.64	0.64
2nd year.....	35.00	30.00
3rd year.....	40.00	31.50
4th year.....	45.00	33.00
5th year.....	50.00	35.00
6th year.....	55.00	38.00
7th year.....	60.00	42.00
Commission salesman.....	50.00	
	per hour	
Delivery employee with bicycle.....	0.64	
The bicycle and its accessories shall be supplied and kept in repair by the employer.		
Delivery Man's helper:		
1st year.....	per hour 0.64	
2nd year.....	30.00	
3rd year.....	35.00	
Butcher.....	70.00	
Apprentice butcher:		
1st year.....	per hour 0.64	
2nd year.....	35.00	
3rd year.....	40.00	
4th year.....	45.00	
5th year.....	50.00	

	per hour	per hour
Extra employee.....	0.64	0.64
Supernumerary employee.....	0.75	0.65

Commission salesmen shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager. »

5. Article VI-A: Will be replaced by the following:

« VI-A. General provisions for all categories above mentioned: a) The term "supernumerary employees" means the employees who are employed occasionally for certain periods in excess of the employees regularly working in the establishment during business hours.

b) The words "Extra employees" mean the employees working less than thirty (30) hours per week.

c) Any employee, except when paid on an hourly basis of working more than thirty (30) hours but less than the maximum provided for his category, and doing so at the request of his employer, shall receive a weekly remuneration equal to that which would be owed to him had he worked the maximum hours established for his category.

d) Any female employee, except when paid on an hourly basis, working more than thirty (30) hours but less than the maximum hours provided for her category, and doing so at the request of her employer, shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her had she worked the maximum number of hours established for her category.

e) Wages actually paid for any category, if higher than the minimum ones established in the present decree shall be the legal wages, pursuant to the provisions of the act.

f) *Expérience*: Tout salarié bénéficie des avantages que lui accordent ses années d'expérience dans la même ligne, même s'il change d'employeur.

g) Le salaire sera payable le vendredi soir au plus tard de la semaine suivante, en monnaie légale du Canada, dans une enveloppe cachetée et portant les renseignements suivants:

1. Les nom et prénom de l'employé.
2. Les dates de la période de paie.
3. Le taux de salaire.
4. Le nombre d'heures effectuées.
5. Le temps supplémentaire.
6. Les déductions faites, en détail.
7. Le montant net payé.

6° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à des vacances payées selon les conditions suivantes:

a) S'il a un (1) an de service ou plus pour le même employeur, il a droit à une (1) semaine de vacances payées.

b) S'il a trois (3) ans ou plus de service pour le même employeur, il a droit à deux (2) semaines de vacances payées.

c) S'il a dix (10) ans ou plus de service pour le même employeur, il a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

d) Les jours de vacances prévues au présent article doivent être accordés entre le premier (1er) juin et le trente (30) septembre à moins que les circonstances n'obligent l'employeur à fixer toute autre date.

e) Lorsqu'un jour de fête est chômée durant la période des vacances annuelles d'un employé, ce dernier a droit à une journée additionnelle de congé ou à une journée de salaire de plus, et ce, à la discrétion de l'employeur.

f) Les semaines de vacances prévues au présent article doivent être payées au taux du salaire régulier hebdomadaire.

g) En cas de départ, par abandon volontaire ou congédiement, au cours de toute année de service non complétée, tout employé doit recevoir une allocation de vacances calculée de la façon suivante:

i. Une demi-journée ($\frac{1}{2}$) de vacances payées par mois de service, s'il n'a pas complété une (1) année de service.

ii. Une rémunération proportionnelle aux vacances payées auxquelles il a droit lors de son départ, s'il a un (1) an de service ou plus.

h) L'employeur doit reconnaître les années de service de tout employé, en ce qui concerne les vacances, à moins qu'il en soit spécifié autrement.

i) La rémunération pour les vacances doit être versée à l'employé au moment de son départ pour ses vacances ou de la cessation de son emploi ou de la date de résiliation du contrat de travail, si cela se produit avant que les vacances soient prises.»

7° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Congé de maladie*: Dans le cas de maladie vérifiée d'au moins deux (2) jours, l'employé concerné recevra son plein salaire pour ces deux (2) jours, une fois par année. »

8° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. Les bonis ou commissions convenus entre l'employeur et l'employé sont réputés être dus en plus de la rémunération prévue dans le présent décret. »

9° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

f) *Experience*: Every employee shall benefit by every advantage afforded by the experience acquired in the same line, even if he changes employers.

g) Wages shall be paid in currency at the latest Friday evening of the following week in a sealed envelope together with the following information:

1. Name in full of the employee.
2. Date of the pay period.
3. Rate of wages.
4. Total number of hours worked.
5. Overtime.
6. Detailed deductions made from the pay.
7. Net amount of the pay.

6. Article VII will be replaced by the following:

«VII. *Vacations with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled to a vacation with pay according to the following conditions:

a) If he has one (1) year or more service for the same employer, he is entitled to one (1) week's vacation with pay.

b) If he has three (3) years or more service for the same employer, he is entitled to two (2) weeks' vacation with pay.

c) If he has ten (10) years or more service for the same employer, he is entitled to three (3) weeks' vacation with pay.

d) The days of vacation provided for herein shall be given between June 1 and September 30 unless the employer be compelled by circumstances to set another date.

e) When one of the holidays falls in the vacation period of an employee, the latter is entitled to an extra day of vacation or to an additional day's pay, at the option of the employer.

f) The weeks of vacation provided for under the present article shall be paid at the regular weekly rate of pay.

g) In the event of a dismissal or voluntary departure in the course of any year of service not yet completed, the employee shall receive a vacation pay computed as follows:

i. One half-day ($\frac{1}{2}$) of vacation with pay per month of service if he has less than one (1) year of service for the same employer.

ii. At the prorata of the period elapsed since he has qualified for his last vacation at the time of cancellation of the labour contract, if he has one (1) year of service or more.

h) The employer shall recognize the years of service of every employee, as regards the vacation, unless specified otherwise.

i) Vacation pay shall be remitted to the employee when he leaves for his vacation, or when he leaves his employer, or at the date of cancellation of the labour contract if the cancellation takes place before the vacation is taken.»

7. Article VIII will be replaced by the following:

«VIII. *Days off for illness*: In the event of illness of at least two days duration, the employee concerned shall receive full pay for these two (2) days, once a year.»

8. Article IX will be replaced by the following:

«IX. Bonuses or commissions agreed upon between the employer and the employee are considered as being due over and above the remuneration provided for in the present decree.»

9. Article XIII will be replaced by the following:

« XIII. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, à défaut d'une des parties contractantes de donner avis par écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juillet 1963. 3386-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1058 du 25 juin 1963, section « D », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1963 au 10 juillet 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.
- b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine.
- c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration

“XIII. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force until January 1st 1964. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day prior to its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6, 1963. 3386-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1058 of June 25, 1963, Section “D” to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. Assessments

The period of levy extends from July 10, 1963, to July 10, 1964; this levy shall be laid as follows:

- a) The professional employers regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.
- b) The artisans regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage of \$36.00 per week.
- c) The employees regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the

de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1963 et le 10 juillet 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

108, 131^{ème} rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1963 et le 10 juillet 1964.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 9,900.00
Salariés.....	9,900.00
Artisans.....	200.00
	<hr/>
	\$20,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire.....	\$ 5,450.00
Inspecteur.....	5,200.00

Frais de déplacement:

Inspecteur.....	600.00
Administration.....	1,500.00
Loyer de bureau.....	960.00
Frais légaux.....	1,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone.....	500.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	300.00
Vérification des livres.....	150.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension.....	800.00
Jetons de présence et frais d'assemblées.....	2,260.00
Bureau des examinateurs.....	1,000.00
Dépréciation.....	200.00
Dépenses diverses et imprévues.....	80.00
	<hr/>
	\$20,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juillet 1963.

3386-o

date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District for the period between July 10, 1963 and July 10, 1964.

PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT

108, 13th Street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1963 and July 10, 1964.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers.....	\$ 9,900.00
Employees.....	9,900.00
Artisans.....	200.00
	<hr/>
	\$20,000.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary.....	\$ 5,450.00
Inspector.....	5,200.00

Travelling expenses:

Inspector.....	600.00
Administration.....	1,500.00
Office rent.....	960.00
Legal fees.....	1,000.00
Stationery, printing, postage, telephone.....	500.00
Furniture and office equipment.....	300.00
Audition.....	150.00
Insurance and fidelity bond and pension fund.....	800.00
Meeting expenses and attendance fees of committee members.....	2,260.00
Board of examiners.....	1,000.00
Depreciation.....	200.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	80.00
	<hr/>
	\$20,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6, 1963.

3386-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud

*Avis de réception d'un projet de
plan conjoint de mise en marché*

Un projet de plan conjoint a été présenté par le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud, ayant sa principale place d'affaires à St-Georges, comté de Beauce, au moyen d'une requête accompagnée d'une copie dûment certifiée d'une résolution du conseil d'administration dudit Syndicat autorisant la présentation d'une telle demande et approuvant ledit projet de plan conjoint.

Le Syndicat requérant demande que ce plan conjoint régie la mise en marché et la vente des bois tendres et durs provenant des boisés, autres que ceux affermés par la Couronne, des cultivateurs et des propriétaires de lots à bois de la Région de Québec-Sud.

Aux fins des présentes, la Région de Québec-Sud comprend le territoire suivant:

Comté de Beauce: Notre-Dame des Pins, Beauceville, St-Simon-les-Mines, St-Joseph, Vallée-Jonction, Ste-Marie, St-Elzéar, Saints-Anges, St-Georges, St-Benoit, St-Victor, St-Éphrem, Ste-Clothilde, East-Broughton, St-Pierre-de-Broughton, St-Séverin, St-Frédéric, St-Jules, St-Alfred, St-Philibert, St-René, St-Côme, St-Théophile, St-Honoré de Shenley, St-Martin, St-Jean-de-la-Lande.

Comté de Dorchester: Scott Junction, Ste-Hénédine, St-Anselme, Ste-Claire, St-Malachie, St-Léon-de-Standon, St-Nazaire, Ste-Germaine, St-Isidore, Ste-Justine, St-Cyprien, St-Luc, St-Louis, Ste-Rose, St-Prosper, Ste-Aurélien, St-Zacharie, St-Bernard, St-Benjamin, St-Odilon-de-Cranbourne, St-Édouard-de-Frampton, Ste-Marguerite.

Comté de Frontenac: Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, St-Évariste, St-Méthode, St-Antoine Daniel, St-Hilaire-de-Dorset, St-Martin, Courcelles, St-Vital-de-Lambton, St-Sébastien, St-Samuel, St-Ludger, St-Robert, St-Gédéon.

Cette requête a été reçue par la Régie des Marchés Agricoles du Québec et approuvée pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, ce 13^{ième} jour de juin, 1963.

Le Président,

NOLASQUE APRIL.

*Le Secrétaire exécutif
et Conseiller juridique,*

GILLES PRÉSENT.

3366-0

Ordonnance No 62-Sp-II-A

Re: Contenance et étiquetage

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

LA RÉGIE DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2 de l'ordonnance 62-Sp-II, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 mai 1962, est modifié en ajoutant dans la troisième ligne après le mot « capacité » les mots « de six onces ».

2° L'article 3 de ladite ordonnance est modifié en remplaçant l'alinéa « c » par les suivants:

« c) le pourcentage en matière grasse du lait modifié et de la crème;

d) la quantité du produit en onces dans le cas du récipient de six onces. »

Quebec Agricultural Marketing Board

The Quebec-South Wood Producers' Syndicate

*Notice of receipt of a proposed
joint marketing plan*

A petition for a joint marketing plan has been presented by the Quebec-South wood producers' Syndicate, having its principal place of business in St. Georges, Beauce County, through a request accompanied by a duly certified copy of a resolution adopted by the board of directors of the said Syndicate authorizing the submission of such a request and approving the said proposed joint plan.

The Syndicate requests that this plan governs the marketing and sale of softwood and hardwood from woodlots, others than those of the Crown, from farmers and woodlot owners in the Quebec-South Region.

For the purposes of the present, the Quebec-South Region will include the following territory:

Beauce County: Notre-Dame des Pins, Beauceville, St. Simon les Mines, St. Joseph, Vallée Junction, Ste. Marie, St. Elzéar, Saints-Anges, St. Georges, St. Benoit, St. Victor, St. Éphrem, Ste. Clothilde, East-Broughton, St. Pierre de Broughton, St. Séverin, St. Frédéric, St. Jules, St. Alfred, St. Philibert, St. René, St. Côme, St. Théophile, St. Honoré de Shenley, St. Martin, St. Jean de la Lande.

Dorchester County: Scott Junction, Ste-Hénédine, St. Anselme, Ste. Claire, St. Malachie, St. Léon de Standon, St. Nazaire, Ste. Germaine, St. Isidore, Ste. Justine, St. Cyprien, St. Luc, St. Louis, Ste. Rose, St. Prosper, Ste. Aurélien, St. Zacharie, St. Bernard, St. Benjamin, St. Odilon de Cranbourne, St. Édouard de Frampton, Ste. Marguerite.

Frontenac County: Notre-Dame de la Guadeloupe, St. Évariste, St. Méthode, St. Antoine Daniel, St. Hilaire de Dorset, St. Martin, Courcelles, St. Vital de Lambton, St. Sébastien, St. Samuel, St. Ludger, St. Robert, St. Gédéon.

This request has been received by the Quebec Agricultural Marketing Board and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, this 13th day of June, 1963.

NOLASQUE APRIL,

President.

GILLES PRÉSENT,

*Executive Secretary,
and Legal Advisor.*

3366-0

Order No. 62-Sp-II-A

Re: Containers and labels

In the matter of section 13 of the Dairy Products Act;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 2 of Order 62-Sp-II, published in the *Quebec Official Gazette* of May 26, 1962, is modified by adding in the third line after the word "capacity" the words "of six ounces."

2. Section 3 of said Order is modified by replacing paragraph "c" by the following:

"c) the percentage of fat in the modified milk and in the cream;

d) the quantity of product in ounces in the case of the six ounce container."

3° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,
JEAN-MARIE BONIN, vice-président,
AIMÉ BOISVERT, membre,
PAUL CHARETTE, membre,
JEAN GODBOUT, membre,
MAURICE HALLÉ, membre,
JEAN-BAPTISTE LEMOINE, membre.

Certifié: GILLES PRÉSENT, secrétaire exécutif.
3366 o

3. The present Order shall come into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,
JEAN-MARIE BONIN, Vice-President,
AIMÉ BOISVERT, Member,
PAUL CHARETTE, Member,
JEAN GODBOUT, Member,
MAURICE HALLÉ, Member,
JEAN-BAPTISTE LEMOINE, Member.

Certified: GILLES PRÉSENT, Executive Secretary.
3366-o

Soumissions

Village de Disraëli Comté de Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Moïse Turcotte, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 550, avenue Jacques-Cartier, Disraëli, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juillet 1963, pour l'achat de \$33,000 d'obligations du village de Disraëli, comté de Wolfe, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 162 — \$33,000 — tel que modifié — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$33,000 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1964	\$1,500
1er août 1965	1,500
1er août 1966	1,500
1er août 1967	1,500
1er août 1968	2,000
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,000
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,500
1er août 1973	2,500
1er août 1974	2,500
1er août 1975	2,500
1er août 1976	3,000
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Disraëli, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Tenders

Village of Disraëli County of Wolfe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Moïse Turcotte, secretary-treasurer, Town Hall, 550, Jacques-Cartier Avenue, Disraëli, county of Wolfe, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 22, 1963, for the purchase of an issue of \$33,000 of bonds for the village of Disraëli, county of Wolfe, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 162 — \$33,000 — as modified — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$33,000 — 15 years

Year	Capital
August 1, 1964	\$1,500
August 1, 1965	1,500
August 1, 1966	1,500
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	2,000
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,000
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,500
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	2,500
August 1, 1975	2,500
August 1, 1976	3,000
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Disraëli, county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 juillet 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 550, avenue Jacques-Cartier, Disraëli, comté de Wolfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Disraëli, (Comté de Wolfe), ce 3 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MOÏSE TURCOTTE.

Hôtel de Ville,

550, avenue Jacques-Cartier,

C.P. 370,

Disraëli, (Wolfe), P.Q.

Téléphone: 259.

3405-a

Ville de Matane

Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-E. Dionne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 207, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juillet 1963, pour l'achat de \$140,500 d'obligations de la ville de Matane, comté de Matane, datées du 1er septembre 1963 et remboursables par séries du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 219 — \$140,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1963.

Tableau d'amortissement — \$140,500 — 10 ans

Année	Capital
1er septembre 1964.....	\$12,000
1er septembre 1965.....	12,500
1er septembre 1966.....	13,000
1er septembre 1967.....	13,500
1er septembre 1968.....	14,000
1er septembre 1969.....	14,000
1er septembre 1970.....	14,500
1er septembre 1971.....	15,000
1er septembre 1972.....	15,500
1er septembre 1973.....	16,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 550 Jacques-Cartier Avenue, Disraëli, county of Wolfe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Disraëli, (County of Wolfe), July 3, 1963.

MOÏSE TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,

550 Jacques-Cartier Avenue,

P.O. Box 370,

Disraëli, (Wolfe), P.Q.

Telephone: 259.

3405

Town of Matane

County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-E. Dionne, secretary-treasurer, Town Hall, 207 St-Jérôme St., Matane, county of Matane, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 22, 1963, for the purchase of an issue of \$140,500 of bonds for the town of Matane, county of Matane, dated September 1, 1963, and redeemable serially from September 1, 1964 to September 1, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 219 — \$140,500 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1963.

Table of redemption — \$140,500 — 10 years

Year	Capital
September 1, 1964.....	\$12,000
September 1, 1965.....	12,500
September 1, 1966.....	13,000
September 1, 1967.....	13,500
September 1, 1968.....	14,000
September 1, 1969.....	14,000
September 1, 1970.....	14,500
September 1, 1971.....	15,000
September 1, 1972.....	15,500
September 1, 1973.....	16,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday,

22 juillet 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 207, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, (Comté de Matane), ce 2 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-E. DIONNE.

Hôtel de Ville, 207, rue St-Jérôme, C.P. 1659,

Matane, (Matane), P.Q.

Téléphone: 562-1780.

3406-o

July 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 207 St-Jérôme St., Matane, county of Matane.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane, (County of Matane), July 2, 1963.

J.-E. DIONNE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 207 St-Jérôme St., P.O. Box 1659,

Matane, (Matane), P.Q.

Telephone: 562-1780.

3406

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Stoneham

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Plamondon, secrétaire-trésorier, Stoneham, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 23 juillet 1963, pour l'achat de \$97,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Stoneham, comté de Québec, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 4 juin 1963 — \$97,500 — telle que modifiée — agrandissement de l'école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$97,500 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964	x \$17,500
1er août 1965	\$ 18,500
1er août 1966	x 20,000
1er août 1967	1,500
1er août 1968	1,500
1er août 1969	1,500
1er août 1970	1,500
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,000
1er août 1973	2,000
1er août 1974	2,000
1er août 1975	2,500
1er août 1976	2,500
1er août 1977	2,500
1er août 1978	3,000
1er août 1979	3,000
1er août 1980	3,000
1er août 1981	3,500
1er août 1982	3,500
1er août 1983	4,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$58,500, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$19,500 chacun, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt, de 1964 à 1966 inclusivement.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

The school commissioners for the municipality of Stoneham

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Philippe Plamondon, secretary-treasurer, Stoneham, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 23, 1963, for the purchase of an issue of \$97,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Stoneham, county of Quebec, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 4, 1963 — \$97,500 — as modified — enlargement of the elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$97,500 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964	x \$17,500
August 1, 1965	x 18,500
August 1, 1966	x 20,000
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	1,500
August 1, 1969	1,500
August 1, 1970	1,500
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,000
August 1, 1973	2,000
August 1, 1974	2,000
August 1, 1975	2,500
August 1, 1976	2,500
August 1, 1977	2,500
August 1, 1978	3,000
August 1, 1979	3,000
August 1, 1980	3,000
August 1, 1981	3,500
August 1, 1982	3,500
August 1, 1983	4,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$58,500, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$19,500 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at part at Charlesbourg, county of Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 23 juillet 1963, à 8 heures du soir, en la salle du couvent, Stoneham, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Stoneham, (Comté de Québec), ce 3 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIPPE PLAMONDON.

Stoneham, (Québec), P. Q.
Téléphone: 849-3364.

3407-o

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité d'Orsainville**
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Larivière, 100, 2ième Avenue Est, Orsainville, comté de Québec, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 22 juillet 1963, pour l'achat de \$175,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Orsainville, comté de Québec, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 26 mars 1963 — \$175,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$175,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964.....	x \$32,500
1er août 1965.....	x 34,500
1er août 1966.....	x 36,500
1er août 1967.....	2,500
1er août 1968.....	2,500
1er août 1969.....	3,000
1er août 1970.....	3,000
1er août 1971.....	3,000
1er août 1972.....	3,500
1er août 1973.....	3,500
1er août 1974.....	4,000
1er août 1975.....	4,000
1er août 1976.....	4,500
1er août 1977.....	4,500
1er août 1978.....	5,000
1er août 1979.....	5,000
1er août 1980.....	5,500
1er août 1981.....	5,500
1er août 1982.....	6,000
1er août 1983.....	6,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$108,000, accordé par le gouvernement provincial

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, July 23, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the convent hall, Stoneham, county of Québec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Stoneham, (County of Québec), July 3, 1963.

PHILIPPE PLAMONDON,
Secretary-Treasurer.

Stoneham, (Quebec), P. Q.
Telephone: 849-3364.

3407

**The school commissioners for the
municipality of Orsainville**
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Larivière, 100, 2nd Ave. East, Orsainville, county of Québec, until 8:30 o'clock p.m., Monday July 22, 1963, for the purchase of an issue of \$175,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Orsainville, county of Québec, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated March 26, 1963 — \$175,000 — construction of an elementary school of 12 classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$175,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964.....	x \$32,500
August 1, 1965.....	x 34,500
August 1, 1966.....	x 36,500
August 1, 1967.....	2,500
August 1, 1968.....	2,500
August 1, 1969.....	3,000
August 1, 1970.....	3,000
August 1, 1971.....	3,000
August 1, 1972.....	3,500
August 1, 1973.....	3,500
August 1, 1974.....	4,000
August 1, 1975.....	4,000
August 1, 1976.....	4,500
August 1, 1977.....	4,500
August 1, 1978.....	5,000
August 1, 1979.....	5,000
August 1, 1980.....	5,500
August 1, 1981.....	5,500
August 1, 1982.....	6,000
August 1, 1983.....	6,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$108,000 granted by the Provincial Government and

et payable en trois versements de \$36,000, chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succurselles, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 juillet 1963 à 8.30 heures du soir, en l'école des garçons, 100, 2ième Avenue Est, Orsainville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Québec), ce 3 juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER LARIVIÈRE.

100, 2ième Avenue est,
Orsainville, (Québec), P.Q.
Téléphone: 623-3667.

3408-0

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de Ste-Marguerite-
du-Lac-Masson**

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mlle Félicienne Lavigne, secrétaire-trésorière, Lac Masson, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juillet 1963, pour l'achat de \$155,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1963, et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieure à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 1er mai 1963 — \$155,000, construction d'une école de 7 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$155,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964	x \$21,000
1er août 1965	x 22,500
1er août 1966	x 23,500
1er août 1967	2,000
1er août 1968	2,000
1er août 1969	2,500
1er août 1970	2,500
1er août 1971	2,500
1er août 1972	2,500
1er août 1973	3,000

payable in three instalments of \$36,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan resolution.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 22, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at the boys' school, 100, 2nd Ave. East, Orsainville, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Quebec), July 3, 1963.

ROGER LARIVIÈRE,
Secretary-Treasurer.

100, 2nd Ave. East,
Orsainville, (Quebec), P.Q.
Telephone: 623-3667.

3408

**The school commissioners for the
municipality of Ste-Marguerite-
du-Lac-Masson**

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Félicienne Lavigne, secretary-treasurer, Lac Masson, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. Monday, July 22, 1963, for the purchase of an issue of \$155,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, county of Terrebonne, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 1, 1963 — \$155,000, construction of a 7-classroom school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$155,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964	x \$21,000
August 1, 1965	x 22,500
August 1, 1966	x 23,500
August 1, 1967	2,000
August 1, 1968	2,000
August 1, 1969	2,500
August 1, 1970	2,500
August 1, 1971	2,500
August 1, 1972	2,500
August 1, 1973	3,000

1er août 1974.....	\$ 3,000
1er août 1975.....	3,000
1er août 1976.....	3,500
1er août 1977.....	3,500
1er août 1978.....	4,000
1er août 1979.....	4,000
1er août 1980.....	4,500
1er août 1981.....	4,500
1er août 1982.....	5,000
1er août 1983.....	36,000

August 1, 1974.....	\$ 3,000
August 1, 1975.....	3,000
August 1, 1976.....	3,500
August 1, 1977.....	3,500
August 1, 1978.....	4,000
August 1, 1979.....	4,000
August 1, 1980.....	4,500
August 1, 1981.....	4,500
August 1, 1982.....	5,000
August 1, 1983.....	36,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$69,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$23,000, chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 juillet 1963 à 8 heures du soir, en l'École Ste-Marguerite, Lac Masson, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste - Marguerite - du - Lac - Masson, (Comté de Terrebonne), 3 juillet 1963.

La Secrétaire-trésorière,
Mlle FABIENNE LAVIGNE.

C.P. 39,

Lac Masson, (Terrebonne), P.Q.,

Téléphone: CA-8-2042.

3409-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$69,000 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$23,000 each from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan resolution.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the school of Ste-Marguerite, Lac Masson, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, (County of Terrebonne), July 3, 1963.

MISS FABIENNE LAVIGNE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 39,

Lac Masson, (Terrebonne), P.Q.,

Telephone: CA-8-2042.

3409

Syndicats professionnels

Association des Employés de « Heatex Ltd. »

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de « Heatex Ltd. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 juin 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 780, rue St-Rémi, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3380-0 RAYMOND DOUVILLE.

Association des Employés en Coutellerie de Berthierville

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés en

Professional Syndicates

Association des Employés de «Heatex Ltd.»

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of «Association des Employés de «Heatex Ltd.», has been authorized by the Provincial Secretary on June 18, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at 780 St-Rémi street, Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, June 19, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
3380 Assistant Secretary of the Province.

Association des Employés en Coutellerie de Berthierville

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of «Association des Employés

Coutellerie de Berthierville », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 juin 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 19 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3381-o

RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Policiers de la Cité de Saint-Jérôme Inc.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Policiers de la Cité de Saint-Jérôme Inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 juin 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 25 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3382-o

RAYMOND DOUVILLE.

L'Association Professionnelle des Techniciens des Eaux du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Professionnelle des Techniciens des Eaux du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 juin 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Candiac, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3383-o

RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 19 juin 1963, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe », dont la constitution avait été autorisée le 3 février 1944, avec siège social à St-Hyacinthe, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a, de la Loi des syndicats professionnels (S. R. Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 26 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

3384-o

RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 6 juin 1963, autorisé le changement de nom du « Syndicat des Employés de Dennison Mfg., Co. Ltd. », dont la constitution a été autorisée le 5 juin 1952, et dont le siège social est situé à Drummondville, en celui de « Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited », et ce, conformé-

en Coutellerie de Berthierville", has been authorized by the Provincial Secretary on June 18, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Berthierville, judicial district of Joliette.

Quebec, June 19, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

3381

Assistant Secretary of the Province.

L'Association des Policiers de la Cité de Saint-Jérôme Inc.

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Policiers de la Cité de Saint-Jérôme Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on June 21, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Quebec, June 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

3382

Assistant Secretary of the Province.

L'Association Professionnelle des Techniciens des Eaux du Québec

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Professionnelle des Techniciens des Eaux du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on June 18, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Candiac, judicial district of Montreal.

Quebec, June 19, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

3383

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 19, 1963, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe", whose incorporation was authorized on February 3, 1944, with head office at St-Hyacinthe, pursuant to the provisions of section 20a, of the Professional Syndicates' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Quebec, June 26, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

3384

Assistant Secretary of the Province.

Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 6, 1963, authorized the change of name of "Syndicat des Employés de Dennison Mfg., Co. Ltd.", the incorporation of which was authorized on June 5, 1952, and whose head office is situated at Drummondville, into that of "Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada,

ment aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 14 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3393-o RAYMOND DOUVILLE.

Limited", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Québec, June 14, 1963.

3393 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Vente — Loi de faillite

Léon Ouellet & Fernand Nadeau

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 90-F, dans l'affaire de la faillite de: Léon Ouellet & Fernand Nadeau, boulangers, faisant affaires ensemble à Sully, comté de Témiscouata sous la raison sociale de « Boulangerie Ouellet & Nadeau Enr. » débiteurs;

Avis est par les présentes donné que MERCREDI le SEPTIÈME (7ème) jour d'AOÛT 1963 à TROIS (3) heures de l'après-midi sera vendu par encan public, à la porte de l'église de Sully, comté de Témiscouata, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain ou emplacement mesurant une largeur de cent pieds sur le chemin public, sur une profondeur de cent cinquante pieds, borné au nord-est au chemin public, au sud-est à Charles Michaud, au sud-ouest à Henri Labrecque et au nord-ouest à Sévère Théberge, lequel terrain fait partie du lot numéro trente-six-D (P. de 36-D) du cadastre officiel du canton d'Estcourt, dans le Troisième Rang, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance

À la réserve des droits appartenant à Québec Power Company pour le passage de sa ligne de transmission électrique, suivant servitude enregistrée sous le numéro 100,565. »

Le tout sans machinerie, outillage ou accessoire.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant:

Québec, 2 juillet 1963.

Les Syndics

RENÉ LEFAIVRE, & BENOIT SYLVAIN,
111, Côte de la Montagne, 54, de la Cathédrale,
Québec. Rimouski.
3402-27-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Léon Ouellet & Fernand Nadeau

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court (in bankruptcy) No. 90-F, in the matter of bankruptcy of: Léon Ouellet & Fernand Nadeau, bakers, carrying on business together at Sully, county of Témiscouata, under the style of "Boulangerie Ouellet & Nadeau Enr." debtors;

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH (7th) day of AUGUST, 1963, at THREE (3) o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the church door of Sully, county of Temiscouata, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A lot of land or emplacement measuring a width of one hundred feet on the public road, by a depth of one hundred and fifty feet, bounded on the northeast by the public road, on the southeast, by Charles Michaud, on the southwest, by Henri Labrecque and on the northwest, by Sévère Théberge, which lot of land forms part of lot number thirty-six-D (pt. of 36-D) on the official cadaster of the township of Estcourt, in the Third Range, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

With the reserve of the rights belonging to the Quebec Power Company for the passing of its electric power line in accordance with servitude registered under number 100,565."

The whole without machinery, equipment or accessory.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents and church distributions which may exist as well as subject to the active and passive servitudes which may exist.

Deeds and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the Civil Code of Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of payment: cash.

Québec, July 2, 1963.

RENÉ LEFAIVRE, & BENOIT SYLVAIN,
111 Mountain Hill, 54 de la Cathédrale,
Québec. Rimouski.

Trustees

3402-27-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { PIONER CAFETERIA
No 15-442. { FEEDS LIMITED, cor-
poration légalement consti-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { PIONER CAFETERIA
No. 15-442. { FEEDS LIMITED, bo-
dy legally incorporated, hav-

tuée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* MOÏSE CHARPENTIER, de la municipalité de l'Avenir, dans le district d'Arthabaska, défendeur.

1° Les lots officiels numéros quarante-cinq et quarante-six du cadastre du canton de Durham:

2° Le lot officiel numéro cinquante du cadastre du canton de Durham, comté de Drummond, lequel lot est sujet, cependant au droit de passage No 116551 de la Compagnie « Southern Canada Power Co. Ltd »;

3° Le lot officiel numéro cent soixante-cinq du cadastre du canton de Durham, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits terrains;

4° Une terre située à l'Avenir connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Durham comme étant le lot numéro quarante-neuf, à distance une demie acre de profondeur sur la largeur dudit lot et étant l'extrémité nord-est d'icelui, cette partie du lot 49 présentement décrite et hypothéquée étant bornée au nord-est par le résidu du lot 49, tel résidu du lot 49 appartenant à Laurent Bisailon, en profondeur, au sud-ouest, par le lot 50, appartenant au débiteur, d'un côté au sud-est, par le lot 51 appartenant à Laurent Bisailon et de l'autre côté, au nord-ouest par les lots 46 et 47 dudit cadastre;

5° Une portion de terre, de forme irrégulière, à prendre dans la limite sud-est du lot ci-dessous désigné, mesurant en front, au nord-est, au plus un arpent de largeur, et à l'autre extrémité, au sud-ouest, approximativement deux arpents par toute la profondeur du lot, soit une profondeur d'environ seize arpents, bornée en front au nord-est, par le chemin du deuxième rang, en profondeur, au sud-ouest, par Moïse Charpentier (lot 46), d'un côté, au sud-est, par Laurent Bisailon, (48 et ptie 49), et de l'autre côté jusqu'à la clôture séparant l'emplacement présentement décrit et hypothéqué du résidu dudit lot continuant à appartenir à M. Hervé Morin, la susdite portion de terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Durham comme étant partie du lot numéro quarante-sept (Ptie 47), lequel susdit lot 47 est sujet (a) au droit de passage No 119,044 de la Compagnie « Southern Canada Power Co. Ltd. », pour ses lignes de transmission de l'énergie électrique; (b) aux bancs de gravier vendus par actes enregistrés en ce bureau sous les Nos 138696 et 141294.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Avenir, comté de Drummond, SAMEDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1963 à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif d'Arthabaska,

Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.
Arthabaska, 17 janvier 1963. 3198-24-2-0

ing its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MOÏSE CHARPENTIER, of the municipality of l'Avenir, in the district of Arthabaska, defendant.

1. The official lots number forty-five and forty-six in the cadaster of the township of Durnham;

2. Official lot number fifty in the cadaster of the township of Durham, county of Drummond, which lot is subject, however, to right-of-way No. 116551 in favor of "Southern Canada Power Co. Ltd";

3. Official lot number, one hundred and sixty-five in the cadaster of the township of Durham, county of Drummond, with all the buildings erected on above-mentioned lots;

4. A farm situated in l'Avenir, known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Durham as being lot number forty-nine; to be withdrawn is one-half acre in depth by the width of said lot and being the north-east extremity of the same; this part of lot 49 presently described and mortgaged, being bounded on the north-east by the remainder of lot 49, such remainder of lot 49 belonging to Laurent Bisailon, in depth, on the south-west, by lot 50, belonging to the debtor, on one side, on the south-east, by lot 51 belonging to Laurent Bisailon and on the other side, on the north-west by lots 46 and 47 in said cadaster;

5. A piece of land, irregular in shape, to be taken from within the south-east boundary of the lot designated below, measuring in front on the north-east, not more than an arpent in width, and on the other extremity, on the south-west, approximately two arpents by the entire depth of the lot, that is, a depth of approximately sixteen arpents, bounded in front, on the north-east by the road of the second range, in depth, on the south-west, by the land belonging to Moïse Charpentier (lot 46), on one side, on the south-east, by the land of Laurent Bisailon (48 and P. 49) and on the other side as far as the fence separating the emplacement presently described and mortgaged from the remainder of said lot, still belonging to Mr. Hervé Morin, the above-mentioned piece of land known and designated in the official plan and book and reference for the cadaster of the township of Durham as being part of lot number forty-seven (P. 47), which above-mentioned lot 47 is subject (a) to a right-of-way No. 119,044 in favor of "Southern Canada Power Co. Ltd", for its lines for the transmission of electric energy; (b) to gravel pits sold by deeds registered in this office under Nos. 138696 and 141294.

To be sold at the parochial church door of l'Avenir, county of Drummond, on SATURDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1963, at ONE o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,

Sheriff's Office, Sheriff of Arthabaska.
Arthabaska, January 17, 1963. 3198-24-2-0

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { GILLES GUÉRIN, ca-
No 6183. { mionneur, des cité et
district de Montréal, *vs* HEC-
TOR CHARETTE de Melocheville, comté et
district de Beauharnois.

À savoir: a) « D'une part, un lot vacant situé au Buisson à Melocheville, comté et district de

Fieri Facias

District of Beauharnois

Superior Court, { GILLES GUÉRIN, truck-
No. 6183. { er, of the city and dis-
trict of Montreal *vs* HECTOR
CHARETTE, of Melocheville, county and dis-
trict of Beauharnois.

To wit: a) "On the one part, a vacant lot situated at Buisson in Melocheville, county and

Beauharnois, connu et désigné sous le numéro 38, de la subdivision du lot originaire numéro 391, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément (lot No 391-38), comté et district de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur, par 90 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et 111 pieds de profondeur dans la ligne nord-est, mesure anglaise;

b) d'autres part, un emplacement situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, portant le numéro civique un (1) de la rue Roy, connu et désigné sous le numéro 36, de la subdivision officielle du lot originaire numéro 391 (ptie. No 391-36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément, comté de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, Notre-Dame de la Paix, à Melocheville, district de Beauharnois, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Valleyfield, le 10 juin 1963 3219-24-2-0
[Première insertion, le 15 juin 1963]

district of Beauharnois, known and designated under number 38, of the subdivision of original lot number 391, on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Clément (lot No. 391-38), county and district of Beauharnois, measuring 50 feet in width, by 90 feet in depth in the southwest line and 111 feet in depth in the northeast line, English measure;

b) on the other hand, an emplacement situated at Buisson in Melocheville, county and district of Beauharnois, bearing civic number one (1) on Roy Street, known and designated under number 36 of the official subdivision of the original lot number 391 (Pt. No. 391-36) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Clément, county of Beauharnois, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, English measure. With buildings thereon erected circumstances and dependencies, as to be found presently, with the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold at the parochial church door, Notre-Dame de la Paix, at Melocheville, district of Beauharnois, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, June 10, 1963. 3219-24-2
[First insertion, June 15, 1963]

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { EMILE PARENT, cultiva-
No 1457. { teur, domicilié à Thurso,
district de Hull, demandeur,
vs JEAN JACQUES ROBINSON, des mêmes
lieux, défendeur.

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 1-C, rang trois, du Gore du canton de Lochaber, contenant environ 100 acres en superficie tel qu'il existe actuellement avec toutes les bâtisses ».

Pour être vendu à la porte de l'église St. Jean l'Évangéliste, à Thurso, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET, 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
ce 10 juin, 1963. 3190-24-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 22,756-A. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, demandeur, requérant,
vs ADRIEN BOSSÉ, défendeur, intimé.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants.

« Le lot numéro trois (3) des terres dites du « reste » situé en la paroisse de St-Eusèbe, entre les quatrième et sixième rangs de la Seigneurie du Lac Témiscouata, et la Rivière Madawaska, sur le plan partiel de ladite Seigneurie, dressé par l'arpenteur J. Évariste St-Pierre, en date du 8

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { EMILE PARENT, farmer,
No. 1457. { domiciled at Thurso,
district of Hull, plaintiff, vs
JEAN JACQUES ROBINSON, of the same
place, defendant.

«Lot of land known and designated under number 1-C, range three, of du Gore of the township of Lochaber, containing about 100 acres in area as it presently exists with all the buildings".

To be sold at the door of the St-Jean l'Évangéliste church, at Thurso, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
this June 10, 1963. 3190-24-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 22,756-A. { BUREAU, plaintiff, pe-
titioner, vs ADRIEN BOSSÉ,
defendant, respondent.

To be sold (en bloc) the following immoveables.

«Lot number three (3) of the farms said the "remainder" situated in the parish of St-Eusèbe, between the fourth and sixth ranges of the Seigniorie of Lake Témiscouata, and the Madawaska River, on the partial plan of the said Seigniorie prepared by the surveyor J. Évariste

octobre 1874, au sud-est de la route de l'église de Notre-Dame du Lac, ledit lot de forme irrégulière, contenant cent vingt-cinq arpents et cinq perches en superficie, borné au nord-est à Laurier Côté, au sud-ouest à Gilles Dubé, au nord-ouest à la route conduisant à Notre-Dame du Lac, et au sud-est au lot numéro un du cinquième rang de la Seigneurie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

« Sauf à distraire: une parcelle de terrain d'une superficie de cinquante-huit millièmes (0.058) d'arpent carré, plus ou moins, mesure anglaise, vendue au Ministère de la Voirie pour l'élargissement de la route conduisant à Notre-Dame du Lac. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Eusèbe, comté de Témiscouata, le TREIZIÈME (13e) jour d'AOUT 1963, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 2 juillet 1963. 3403-27-2-o
[Première insertion le 6 juillet 1963]

St-Pierre, dated October 8, 1874, on the south-east of the church road of Notre-Dame du Lac, the said lot of irregular form, containing one hundred and twenty-five arpents and five rods in area, bounded on the northeast by Laurier Côté, on the southwest, by Gilles Dubé, on the northwest by the road leading to Notre-Dame du Lac, and on the southeast by lot number one of the fifth range of the Seigniorie, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

"To withdraw however: a parcel of land of an area of fifty-eight thousandths (0.058) of a square arpent, more or less, English measure, sold to the Department of Roads for the widening of the road leading to Notre-Dame du Lac."

To be sold at the church door of St-Eusèbe, county of Témiscouata, on the THIRTEENTH (13th) day of AUGUST, 1963, at THREE o'clock (3) in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, Sheriff.
July 2, 1963. 3403-27-2
[First insertion on July 6, 1963]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CRÉDIT CENTRAL
No 545545. INC., demanderesse
vs YVES COSSETTE, dé-

fendeur.

Des lots de terre situés en la paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds, connus et désignés sous les numéros sept, huit, cent soixante et onze, deux cent soixante-sept, deux cent soixante-huit, deux cent soixante-neuf, deux cent soixante-dix, et deux cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294-7, 8, 171, 267, 268, 269, 270 et 271) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, ledit numéro sept (294-7) ayant front sur la 18e avenue et la 16e rue à Roxboro, ledit numéro huit (294-8) ayant front sur la 17e avenue et la 16e rue, lesdits numéros cent soixante et onze, deux cent soixante-sept, deux cent soixante-huit, deux cent soixante-neuf, deux cent soixante-dix et deux cent soixante et onze (294-171, 267, 268, 269, 270 et 271) ayant front sur la 16e rue à Roxboro.

Un lot de terre, situé en la paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294-193) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour du mois d'AOUT 1963, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Montréal, le 2 juillet 1963. L. P. CAISSE, C.R.
3404-27-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, { LE MAGASIN DES CUL-
No 2774. TIVATEURS LTÉE,
corporation légalement cons-

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit: { CRÉDIT CENTRAL
No. 545545. INC., plaintiff, vs
YVES COSSETTE, defen-

dant.

Lots of land situated in the parish of Ste-Geneviève de Pierrefonds, known and designated under the numbers seven, eight, one hundred and seventy-one, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine, two hundred and seventy, and two hundred and seventy-one in the official subdivision of original lot number two hundred and ninety-four (294-7, 8, 171, 267, 268, 269, 270 and 271) in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève, said number seven (294-7) having frontage on 18th Avenue and 16th Street in Roxboro; said number eight (294-8) having frontage on 17th Avenue and 16th Street; said numbers one hundred and seventy-one, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine, two hundred and seventy and two hundred and seventy-one (294-171, 267, 268, 269, 270 and 271) having frontage on 16th Street in Roxboro.

Lot of land situated in the parish of Ste-Geneviève de Pierrefonds, known and designated under number one hundred and ninety-three in the official subdivision of original lot number two hundred and ninety-four (294-193) in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Q.C.,
Montreal, July 2, 1963. Sheriff.
3404-27-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Québec
District of Nicolet

Superior Court, { LE MAGASIN DES CUL-
No. 2774. TIVATEURS LTÉE,
legally incorporated corpora-

tituée, ayant son siège social à Victoriaville, demandeur; vs M. RAOUL BARABÉ, de Ste-Sophie de Lévrard, défendeur.

a) « Une terre située sur le sixième rang de la Seigneurie de Lévrard, de deux arpents, et trois quart de front, sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Pierre Les Becquets, comprenant aussi Ste-Sophie de Lévrard, comme étant l'arpent nord-est du lot numéro six cent quinze (P. 615) et le lot numéro six cent seize (616), et bornée comme suit; en front par le sixième rang de ladite Seigneurie, en profondeur par le septième rang, du côté nord-est à Albert Trotter, et au sud-ouest à Fidèle Baril, avec toutes les bâtisses dessus construites.

b) « Une terre située sur le cinquième rang de la Seigneurie de Lévrard, à Ste-Sophie de Lévrard, connue et désignée comme étant la partie latérale sud-ouest du lot numéro cinq cent quarante-six (P. 546) du cadastre de St-Pierre Les Becquets, comprenant la paroisse de Ste-Sophie de Lévrard, contenant un arpent de largeur sur environ dix-huit arpents de profondeur, soit à partir du cordon du cinquième rang jusqu'à un ruisseau, bornée à un bout au nord-ouest au chemin du cinquième rang, à l'autre bout au sud-est à la balance du terrain étant la propriété du vendeur, d'un côté au nord-est au terrain de Raymond Fournier, et de l'autre côté au sud-ouest à celui de Clément Fournier, avec grange dessus construite. »

Pour être vendu (séparément) à la porte de l'église paroissiale de Ste-Sophie de Lévrard, le SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 28 juin 1963. 3397-27-2-0

Le Shérif,

ANTONIO BLONDIN.

3397-27-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA MUTUELLE DES EMPLOYÉS CIVILS, corporation légale ayant son siège social à Québec, contre ROBERT PAQUET, 796, rue des Frères Est, Québec.

1° Les lots numéros trois cent soixante-sept et trois cent soixant huit (367 et 368) subdivisions du lot originaire cinq cent soixante-six (566) au cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro cent cinquante-six (156) subdivision du lot originaire sept cent vingt-deux (722) au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Pour être vendus à mon bureau au Palais de Justice, à Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, c.r.
Québec, le 12 juin 1963. 3220-24-2-0

[Première insertion: 15 juin 1963]

[Deuxième insertion: 6 juillet 1963]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaire en les cité et district de Québec, aux droits de La Commission

tion having its head office at Victoriaville, plaintiff; vs Mr. RAOUL BARABÉ, of Ste-Sophie de Lévrard, defendant.

a) "A farm situated on the sixth range of the Seigneurie of Lévrard, two arpents and three quarters in front, by thirty arpents in depth, more or less, known and designated on the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of St-Pierre Les Becquets, including also Ste-Sophie de Lévrard, as being the northeast arpent of lot number six hundred and fifteen (Pt. 615) and lot number six hundred and sixteen (616), and bounded as follows; in front, on the sixth range of the said Seigneurie, in depth, by the seventh range, on the northeast side by Albert Trotter, and on the southwest, by Fidèle Baril, with all the buildings thereon erected.

b) "A farm situated on the fifth range in the Seigneurie of Lévrard, at Ste-Sophie de Lévrard, known and designated as being the lateral part southwest of lot number five hundred and forty-six (Pt. 546) in the cadaster of St-Pierre Les Becquets, including the parish of Ste-Sophie de Lévrard, including an arpent in width by about eighteen arpents in depth, that is starting from the cordon of the fifth range up to a brook, at one end by the northwest of the road of the fifth range, bounded on the other end on the southeast, by the remainder of the lot of land being the property of the vendor, on one side on the northeast by the lot of land of Raymond Fournier, and on the other side, on the southwest, by that of Clément Fournier, with barn thereon erected."

To be sold separately at the parochial church door of Ste-Sophie de Lévrard, on the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTONIO BLONDIN, Sheriff.
Nicolet, June 28, 1963. 3397-27-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { LA MUTUELLE DES EMPLOYÉS CIVILS, legal corporation having its head office in Québec, versus ROBERT PAQUET, 796 Des Frères St., East, Québec.

1. Lots numbers three hundred and sixty-seven and three hundred and sixty-eight (367 and 368) subdivisions of original lot five hundred and sixty-six (566) in the official cadaster of the parish of St-Roch North. With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. Lot number one hundred and fifty-six (156) subdivision of original lot seven hundred and twenty-two (722) in the official cadaster of the parish of Charlesbourg.

To be sold at my office in the Court House, in Québec, on the NINETEENTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, q.c.,

Sheriff's Office, ANTONIO BLONDIN, Sheriff.
Québec, June 12, 1963. 3220-24-2

[First insertion: June 15, 1963]

[Second insertion: July 6, 1963]

Fieri Facias

Québec, to wit: { LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, body legally incorporated, having a place of business in the city and district of Québec, in the rights of La Commission du

du Prêt Agricole Canadien, incorporé par la loi Fédérale, contre SUCCESSION ALFRED MORISSETTE, a/s Mlle Thérèse Morissette, domiciliée et résidant à Portneuf, district de Québec.

« a) Les lots numéros cent soixante-quatre, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingts, et cent quatre-vingt-deux, (Nos. 164, 179, 180 et 182) selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf.

Sujet le numéro cent soixante-quatre (164) ci-dessus, à une vente de coupe de bois en faveur de J.-Arthur Frénette, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf, sous le numéro 108,085.

Sujets les lots numéros cent soixante-quatre et cent quatre-vingt-deux (164) et 182) ci-dessus, à une servitude pour ligne de téléphone en faveur de Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré au susdit Bureau d'enregistrement, sous le numéro 114,819.

À distraire du lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) ci-dessus, la partie vendue à Joseph Morissette et Yvanhoe Gaudet, à Alphonse Piché, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 87,971.

b) Un lopin de terre à distraire de l'extrémité Nord-Ouest des terres du premier rang, ayant trois arpents de largeur sur environ neuf à dix arpents de profondeur, sans aucune garantie de mesure précise, borné en front au sud-est à un ruisseau bien connu des parties, en profondeur au nord-ouest à la ligne qui sépare les premier et second rangs, joignant au nord-est à Célestin Gauthier et au sud-ouest à l'acheteur (Adolphe Morissette). Ce lopin de terre est une partie à prendre à l'extrémité nord-ouest du numéro cent soixante-deux (162), selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf.

c.1) Un lot de terre situé au premier rang de Cap-Santé, ayant un demi arpent de front, sur environ trente-quatre arpents de profondeur, borné au sud au chemin, au nord à la profondeur, au nord-est à Jean Morissette, et au lot ci-après décrit, et au sud-ouest à Victor Thibaudeau;

c.2) Deux lots de terre situés au premier rang de Cap Santé, ayant deux arpents de front sur cinq arpents de profondeur, non comprise la côte, et au bout de quatre cent cinquante pas, ce lot reprend sa largeur de deux arpents sur encore cinq de profondeur, bornés au sud au chemin public, au nord à J. Bte Morissette, et au nord-est à Victor Thibaudeau et au sud-ouest au lot en premier lieu décrit et à F. X. Marcotte. L'immeuble décrit au paragraphe c.1., ci-dessus, est une partie du lot numéro cent soixante-dix (P. 170), et celui décrit en second lieu, soit, dans c.2, est une partie du lot numéro cent soixante-neuf (P. 169) selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf.

Sujets lesdits lots cent soixante-neuf et cent soixante-dix (169 et 170) aux servitudes pour la ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant actes enregistrés.

Sujets les susdits lots cent soixante-neuf et cent soixante-dix (169 et 170) à une servitude pour ligne de téléphone en faveur de Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré

Prêt Agricole Canadien, incorporated by Federal law, versus THE ESTATE OF ALFRED MORISSETTE, c/o Miss Thérèse Morissette, domiciled and residing at Portneuf, district of Quebec.

“a) Lots numbers one hundred and sixty-four, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-two (Nos. 164, 179, 180 and 182) according to the official cadaster for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf.

Number one hundred and sixty-four (164) mentioned above, subject to a sale of timber-cutting rights in favour of J.-Arthur Frénette, according to a deed registered in the Registry Office of the county of Portneuf, under number 108,085.

Lots numbers one hundred and sixty-four and one hundred and eighty-two (164 and 182) mentioned above, subject to a servitude for a telephone line in favour of the Bell Telephone Co. of Canada, according to a deed registered in the aforementioned Registry Office, under number 114,819.

To be withdrawn from lot one hundred and eighty-two (182) mentioned above, is the part sold to Joseph Morissette and Yvanhoe Gaudet, to Alphonse Piché, according to a deed registered in the aforementioned Registry Office under number 87,971.

b) A strip of land to be withdrawn from the northwest extremity of the farms on the first range, measuring three arpents in width by approximately nine to ten arpents in depth, without any guarantee of exact measure, bounded in front on the outeast by a brook well-known in these parts, in depth, on the northwest, by the line which separates the first and second ranges, joining, on the northeast, the land of Célestin Gauthier and on the southwest to that of the purchaser (Adolphe Morissette). This strip of land is a part to be taken from the northwest end of number one hundred and sixty-two (162), according to the official cadaster for the parish of Cap Santé, county of Portneuf.

c.1) A lot of land situated on range one in Cap-Santé, measuring one-half arpent in front, by approximately thirty-four arpents in depth, bounded on the south by a road, on the north, by the depth, on the northeast by Jean Morissette, and by the lot hereinafter described, and on the southwest by Victor Thibaudeau;

c. 2) Two lots of land situated on range one in Cap-Santé, measuring two arpents in front by five arpents in depth, not including the hill, and at the end of four hundred and fifty steps, regains its width of two arpents by five in depth, bounded on the south by the public road, on the north by J. Bte Morissette, and on the northeast by Victor Thibaudeau, and on the southwest by the lot described in the first place, and by F. X. Marcotte. The immoveable described in paragraph c.1, above, is a part of lot number one hundred and seventy (P. 170), and the one described in the second place, that is, in paragraph c.2, is a part of lot number one hundred and sixty-nine (P. 169), according to the official cadaster for the parish of Cap Santé, county of Portneuf.

The said lots one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy (169 and 170) are subject to servitudes for electric transmission lines in favour of The Shawinigan Water & Power Co., according to deeds registered.

The said lots one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy (169 and 170) are subject to a servitude for a telephone line in favour of the Bell Telephone Co. of Canada,

au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 114-819.

Sujets, encore les mêmes susdits lots, à une servitude de passage en faveur de Ph. Frenette, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 130-741.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap-Santé, comté de Portneuf, le NEUVIÈME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 28 juin 1963. 3387-27-2-0

[Première insertion: 6 juillet 1963]

[Deuxième insertion: 27 juillet 1963]

according to a deed registered in the above-mentioned Registry Office, under number 114-819.

The same above-mentioned lots are also subject to a servitude of right of way in favour of Ph. Frenette, according to a deed registered in the above-mentioned Registry Office, under number 130-741.

The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.»

To be sold at the church door of Cap-Santé, county of Portneuf, on the NINTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 28, 1963. 3387-27-2-0

[First insertion: July 6, 1963]

[Second insertion: July 27, 1963]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, { PENNY UP MER-
No 8515. CHANDISE CO.

LIMITED, corps politi-

que et incorporé ayant sa principale place d'affaire dans les cité et district de Montréal, et faisant affaires aussi sous le nom de « Guarantee Sales Co. », demandeur, vs ARTHUR LAMIRANDE, cultivateur et journalier d'Évain dans le district de Rouyn-Noranda, mais actuellement à Ottawa, dans la province d'Ontario, mais ayant des biens à Évain susdit; défendeur.

Les droits que peut avoir et prétendre le défendeur Arthur Lamirande sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le canton de Boischatel, comme étant le No 46 dans le rang 10, canton de Boischatel, dans le district de Rouyn-Noranda, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, lot ayant une superficie de 98 acres plus ou moins.»

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard de Boischatel à Évain, LUNDI, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1963 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, le 8 juin 1963. 3191-24-2-0

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, { PENNY UP MER-
No. 8515. CHANDISE CO.

LIMITED, body politi-

and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, and also carrying on business under the name of "Guarantee Sales Co.", plaintiff, vs ARTHUR LAMIRANDE, farmer and labourer of Évain in the district of Rouyn-Noranda, but presently in Ottawa, in the Province of Ontario, but having property in above-mentioned Évain, defendant.

The rights which the defendant, Arthur Lamirande, may have or claims to have on lot of land known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Boischatel, as being No. 46 on range 10, township of Boischatel, in the district of Rouyn-Noranda, with the buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies; the lot has an area of 98 acres more or less.»

To be sold at the Church door of St-Bernard de Boischatel in Évain, on MONDAY, the FIFTEENTH day of JULY, 1963, at THREE o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, June 8, 1963. 3191-24-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec

District de Saguenay

Cour Supérieure, { J. B. CARRIER, commer-
No 9736. cant, demeurant à 23

rue Bergeron, Matane, de-

mandeur; vs GUY MONTREUIL, anciennement demeurant à Sept-Iles, et actuellement à Ste-Anne de la Pérade, P.Q., défendeur.

« Les lots 34-4-F-1 (trente-quatre-quatre-F-un) et 34-4-F-2 (trente-quatre-quatre-F-deux), rang 1 (un), aux plan et livre de renvoi, au cadastre officiel pour le village de Sept-Iles, Canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Sept-Iles, à Sept-Iles, comté de Duplessis, ce SEPTIÈME jour d'AOUT 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
La Malbaie, ELZÉAR VILLENEUVE.
le 28 juin 1963. 3398-27-2-0

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec

District of Saguenay

Superior Court, { J. B. CARRIER, tradesman,
No. 9736. residing at 23 Bergeron

St., Matane, plaintiff; vs GUY

MONTREUIL, formerly residing at Sept-Iles, and presently at Ste-Anne de la Pérade, P.Q., defendant.

«Lots 34-4-F-1 (thirty-four-four-F-one) and 34-4-F-2 (thirty-four-four-F-two), range 1 (one), on the official plan and in the book of reference for the village of Sept-Iles, township Letellier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.»

To be sold at the door of the parish church of St-Joseph of Sept-Iles, county of Duplessis, this SEVENTH day of AUGUST, 1963 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ELZÉAR VILLENEUVE,
La Malbaie, Sheriff.
June 28, 1963. 3398-27-2

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { CYPRIEN DEVOST, ren-
No 22,173. tier, domicilié à 2279,
rue Panet, cité de Montréal,
district de Montréal, demandeur, vs EMILIE
LANDRY, marchand, domicilié à Natashquan,
district de Saguenay, (comté de Duplessis),
défendeur.

« Un lot de figure irrégulière, formant partie du lot No 13 de l'arpentage primitif, borné vers le sud-est par le lot No 13B, vers le sud-ouest par la partie non subdivisée de ce canton-ci, vers le nord-ouest et le nord-est par le lot No 36B; mesurant trois chaînes et quatre-vingt-cinq mailles au nord-est, deux chaînes et quatre-vingt-cinq mailles au sud-est, quatre chaînes et quatre-vingt-dix mailles au sud-ouest, deux chaînes et soixante-quinze mailles au nord-ouest; contenant en superficie un acre et dix-sept centièmes (1.17). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Natashquan, à Natashquan, le HUITIÈME jour d'AOUT 1963, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.
La Malbaie, le 28 juin 1963. 3399-27-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { CYPRIEN DEVOST, an-
No. 22,173. nuitant, domiciled at
2279 Panet Street, city of
Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs
EMILIE LANDRY, merchant, domiciled at
Natashquan, district of Saguenay, (county of
Duplessis), defendant.

"A lot of irregular figure, forming part of lot No. 13 of the original survey, bounded on the southeast by lot No. 13B, on the southwest by the undivided part of this township, on the northwest and northeast by lot No. 36B; measuring three chains and eighty-five links on the northeast, two chains and eighty-five links on the southeast, four chains and ninety links on the southwest, two chains and seventy-five links on the northwest; containing in area one acre and seventeen one/hundredths (1.17). With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parish church of Natashquan, at Natashquan, on the EIGHT day of AUGUST, 1963, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,

Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, June 28, 1963. 3399-27-2

Ventes pour taxes

Ville de Richmond

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Richmond, seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville de ladite ville de Richmond, le ONZIÈME jour du mois de JUILLET, 1963, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payées avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Town of Richmond

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Richmond that the following properties hereafter designed and situated within the limits of the town of Richmond, will be sold by public auction at the office of the council, at the Town Hall in the said town of Richmond, the ELEVENTH day of the month of JULY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon, (advanced time) to satisfy the payment of the municipal and school taxes and other impositions and costs incurred by the sale, unless these taxes and other impositions and costs be paid before the sale, to wit:

Noms Names	Description	Taxes etc.
Côté, Marie-Anne, Mme-Mrs. Albert Vertefeuille.....	Lot numéro trois cent trente-six (336) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond.— Lot number three hundred and thirty-six 336) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.....	\$ 247.52
Merrill, Arthur E.....	Lot numéro deux cent vingt-quatre (224) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond.— Lot number two hundred and twenty-four (224) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.....	302.43
Merrill, Arthur E.....	Lot numéro deux cent seize - quatre-vingt-un, deux cent seize - quatre-vingt-deux moins partie (216-81 et 216-82 moins partie) des plans et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Richmond.— Lot number two hundred and sixteen dash eighty-two less part (216-81 and 216-82 less part) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.....	569.64
Cameron, Roger.....	Lot numéro deux cent dix-sept - quarante-huit, moins partie, deux cent dix-sept - quarante-sept - deux, moins partie, deux cent dix-sept - soixante et un - deux, moins parties, deux cent dix-sept - soixante moins partie (217-48, 217-47-2, 217-61-2, 217-60) des plans et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Richmond.— Lot number two hundred and seventeen dash forty-eight, less part, two hundred and seventeen dash forty-seven dash two less part, two hundred and seventeen dash sixty-one dash two less parts, two hundred and seventeen dash sixty less part (217-48, 217-47-2, 217-61-2, 217-60) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.....	671.26

Noms — Names	Description	Taxes etc.
Dyson & Armstrong Ltd., sous promesse de vente—under promise of sale to Roger Cameron.	Lot numéro deux cent soixante-dix - deux et deux cent soixante-douze - deux moins partie, (270-2 et 272-2 moins partie) des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Richmond.— Lot number two hundred and seventy dash two and two hundred and seventy-two dash two less part. (270-2 and 272-2 less part) on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.	\$ 965.28
Succ.-est. Achille Mercure sous promesse de vente à—under promise of sale to Roger Cameron.....	Lot numéro deux cent soixante-dix, sub. div. un, deux cent soixante-huit, sub. div. deux, deux cent soixante-onze, sub. div. un, deux cent soixante-douze, sub. div. un (270-2, 268-2, 271-1, 272-1) des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Richmond.— Lot numbers two hundred and seventy, sub. div. one, two hundred and sixty-eight, sub. div. two, two hundred and seventy-one, sub. div. one, two hundred and seventy-two, sub. div. one (270-1, 268-2, 271-1, 272-1), on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond.	1,841.28
Moise Saab Rahal.....	Lot numéro deux cent soixante-dix-sept sub. div. deux des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond (277-2).— Lot number two hundred and seventy-seven sub., div. two on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond (277-2).	705.70
Moise Saab Rahal.....	Lot numéro trois cent trois « A » moins partie des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond (303-A).— Lot number three hundred and three "A" less part on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond (303-A).	948.93

Donné à Richmond, Qué., ce vingtième jour du mois de juin, mil neuf cent soixante-trois.

*Le Secrétaire-trésorier
de la ville de Richmond,*

3323-26-2-o

G. MARVEAU ALEXANDER.

Given at Richmond, Que., this twentieth day of June, one thousand nine hundred and sixty-three

G. MARVEAU ALEXANDER,
*Secretary-Treasurer
of the town of Richmond.*

3323-26-2-o

**Corporation municipale de
Montauban-les-Mines**

Avis est par les présentes donné que, VENDREDI le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1963, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de Montauban-les-Mines, Portneuf, un terrain ci-après décrit à savoir.

Un terrain situé sur le lot quarante (40) du deuxième rang du canton Montauban, du cadastre officiel. Une partie de ce lot mesurant un (1) acre de largeur, sur une profondeur de sept (7) acres, borné à l'ouest au chemin public, au nord et à l'est au lot quarante (40), appartenant à Georges Frenette, et au sud à Rosaire Gingras, sur le même lot.

Exception faite du terrain et bâtisses appartenant à M. Henri Gosselin, inclus dans le même terrain, mesurant cinquante (50) pieds de large, au chemin public, sur une profondeur de cent (100) pieds, au sud du même terrain.

Le tout pour être vendu au plus haut enchérisseur.

Montauban-les-Mines, 25 juin 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

ROMÉO MORIN.

3367-27-2-o

**Municipal corporation of
Montauban-les-Mines**

Notice is hereby given that, on FRIDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction at the church door of the church of Montauban-les-Mines, Portneuf, a lot of land below described, to wit:

A lot of land situated on lot forty (40) on the second range of the township of Montauban, of the official cadaster. A part of this lot measuring one (1) acre in width, upon a depth of seven (7) acres, bounded on the west by the public road, on the north and on the east by lot forty (40), belonging to Georges Frenette, and on the south, by Rosaire Gingras, on the same lot.

Exception made of the lot and buildings belonging to Mr. Henri Gosselin, included in the same lot of land, measuring fifty (50) feet in width by the public road, along a depth of one hundred (100) feet, south of the same lot of land.

The whole to be sold to the highest bidder.

Montauban-les-Mines, June 25, 1963:

ROMÉO MORIN,
Secretary-Treasurer.

3367-27-2

INDEX No 27

ACTIONS

en séparation de biens

Bouchard vs Hébert.....	3187
Fournier vs Malenfant.....	3187
Gaucher vs Ayotte.....	3186
Kitsch vs Deichmann.....	3187

ARRÊTÉS en Conseil

1058-B - Construction, Montréal.....	3187
1058-C - Imprimerie, Montréal.....	3188
1058-C - Printing, Montreal.....	3188
1058-E - Construction, Montréal.....	3188
1060-A - Fer et bronze d'ornementation, Montréal.....	3188
1060-A - Ornamental iron and bronze, Montreal.....	3188
1060-B - Matériaux de construction, Montréal.....	3188
1060-B - Building materials, Montreal.....	3188

ACTIONS

for Separation as to Property

ORDERS in Council

BILLS	BILLS	Lettres patentes	Letters Patent
Sanctionnés.....	3189	A-1 Machine Tools Ltd.....	3144
Sanctioned.....	3189	Alexandra Park Investments Ltd.....	3145
CAISSE	SAVING	Alucon Materials Limited.....	3166
d'épargne et de crédit	and credit union	Appartements Métro Jean Talon Ltée..	3145
Caisse Populaire de Berthier (en bas)		Arnaud Acceptance Corporation.....	3145
(La) - (Nom - Name ch.).....	3190	Auberge des Apalaches Inc.....	3146
COMPAGNIES	COMPANIES	Award Homes Corp.....	3146
Avis relatifs	Notices relative	Beaumont Équipement Inc.....	3146
à la loi des	to the Act of	Boutique du Nettoyeur Inc.....	3147
Autorisées	Licensed	Brunelle (J. L.) & Cie Ltée.....	3147
à faire des affaires	to do Business	Bureau de Sécurité Unipol Ltée.....	3178
General Radio Company.....	3190	C.H.E. Hardwoods Inc.....	3147
P.M.I. Corporation.....	3191	Candem Ltd.....	3148
Chartes —	Charters —	Carlou Holdings Ltd.....	3148
Abandon de	Surrender of	Century Hosiery Mills 1963 Ltd.....	3149
Airville Garden Development Inc.....	3191	Cie Développement Laféche Limitée..	3149
Cross (Walter J.) Inc.....	3191	Cinéma Monaco Inc.....	3149
Daymark Inc.....	3191	Claude & Paul Electric Inc.....	3150
Philip and Burgess Limited.....	3191	Club Sporéa Incorporé (Le).....	3150
Preville Haberdashery Ltd.....	3192	Club Sportif Laurentien Inc.....	3150
Dissoute	Dissolved	Conlor Enterprises Inc.....	3151
North American Management Inc.....	3192	Contra-Pack Limited.....	3151
Divers	Miscellaneous	Cottonia Products Inc.....	3151
Association Canadienne pour la Santé		D.F.K. Investments Ltd.....	3152
Mentale (Région de Québec) Inc.		Design Award Chairs & Furniture Mfg.	
(Dir.).....	3194	Co. Ltd.....	3152
Association Canadienne pour la Santé		Développement Nor-Jan Inc.....	3153
Mentale (Région de Québec) Inc.		Doctor Dance Memorial Hospital Inc.	
(Règl.- By-law).....	3194	(The).....	3153
Association des Femmes de Carrières		Eddy Doyle Garage Inc.....	3153
de la Cité de Québec Inc. (L') -		E-S Lerner Building Contractors Inc....	3154
(Dir.).....	3194	Édifice Vénus Ltée.....	3154
Association des Femmes de Carrières		Entreprises d'Amours Ltée (Les).....	3154
de la Cité de Québec Inc. (L') -		Entreprises J.M. Inc. (Les).....	3155
(Règl.).....	3194	Entreprises Orléans Inc. (Les).....	3155
Auto Electric Limited (Dir.).....	3192	Federation of Catholic Parent-Teacher	
Business and Professional Women's		Associations of Quebec (The).....	3155
Club of Quebec City Inc. (The) -		Food Services Ltd.....	3156
(Dir.).....	3194	Peter Gates Inc.....	3156
Business and Professional Women's		Gaudreau (Bertrand) Inc.....	3157
Club of Quebec City Inc. (The) -		Gemlite Ltd.....	3157
(By-laws).....	3194	Grand Séminaire de Montréal.....	3157
Centre Récréatif de Bromptonville		Gran-Mar Ltée.....	3158
Inc. (Dir.).....	4195	Greenfield (Alan) Incorporated.....	3158
Centre Récréatif de Bromptonville		H. & Z. Construction Inc.....	3159
Inc. (Règl.- By-laws).....	3195	Harleg Industries Ltd.....	3159
Club de la Chaudière (Nom - Name ch.)	3192	Hasag Investment Corp.....	3159
Crouse-Hinds (Quebec) Limited (Dir.)	3193	Helix Precisions Co. Ltd.....	3160
Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.		Huiles J. K. L. S. Inc. (Les).....	3160
(Les) - (Dir.).....	3195	Jan Mar Furniture Inc.....	3160
Ferland (J.G.) Ltée (Dir.).....	3197	Jayhar Mines Limited.....	3161
H.F. Investments Inc. (Dir.).....	3196	Kimota Construction Ltd.....	3161
Immeubles André Rolland Inc. (Dir.)	3195	Kimota Construction Ltée.....	3161
Industries de St. Jérôme Limitée (Les) -		Lacroix (E) Construction Limitée.....	3162
(Dir.).....	3196	Lamont's Men's Wear Limited.....	3162
Industries de St-Jérôme Limitée (Les)		Leclair Frozen Egg Products Inc.....	3162
(Dir.).....	3197	Lenalco Holdings Inc.....	3163
Lasalle Blanket Co. Ltd. (Dir.).....	3196	Ligue Antituberculeuse du Nord-Ouest	
Maheu (J.L.) Ltd. (Dir.).....	3193	Québécois Inc. (La).....	3163
Maheu (J.L.) Ltée (Dir.).....	3193	Loisirs de Saint-Jules de Beauce Inc....	3164
Montee Holdings Inc. (Dir.).....	3193	Louis Dry Cleaners Ltd.....	3164
Negro Citizenship Association Inc.		M. & M. Manufacturing Inc.....	3164
(Dir.).....	3196	M. N. Development Corporation.....	3165
Negro Citizenship Association Inc.		Marché Central J. L. Inc.....	3165
(Règl.- By-laws).....	3196	Marché Letendre Ltée.....	3165
Placements H.F. Inc. (Dir.).....	3196	Matériaux Alucon Limitée.....	3166
St. Jerome Industries Limited (Dir.)..	3196	Métropolitain Electronique Ltée.....	3166
St. Jerome Industries Limited (Dir.)..	3197	Metropolitan Electronic Ltd.....	3166
Sherburn Investment Corporation (Dir.)	3194	Mitch's Sportswear Inc.....	3166
		Mittex Ltd.....	3167
		Mollo Restaurants Ltd.....	3167
		Mont-Écho Inc.....	3167
		Mont Fugère Inc.....	3168
		Montreal Precision Works Ltd.....	3168
		Motel Levesque Inc.....	3168
		Nordet Sport Inc.....	3169

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Sièges sociaux	Head Offices
Nova Plumbing (1963) Ltd.	3171	All-Canada Gun Sales Inc.	3198
Ogurie Pearls Ltd.	3169	Athlone (Halden) Limited	3199
Overseas Import Corporation	3170	Belding Butterfly Ltd.	3199
Papeterie G. Laurendeau Stationery Inc.	3170	Delmar Lunch & Delicatessen Inc.	3199
Photo Lambert Inc.	3170	Ellendale Enterprises Ltd.	3198
Pine Land Corp.	3171	Entreprises Ellendale Ltée	3198
Placements Toulouse Inc.	3171	Executive Associates Limited	3198
Plomberie Nova (1963) Ltée	3171	Fédération des Collèges classiques	3198
Plomberie St-Antoine Ltée	3172	Helio Gravure Inc.	3198
Prices Furniture & Appliances Ltd.	3172	Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.	3199
Radio Taxi Union Ltée	3173	Racine (Victor) Inc.	3197
Reizes (Henryk) Inc.	3173		
Remico Enterprises Ltd.	3173	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Repentigny Auto Lease Inc.	3174	Finances	Finance
Resort Estate Ltd.	3174	Assurances:	Insurance:
Roch Auto Ltd.	3174	Assurance-Vie du St-Laurent (L')	3200
Roch Auto Ltée	3174	St. Lawrence Life Assurance Company	3200
Saba Navigation Inc.	3175		
Salon Scott Ltée	3175	Instruction publique	Education
Salzbourg Québec Inc.	3175	Municipalité scolaire de: - School Municipality of:	
Shawinigan Transport (1963) Inc.	3176	Honoré-Mercier, comm. scol. rég.-reg. school comm. (Acc.-Grant.)	3200
Société de Prêts et d'Immeubles Sept-Iles Inc.	3176	Lac St-Jean, comm. scol. rég. (Acc.)	3201
Société des Consultants en Administration Hospitalière, Ltée (La)	3176	Lake St. John, reg. school comm. (Grant.)	3201
Société du Hameau Limitée (La)	3177	Lapointe, comm. scol. rég.-reg. school comm. (Acc.-Grant.)	3202
Solo Acceptance Corp.	3177	Louis-Frêchette, comm. scol. rég.-reg. school comm. (Acc.-Grant.)	3202
Stanstead Granite Ltd.	3177	Tardivel, comm. scol. rég.-reg. school comm.	3200
Tobias (H. T.) Ltd.	3178		
Unipol Security Bureau Ltd.	3178		
Venetian Tile Co. Ltd.	3179		
Viking Inc. (The)	3179		
		Travail	Labour
		Industrie ou métiers de: - Industry or Trades of:	
		Commercial establishments, Dolbeau and Mistassini (Amend.)	3203
		Commercial establishments, St-Félicien (Amend.)	3206
		Construction, Montréal (Mod.-Amend.)	3202
		Établissements commerciaux, Dolbeau et Mistassini (Mod.)	3203
		Établissements commerciaux, St-Félicien (Mod.)	3206
		Metal, Quebec (Levy)	3210
		Métallurgie, Québec (Prél.)	3210
		RÉGIE	QUEBEC
		des marchés agricoles	Agricultural
		du Québec	Marketing Board
		Québec-Sud - South (Bois - Wood)	
		(Réception - Receipt)	3212
		Industrie laitière: - Dairy Industry:	
		Ord. 62-Sp-II-A (Contenance et étiquetage - Containers and labels)	3212
		SOUMISSIONS	TENDERS
		Disraéli, village	3213
		Matane, ville - town	3214
		Orsainville, c.s.-s.c.	3216
		Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, c.s.-s.c.	3217
		Stoneham, c.s.-s.c.	3215
		SYNDICATS	SYNDICATES
		Professionnels	Professional
		Association des Employés de « Heatex Ltd. » (Const.-Inc.)	3218
		Association des Employés en Coutellerie de Berthierville (Const.-Inc.)	3218
		Association des Policiers de la Cité de Saint-Jérôme Inc. (L') - (Const.-Inc.)	3219
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent		
Ajusteurs de l'Est Ltée	3182		
Arès Inc.	3179		
Association du Québec pour les Enfants Arriérés	3185		
Bélanger (M.) Limitée	3179		
Cartier Bros Ltd.	3180		
Concordia Estates Limited	3180		
Constructions Frontière Ltée (Les)	3180		
Control Equipment Co. Ltd.	3180		
Cross (Walter J.) Inc.	3181		
Diplomat Realty Associates Co. Ltd.	3181		
Domaines Concordia Limitée	3180		
Drummond Automotive Inc.	3181		
Duroform Shoulder Pad Corporation	3181		
Duroform Shoulder Pad Corporation	3182		
Eastern Adjusters Ltd.	3182		
Exact Weight Scale Company (Quebec) Ltd.	3182		
René Faucher Limitée	3182		
Gagnon Transport Ltée	3182		
Gelco Furniture Mfg. Co. Limited	3182		
Grecian Garden Inc.	3183		
Handmark Hall Limited	3183		
Harmo Realty Corp.	3184		
Home Specialties (1962) Inc.	3184		
Jonsar Investments Corporation	3184		
Lallemand Inc.	3184		
Maco Limited	3184		
Moffet (L.) Cie Ltée	3185		
Moffet, (L.) Co. Ltd.	3185		
Muffler Centre Inc.	3185		
Permacon Inc.	3185		
Quebec Association for Retarded Children	3185		
Rouleau (F. G.) Inc.	3186		
Sarrasin, (N.) Limitée	3186		
Town & Country Fuels Ltd.	3186		

SYNDICATS	SYNDICATES	Quebec Farm Credit Bureau (The)	
Professionnels	Professionals	<i>vs</i> Bossé.....	3222
(suite)	(continued)	Montréal	Montreal
Association Professionnelle des Techniciens des Eaux du Québec (L') - (Const. - Inc.).....	3219	Crédit Central Inc. <i>vs</i> Cossette.....	3223
Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited (Nom - Name ch.).....	3219	Nicolet	Nicolet
Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe (Exist. ter.).....	3219	Magasin des Cultivateurs Ltée (Le) <i>vs</i> Barabé.....	3223
VENTES	SALES	Québec	Quebec
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Mutuelle des Employés Civils (La) <i>vs</i> Paquet.....	3224
Ouellet (Léon) & Fernand Nadeau....	3220	Société du Crédit Agricole (La) <i>vs</i> Morissette.....	3224
SHÉRIFS	SHERIFFS	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Arthabaska	Arthabaska	Penny up Merchandise Co. Limited <i>vs</i> Lamirande.....	3226
Pioner Cafeteria Feeds Limited <i>vs</i> Charpentier.....	3220	Saguenay	Saguenay
Beauharnois	Beauharnois	Carrier <i>vs</i> Montreuil.....	3226
Guérin <i>vs</i> Charette.....	3221	Devost <i>vs</i> Landry.....	3228
Hull	Hull	Taxes	Taxes
Parent <i>vs</i> Robinson.....	3222	Montauban-les-Mines, corp. mun.-mun. corp.....	3227
Kamouraska	Kamouraska	Richmond, ville - town.....	3227
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Bossé.....	3222		

